

COURANT **ALTERNATIF** ★ **courant** **alternatif**

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | N° 272 | ÉTÉ 2017 | 3€

- ▶ UN FRONT SOCIAL EN DEVENIR ?
- ▶ CONTRE CIGEO ET SON MONDE EN MEUSE
- ▶ MEXIQUE : AUTOUR DES COMMUNAUTÉS ZAPATISTES
- ▶ LA RÉVOLUTION RUSSE A 100 ANS (6)



C'est parti pour cinq ans de luttes ?

*Bure, février 2017
À l'assaut de l'écothèque*



COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de déci-

sions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à **OCL/Égrécore - BP 81213 - 51058 Reims cedex**, afin de pouvoir vous y rendre.

SOMMAIRE



ÉDITO ► PAGE 3

SOCIAL

► PAGE 4-5 Un front social en devenir ?

SOCIAL EN SUISSE

► PAGE 6-7 Comment les chemins de fer suisses exploitent les travailleurs

HUMEUR

► PAGE 8 Quand étudier n'est plus un droit mais une chance

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

► PAGE 9 La nouvelle France industrielle ?

► PAGE 10-11 Contre l'aéroport et son monde

► PAGE 11 CIGEO-Bure en brèves

► PAGE 12-13 Lutte contre CIGEO et son monde

VERTEMENT ÉCOLO ► PAGE 14-15

L'MOUV'MENT

► PAGE 135 Faire vivre ou survivre des lieux militants

BIG BROTHER ► PAGE 16 à 17

NOTRE MÉMOIRE

► PAGE 18-19 Sénégal, le massacre de Thiaroye en 1944

► PAGE 20 Les Vietnamiens aussi ont subi l'arbitraire

L'ÉCONOMIE EN BRÈVES ► PAGE 21

PALESTINE

► PAGE 22-23 Il ya 100 ans la déclaration Balfour

QUI SOMMES-NOUS ► PAGE 24

RENCONTRES LIBERTAIRES DU QUERCY (16-26 JUILLET) ► PAGE 25

NOTRE MÉMOIRE : LA RÉVOLUTION RUSSE A 100 ANS (5)

► PAGE 26-27 Kronstadt avant l'insurrection (Ida Mett)

► PAGE 28-29 La troisième révolution

► PAGE 36-32 L'insurrection de Kronstadt

et la destinée de la révolution russe (Ante Ciliga)

INTERNATIONAL

► PAGE 33 À 36 Mexique : autour des communautés zapatistes

POUR S'ABONNER

ABONNEMENT 1 AN

- 10 numéros + hors séries 30 euros
- Sans les hors séries 25 euros
- Tarifs réduits (pour les fauchés) 18 euros
- En soutien + de 30 euros
- À l'essai (3 numéros) 5 euros
- Un numéro sur demande **GRATUIT**

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL égrécore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

Ce numéro a été préparé dans l'Aube

La maquette à Poitiers

La commission journal du numéro d'octobre aura lieu dans le Quercy

CONTACTER LOCALEMENT l'Organisation Communiste Libertaire

ALSACE

oclstrasbourg@gmail.com

AUVERGNE

ocl-Moulins@orange.fr

BRETAGNE

oclnantes@free.fr

CHAMPAGNE-ARDENNES

OCL c/o égrécore BP 81213
51058 Reims cedex
lechatnoir@clubinternet.fr

ÎLE DE FRANCE

oclidf@riseup.net

LIMOUSIN

ocl.limoges@laposte.net

MIDI-PYRÉNÉES

OCL c/o Canal Sud,
40 rue Alfred Dumeril,
31400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD

• Boulogne : OCLB c/o La mouette enragée, BP 403 62206 Boulogne s/Mer cedex lamouette.enragee@wanadoo.fr
• Lille : oclille@gmail.com

NORMANDIE

ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE

ocl-eh@orange.fr

PERIGORD/QUERCY

ocl2446@yahoo.fr

POITOU-CHARENTES

• ocl-poitou@orange.fr
• oclcognac@ymail.com

RHÔNE-ALPES

• Lyon : "courant alternatif" c/o Maison del'écologie 4 rue Bodin 69001 Lyon ocl-lyon@laposte.net

• Valence :

ocl-valence@riseup.net

SUD-EST

Grasse : ocl.sudest@gmail.com

CONTACTS

Figeac, passer par oclibertaire@hotmail.com

CORRESPONDANCE

OCL c/o Egécore
BP 81213- 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site

<http://www.oclibertaire.lautre.net/>

COURANT ALTERNATIF
été 2017
Mensuel anarchiste-communiste
COM. PAR. 0620G86750

Pour les seules obligations légales
DIR. PUBLICATION
Nathalie Federico
Imprimerie des moissons, Reims
Imprimé sur papier recyclé



S'UNIR POUR NE PAS SUBIR

On vit une époque formidable ! Les godillots du président qui ont su prendre le train en marche ont trouvé un siège... Un concept, à faire jouir les journalistes moyens, est apparu : « La société civile » !

La classe politique au pouvoir par alternance depuis des décennies étant complètement discréditée, il était temps de la faire, non pas disparaître, mais immerger dans un nouveau concept : la société civile. Quèsaco ? En fait, il ne s'agit pas d'une nouveauté car cette notion est très ancienne et n'a pas de définition fixe. Elle permet aujourd'hui à Macron de promettre un renouvellement de la classe politique mais ne génère évidemment pas une quelconque mixité sociale.

Selon le parti macronien, ce sont tout simplement les « personnes n'ayant jamais effectué de mandat politique ». Une définition large, qui pourrait laisser croire que la porte est ouverte aussi bien aux patrons qu'aux salariés, aux actionnaires qu'aux chômeurs...

Comme vient de l'écrire Gautier Pirote, professeur à l'université de Liège (1) : « Sa société civile, c'est une société dynamique, jeune, avec un esprit d'entreprendre, c'est la société des yuppies cool et des fondateurs de start-up, pour schématiser. Ce sont des gens qui sont non pas une contre-élite mais une élite alternative. » Autrement dit, « ce sont des gens qui n'ont peut-être pas de casseroles, mais qui ne vont pas nécessairement agir différemment de la façon dont la classe politique fonctionnait jusqu'à présent, tout simplement parce qu'ils sont souvent issus des mêmes milieux, qu'ils ont fait même école. Donc des conflits d'intérêts, s'il n'y en a pas maintenant, il risque d'y en avoir à un moment donné ».

Dans cette société civile nouvellement élue, on trouve des figures médiatiques comme le mathématicien Cédric Villani, des patrons comme Mounir Mahjoubi ou encore des hauts fonctionnaires comme l'ancien patron du Raid Jean-Michel Fauvergue. Et comme Mounir Mahjoubi au Conseil national du numérique, ils ont pu frayer avec les milieux politiques, voire carrément avoir été conseillers régionaux, comme la magistrate Laurence Vichnievsky. Nous noterons tout de même que Laurence Vichnievsky est une ancienne leader et élue de Europe Ecologie Les Verts. Ce n'est d'ailleurs pas la seule de cette fameuse « société civile » à être passée par la case « classe politique ». Ce qui est sûr c'est que tous ces gens-là font partie au minimum de la classe moyenne supérieure. Nous en saurons plus lorsqu'ils/elles devront déclarer leur patrimoine...

E. Macron a publiquement bénéficié de l'intense soutien pour sa campagne de Serge Weinberg, président de Sanofi, principal producteur français de vaccins ! A peine élu, Macron lance une opération se présentant comme motivée par la santé du public. Dans la foulée une certaine Agnès Buzyn est nommée ministre de la santé, elle est issue évidemment de la société civile puisqu'elle a été payée longtemps par les géants de la pharmacie mondiale (Sanofi, Novartis, Bristol Myers-Squibbs). Résultat : Ce ne sera plus 3 vaccins obligatoires pour les nouveau-nés mais 11 ! C'est autant de doses et de rappels qui devront

être achetés pour les 800 000 enfants qui naissent chaque année en France.

On parle de 110 millions d'euros chaque année qui tomberont dans la poche de l'industrie pharmaceutique, via nos cotisations obligatoires. Une pétition a été lancée pour dénoncer cette ignoble magouille mais cela ne suffira pas il va falloir nous mobiliser car en plus de ce conflit d'intérêts qui saute aux yeux, ces 11 vaccins obligatoires sont surtout une menace d'Etat sur la santé des enfants !

Comme prévu, ce nouveau pouvoir va procéder par « ordonnances ». La Constitution française donne la possibilité au gouvernement de faire passer ses réformes par ce processus. Le 14 juin, le gouvernement a transmis au Conseil d'Etat, pour avis, le projet de loi d'habilitation. Ce projet de loi qui sera examiné en conseil des ministres le 28 juin, fixe les domaines et la durée où le gouvernement pourra prendre les ordonnances, sous peine d'être sanctionné par le Conseil constitutionnel. Entre le 24 et le 28 juillet, ce projet de loi d'habilitation sera mis au vote devant le parlement. Il y a, dans cette nouvelle assemblée, suffisamment de godillots pour qu'il soit voté sans problème. Le 28 août, au plus tard, les ordonnances rédigées par le gouvernement seront envoyées au Conseil d'Etat pour avis. Le 20 septembre, les ordonnances seront adoptées en Conseil des ministres. Dès la promulgation des ordonnances, leur application est immédiate. Quel temps gagné pour légiférer ! À l'automne au plus tard : pour chacune des ordonnances, un projet de loi de ratification sera déposé devant le Parlement dans un délai de six mois à compter de sa publication. Après la ratification de la loi, l'ordonnance devient de nature législative ce qui signifie qu'elle ne peut être modifiée que par une loi.

La première ordonnance Macron est à ce jour quasi-prête. Son contenu probable serait :

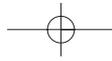
- L'extension de la priorité aux accords d'entreprise. La loi El Khomri (dite Travail) les réservait au temps de travail. Emploi, salaire et conditions de travail seront concernés.
- La fusion des institutions représentatives du personnel (CE, DP, CHSCT).
- Le plafonnement des dommages et intérêts en cas de licenciement abusif. Un coup mortel porté aux Prud'hommes, une garantie offerte aux employeurs de licencier vite.

Beaucoup d'autres sujets pouvant donner lieu à des ordonnances ont été listés. Le MEDEF est bien quasiment directement au pouvoir. Alors, en plein été, il va falloir s'unir pour ne pas subir. Un outil, bien fragile, existe : Le Front Social (voir article dans ce numéro) mais, attention, pour être efficace, il va falloir rompre avec les stratégies et les pratiques politiciennes du passé qui ont miné tous les mouvements sociaux depuis plus de 20 ans.

OCL REIMS le 23 juin 2017

(1) auteur de *La Notion de société civile* (éditions La Découverte, 2008)





Un Front Social en devenir ?

A ce jour, la seule contestation dans la rue du nouveau pouvoir politique en France a émané du «Front Social». Cette structure qui est pour l'instant un réseau est le «fruit d'une rencontre d'organisations et de militant.es du mouvement contre la loi travail » (1)

Le réseau

«Nous en avons assez de perdre au niveau national alors que nous nous battons tous les jours et gagnons souvent localement, mais de manière éparpillée ; nous voulons que le courage, la dignité de celles et de ceux qui refusent au quotidien d'abdiquer les valeurs de solidarité, d'humanité, de générosité soient renforcés par l'indispensable convergence nationale des luttes. Nous voulons et voulons gagner» (1)

C'est ainsi que dans ce Front Social on y retrouve des structures syndicales de base principalement CGT et SOLIDAIRES dont quelques UL CGT et quelques fédérations comme SUD PTT. Cela constitue les ¾ de ce Front Social. A cela s'ajoutent des associations diverses comme Urgence notre police assassine, le DAL, Droit Devant, Compagnie Jolie Môme, etc.

Ce réseau tente d'unir des forces provenant de 3 pôles : des syndicats de base combattifs, associations et mouvements dépassant le cadre de la lutte dans les entreprises et des individus.

Mais ce réseau est constitué très majoritairement de militant.es à la gauche de la gauche ; ce n'est pas en soi une tare mais malheureusement dans ce milieu la pratique militante léniniste est bien ancrée : beaucoup ont toujours pour objectif de construire ou renforcer le parti ou l'organisation au détriment du mouvement social !

C'est dans la rue que ça se gagne !

Les premières manifestations de ce Front Social auront lieu à Paris le 22 avril, veille du 1^{er} tour des élections présidentielles et le 8 mai, lendemain de l'élection de Macron. Ces deux premières manifs ont été des réussites tant au niveau du nombre de manifestations (plusieurs milliers de personnes avec le double lors de la 2^{ème} manif) que du contenu clairement indiqué dans la manifeste : « Ses premières manifestations ont affirmé son état d'esprit, la détermination, la disponibilité à la lutte, l'attachement à l'unité, la conscience que nos conquêtes sociales viennent de nos mobilisations et non pas des programmes électoraux. » La traditionnelle trêve électorale dans la rue a été battue en brèche comme dans certaines entreprises en lutte (invisibles ou visibles comme dans



certaines entreprises sous-traitantes de l'industrie automobile) – il faut dire que les élections ne sont plus porteuses d'espoir pour le prolétariat.

Après la première rencontre nationale du 10 juin qui a regroupé 400 personnes d'une trentaine de structures adhérentes et une quarantaine d'autres venues en observatrices, l'accent avait été mis sur l'organisation d'une manif le 19 juin, le lendemain de la fin du cirque électoral du moment. Une trentaine de manifs locales étaient organisées à la même heure par des collectifs locaux. Dans beaucoup de villes de province cela s'est résumé à des défilés syndicaux et politiques traditionnels où on s'ennuie avec une collection de militants de la gauche de la gauche... rien de bien nouveau ! Les organisateurs ont annoncé 20 000 personnes dans la rue mais en lisant les compte-rendus, il faut très certainement diviser ce chiffre par 2.

Quant à la manif parisienne devant l'Assemblée nationale, nous publions des extraits de la tribune écrite par Sami Battikh (2)

«19 juin, première pierre à l'édifice de résistance face au rouleau compresseur de la machine En Marche. A l'initiative de plusieurs bases syndicales, de collectifs et d'associations, un Front Social devait émerger pour initier le mouvement de résistance. Mais ce qui s'est joué à quelques centaines de mètres de l'Assemblée Nationale, c'est un questionnement profond sur les modalités de lutte des prochaines années, des prochaines décennies. Et tout reste possible

Dès l'arrivée sur place à 18h, je m'étonne de la présence massive de drapeaux et de ballons de syndicats et de partis, folklore habituel des manifs mais qu'on pouvait espérer reléguer dans les cartons pour ce rendez-vous censé dépasser les logiques syndicales et partisans. On retrouve aussi les camions et la bonne vieille sono dans laquelle s'époumonent deux ou trois chauffeurs, sans réussir à être repris par la foule.

Au final, la grande majorité des manifestants se regroupent par petits groupes

d'amis, et, tentant de trouver un peu d'ombre sous la canicule parisienne, discutent pendant que le spectacle sur scène suit son cours si bien huilé.

Vers 19h30, quelques personnes se rassemblent derrière deux banderoles. Pas de noms de syndicats, ni de partis. Pas même de collectifs Juste des slogans. Ils ne sont qu'une trentaine au début à lancer les premiers chants habituels du cortège de tête. Ils décident alors de se faufiler dans la foule en chantant et en invitant tout le monde à les rejoindre. Aucune hostilité d'un côté ou de l'autre. D'ailleurs, il n'y a pas deux côtés. Simplement des centaines de manifestants et une nouvelle dynamique, que tout le monde est invité à rejoindre.

Au bout de dix minutes, le cortège décide de sortir du rassemblement. Et là, on se rend compte que la quasi-totalité des manifestants décide de suivre le mouvement. C'est improbable et c'est beau. Certains militants rangent leur drapeau et rejoignent le cortège. Du côté de l'organisation, c'est la stupéfaction. Les prises de paroles continuent, comme si de rien n'était, mais tous les regards sont ailleurs...»

Au-delà des chiffres, le point négatif est le manque de participation de nouveaux acteurs et actrices des luttes actuelles. Par ailleurs la Confédération CGT a dû faire un maximum de pressions auprès des structures CGT signataires du Front Social puisque, ce 19 juin, la présence affirmée de la CGT était très faible...

Certes des SUD comme PTT ont rejoint rapidement le front social mais l'union syndicale a au début émis beaucoup de réserves notamment parce que le front social faisait de l'ombre à une campagne qu'a tenté d'initier solidaires pendant les élections et qui s'appelait nos droits contre leur privilèges. Ils ne se sont décidés que lors de leur congrès à Saint Briec le 15 juin pour appeler à rejoindre l'initiative. C'est tout de même révélateur de la méfiance des confédérations sur le Front Social.

(1) Extrait du manifeste du Front Social

(2) <https://www.facebook.com/notes/cerveaux-non-disponibles/une-petite-ronde-de-liberté>



Mais pas seulement !

Si les manifs sont importantes dans la création d'un rapport de force favorable, il ne faut pas oublier que le terrain d'affrontement incontournable reste les entreprises au sens large du terme, c'est-à-dire tous les lieux où des travailleurs/travailleuses sont exploités, sans oublier tous les autres terrains d'affrontement avec la bourgeoisie.

Cela étant le cadre propose reste intéressant à condition qu'assez rapidement existe de véritables collectifs de luttes qui essaient de peser sur le rapport de force avec entre autre la constitution de caisse de grève, de présence à des piquets, de prise en charge par les luttes de leur propre communication avec l'extérieur et leurs coordinations avec d'autres luttes, etc.

Le front social c'est avant tout un regroupement, un cadre qui permet d'unir des forces pour résister au rouleau compresseur qui s'annonce. Il reste faible, encore englué dans des pratiques syndicales et politiciennes qui ont dégoûté tellement de personnes... Il va falloir aussi que ce réseau se positionne clairement par rapport aux confédérations dont il faut, une bonne fois pour toute, ne rien en attendre pour gagner. C'est certainement le point le plus difficile à régler car il existe encore, par exemple, une dépendance importante entre les cadres syndicaux à la gauche de la gauche et leur confédération CGT,

sans oublier SOLIDAIRES. Nombre de ces cadres syndicaux bénéficient de délégations leur permettant d'échapper partiellement ou totalement au travail salarié dégageant ainsi du temps pour militer tout en étant payé. Néanmoins, ce Front Social a pris l'initiative sans aller chercher l'intersyndicale nationale qui a toujours géré le mouvement social depuis 1995 avec ses temps forts de mobilisation.

Le Front social a même choisi ses propres dates et ses propres objectifs. C'est ainsi qu'il propose son propre calendrier avec une date originale le 14 juillet avec un appel à un défilé national à Paris pour les luttes sociales, contre la guerre et la loi des armes ! Rappelons que jusqu'en 1953 il y avait des manifestations populaires les 14 juillet. Elles furent ensuite interdites après la manifestation du 14 juillet 1953 ou suite à la présence de militants de la cause algérienne réclamant la libération de Messali Hadj (3), les flics tuèrent 8 manifestants et blessèrent par balles plus de 100 autres.

La guerre sociale s'annonce longue, la structuration du front social ne peut s'envisager que sur la durée. Il y a du pain sur la planche car le rapport de force n'y est pas pour le moment...

Denis, OCL Reims,
avec la participation de
Christian, OCL Paris et Fabien, OCL Lille



LE FRONT SOCIAL N'EST PAS EN MARCHÉ

IL COURT


LE FRONT SOCIAL

Le front social à Lille

Depuis le début juin, une cinquantaine de personnes se réunissent hebdomadairement à la bourse du travail de Lille pour constituer un front social local et tenter d'impulser une dynamique. Sont présentes de nombreuses personnes qui se sont déjà impliquées lors du mouvement contre la loi Travail de l'an dernier mais aussi de nouveaux visages. Côté syndicat, ce sont surtout les Sud qui sont là et apportent un soutien logistique tandis que les structures CGT sont plus timides alors que des syndiqués sont présents. Pour le moment, seules la CGT du Centre Hospitalier Régional lillois et l'Infocom mettent des forces dans la partie. La CNT est aussi représentée. Côté organisations, on retrouve un large panel du paysage lillois : le comité des sans papiers, ATTAC, Alternative Libertaire, NPA, Lutte ouvrière et des membres de ce qui reste de Nuit Debout Lille. Enfin, les élections sont passées par là avec la présence des membres de la France Insoumise et même la visite à la dernière AG du député de la 1ère circonscription qui s'est dit au service du mouvement social lillois, on verra. Précisions tout de même, que le Front social nord refuse la signature et la récupération des partis politiques.

Pour le moment, la seule mobilisation locale a été celle du 19 juin, au lendemain des élections législatives. Environ 400 personnes étaient présentes et ont manifesté. La préfecture avait interdit le parcours du centre ville sous prétexte d'état d'urgence et de peur de débordements... Le cortège était mélangé et animé mais ce n'est pas encore la mobilisation des grands jours. Il y a encore du travail pour faire converger les luttes locales notamment celle des pompiers qui sont en grève depuis plusieurs semaines à cause d'une baisse de moyens

mais qui n'étaient pas présents à la manifestation malgré une invitation du Front social. Cette convergence est justement au cœur de la stratégie et les prochaines mobilisations se feront dans ce sens. Tout d'abord, à l'occasion d'une manifestation interprofessionnelle de la CGT sur la question de la future Loi travail (qui au passage n'a pas du tout informé en amont le front social) le mardi 27 juin et aussi le matin l'invitation à une AG des pompiers. Puis sur l'antirepression, des appels à rassemblement en soutien à une camarade qui passe en procès devant le TGI de Lille pour obstruction lors d'un blocage suite à l'affaire Théo, le 29 juin et à la mi-juillet, un autre camarade très impliqué lors du mouvement de l'année dernière qui a passé 48h en garde à vue suite à sa participation à un rassemblement antifasciste.

Reste les mobilisations futures à construire car au niveau national, le Front social annonce sa volonté de faire des manifs le 14 juillet et surtout lance déjà un appel à une grosse mobilisation le 20 septembre. Il est clair que le but est de pousser les directions syndicales à suivre le mouvement mais pour le moment celles-ci sont occupées à négocier on ne sait pas trop quoi avec le gouvernement Philippe et ne semblent pas déterminées à lancer les forces dans la bataille. En tout cas, le temps joue contre nous car avec ses ordonnances, Macron aura déjà quasiment tout fini du point de vue législatif à la fin septembre. Sauf grosse mobilisation sociale, cette nouvelle loi Travail risque de passer et faire reculer un peu plus les droits sociaux. En tout cas, l'initiative des fronts sociaux est la seule chose qui tente en ce moment de résister mais il reste encore beaucoup de passerelles à construire pour peut-être un jour construire un mouvement large de grève que sera le seul à même de ré-enclencher un rapport de force.

Fabien - OCL Lille, le 25 juin 2017

(3) Messali Hadj, né à Tlemcen en Algérie en 1898 et mort à Gouvioux, dans l'Oise, en 1974, est un militant ayant joué un rôle pionnier dans le processus menant à l'indépendance algérienne. Il réclame dès 1927 l'indépendance de l'Algérie. Il est le fondateur du Parti du peuple algérien (PPA), du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) et du Mouvement national algérien (MNA). Messali crée le MNA dans un contexte de lutte contre le Front de libération nationale (FLN) pour la direction de la révolution algérienne. Dès 1957, le MNA est éliminé par le FLN et Messali Hadj privé de tout rôle politique en Algérie.



RailFit ⁽¹⁾ : ou comment les CFF exploitent les travailleurs

(1) Nom de code donné à la restructuration voulue par les Chemins de fer fédéraux

Les Chemins de fer fédéraux (CFF), en allemand *Schweizerische Bundesbahnen (SBB)*, en italien *Ferrovie Federali Svizzere (FFS)*, et en romanche *Viafiers federalas sviztras (VFS ou VFF)*, sont la principale entreprise ferroviaire de Suisse. Créés en 1902 avec la nationalisation d'une grande partie du réseau ferroviaire suisse, ils ont en 1999 acquis le statut de société anonyme de droit public dont le capital est détenu en totalité par l'État fédéral.

Les CFF sont une compagnie ferroviaire intégrée, à la fois gestionnaire d'infrastructure ferroviaire et exploitant. Ils exploitent un réseau de 3 173 km, premier de Suisse par la longueur, sur lequel ils assurent le trafic passagers et fret, totalisant en 2014 430,4 millions de passagers et 14 478 millions de tonnes-kilomètres de fret. Les CFF exercent également une autre activité : la gestion immobilière. Ils ont réalisé pour cette même année un bénéfice de 372,9 millions de francs suisses, sur un résultat d'exploitation de 8 542 millions. En 2014, CFF employait 27 636 salarié-e-s.

CFF bénéficie du monopole sur les lignes à longue distance les plus rentables du pays. Mais une grande partie de cette concession expire en décembre 2017 et son renouvellement aiguise les appétits. BLS (dont l'actionnaire principal est le Canton de Berne), qui exploite 449 km de lignes, veut relier les aéroports de Zurich et de Bâle à l'Oberland bernois, en passant par la ville de Berne. Elle serait aussi intéressée par une ligne de Berne au Locle, via Neuchâtel. La *Südostbahn (SOB)*, née de la fusion en 2001 de la *Schweizerische Südostbahn* et de la *Bodensee Toggenburg Bahn*, qui exploite la ligne Lucerne-Saint-Gall, 123 km) s'intéresse à l'ancienne ligne du Gothard, pour relier Bâle et Zurich à Lugano, ainsi qu'au trajet Coire-Saint-Gall-Zurich.

Réduire les coûts de fonctionnement

Sous le nom de RailFit20/30, la direction et le conseil d'administration des Chemins de fer fédéraux (CFF) sont en train de faire avaler une énorme couleuvre à leurs employé-e-s. À l'horizon 2020, ils ont prévu de réduire les coûts de fonctionnement de 1,2 milliards de francs par rapport à 2014. Plus de 500 millions seront économisés sur les salaires. Cela se fera par la suppression de 1 200 emplois (1 400 postes de travail vont disparaître, mais 200 seront créés pour répondre à l'augmentation du trafic) ; par la disparition de certaines prestations dont bénéficiaient le personnel et les retraité-e-s ; par l'augmentation des cotisations sociales à la charge des travailleurs, etc.



Les dirigeants des CFF prétendent que ces sacrifices sont nécessaires pour conserver des tarifs abordables. Ainsi, ils veulent mettre dos à dos les travailleurs – prétendument privilégiés – et la clientèle, en faisant croire que celles et ceux qui voudraient défendre leur emploi, leur salaire et leurs conditions de travail se serviraient directement dans les poches des usagers... En réalité, ce n'est pas comme ça que ça se passe. Cette attaque en règle contre un service public se fait au détriment des utilisateurs aussi bien que des salarié-e-s. D'abord, les sacrifices imposés au personnel n'empêchent pas les hausses de prix des billets et des abonnements. Ensuite, le stress et la surcharge de travail provoqués par la réduction des postes péjorent la qualité des prestations (pannes, retards, accidents...).

En octobre 2016 déjà, 120 postes de chefs de la circulation des trains, responsables du trafic ferroviaire, ont été menacés, dont 50 effectivement supprimés. La direction justifie cette réduction de l'effectif par la modernisation de l'infrastructure et par la mise en place de nouvelles méthodes de travail. Dans les faits, une charge de travail supplémentaire vient s'ajouter au stress déjà quotidien de ces employé-e-s assurant des tâches primordiales pour la sécurité ferroviaire et cela, sans même parler du nombre croissant de trains circulant chaque année qui amènent naturellement un lot de travail en plus.

RailFit20/30 s'intègre dans la politique européenne des transports qui vise ouvrir le secteur à la concurrence, en vue de renforcer sa productivité et sa rentabilité. Au niveau ferroviaire, nous avons en Suisse un système hybride : le

principe de la concurrence est accepté pour le trafic fret (marchandises), mais encore peu pour les voyageurs (certaines compagnies régionales comme BLS réclament de pouvoir exploiter des lignes ferroviaires longue distance jusqu'ici réservées aux CFF). La situation présente n'empêche pas le développement d'une véritable surenchère dans l'exploitation du personnel dont l'exploitation provient de la tête de l'Etat.

Depuis 1999, les CFF sont une société anonyme et les employé-e-s ne sont plus des fonctionnaires, mais la Confédération helvétique est le seul actionnaire de cette société. L'influence du pouvoir politique se fait au travers d'un contrat quadriennal avec la fixation d'objectifs stratégiques précis ; l'imposition d'une contrainte financière drastique ; l'accroissement permanent des exigences en termes de résultats à atteindre.

Externalisation grandissante de certains services

Une des tactiques pour garantir ces résultats est l'externalisation grandissante de certains services à des prestataires privés. Pour ne citer que quelques exemples : le nombre d'employés CFF sur les divers chantiers ferroviaires ne représente qu'un faible pourcentage du total des ouvriers présents ; le service informatique des CFF a été délégué en grande partie à Swisscom et les services de nettoyage – que ce soit à l'intérieur des trains ou dans les bureaux – sont faits par une société privée. Récemment encore, on a appris une nouvelle mesure de RailFit, celle d'externaliser les services médicaux des CFF à l'assu-



rance Helsana. Sur la quarantaine d'emploi du service médical seul cinq postes seront conservés. Les 35 autres personnes devront choisir : être réorientées à l'interne dans les CFF (potentiellement dans des services diamétralement opposés à leur ancien poste) ou de se faire engager par Helsana.

Les CFF sont désormais une entreprise qui fait des bénéfices et l'une des compagnies ferroviaires les plus productives d'Europe. Ainsi, l'exigence qui est faite au personnel de faire encore plus et mieux avec moins est un signe politique qui s'adresse à toute la société : la mobilité qui permet la circulation des personnes et des marchandises – et qui est toujours plus nécessaire au capitalisme – doit être favorisée coûte que coûte, même si c'est au détriment de celles et ceux qui la rendent possible. On veut bien investir des milliards pour développer des infrastructures ferroviaires et plus encore pour les infrastructures routières (avec l'aval du «peuple» suite à l'acceptation le 12 février 2017 de l'arrêté fédéral sur la création d'un fond pour les routes nationales et pour le trafic d'agglomération), mais on ne versera pas un kopek pour alléger la tâche des travailleurs des transports. Au contraire, on les pressera comme des citrons pour réduire les coûts.

Quelles réactions ?

Au CFF, le Syndicat du personnel des transports (SEV) tente de freiner les «réformes» avec la mollesse caractéristique des syndicats suisses, engourdis depuis des lustres par la paix du travail. Il est assez piquant de suivre les raisonnements et les actions de ses dirigeants. En 2015, dès que les projets d'économies et de réduction d'emplois ont été connus, le syndicat a déclaré qu'il était urgent... d'attendre ! Attendre, et ne pas appeler à des protestations ou autres mesures de lutte avant de connaître les résultats de l'analyse de la société de conseils McKinsey, qui pourtant avait déjà – aux dires du SEV – laissé d'amères souvenirs aux cheminots lors d'un précédent démantèlement. Attendre aussi les négociations de la convention collective de travail (CCT) qui débiteront en 2018.

Début 2016, le SEV lance une pétition contre RailFit, qui recueille environ 3000 signatures, soit moins de 10 % des effectifs. Les revendications de cette pétition sont peu précises : elle réclame la création des emplois nécessaires à la sécurité et au développement du réseau ferroviaire (on n'avance aucun chiffre !); que la maintenance des véhicules se fasse sur le territoire suisse et de renoncer à la sous-traitance, mais surtout elle témoigne d'une mentalité conciliatrice, attachée à des temps mythiques où l'entreprise aurait été une grande famille, en se de-

mandant : « Comment résister à la démotivation (...) ? Comment dissuader nos collègues les plus aigris de penser que les membres de la direction ne sont rien d'autre que des technocrates sans empathie aucune (...), jamais sur le terrain à nos côtés ? » Autant dire : chers directeurs, aimez-vous !

Avec leur habitude de négocier sans réel rapport de force, les dirigeants syndicaux essaient de faire croire au personnel que les acquis – ou du moins certains d'entre eux – sont gravés dans le marbre. Giorgio Tuti, le président du SEV déclare par exemple : « Nous avons la fameuse protection contre le licenciement, le «contrat social», (...) il s'agit d'une garantie des places de travail. Même si nous avons permis un léger assouplissement avec la nouvelle CCT. »

En effet, le licenciement pur et simple se produit rarement aux CFF. Les personnes concernées se font «réorienter professionnellement pour perte de poste, en raison de projets de réorganisation et de rationalisation». L'application concrète de cette phrase se traduit parfois par la relocalisation de services entiers à l'autre bout de la Suisse, comme par exemple les différents services juridiques qui ont tous été regroupés et «rationalisés» récemment à Lucerne. Les personnes ne désirant pas déménager ont deux ans au maximum pour se faire replacer à l'interne des CFF. Passé ce délai, ou si elles refusent «trop» de nouveaux postes, elles seront mises à la porte. Précisons que la «réorientation» ne s'applique pas à tout le monde : les personnes qui ont 58 ans et plus ou celles qui ont moins de quatre ans d'ancienneté aux CFF n'y ont pas droit. Les nouvelles générations de travailleurs ayant tendance à changer d'emploi beaucoup plus souvent qu'autrefois et l'âge de la retraite étant toujours plus tardif, cette protection relative contre les licenciements ne concerne en réalité qu'une partie toujours plus maigre du personnel des CFF.

Les dirigeants syndicaux ont-ils pris la mesure de la menace de RailFit ? Rien n'est moins sûr. Dans un communiqué de presse, ils affirment que les suppressions de postes et la dégradation des conditions de travail n'entament pas le calme du SEV, car les négociations n'auront lieu qu'en 2018 et : « Comme d'habitude, nous prendront connaissance des revendications

de démantèlement des CFF (...) et comme à d'autres reprises nous ferons en sorte qu'elles soient rejetées. »

Un tel optimisme, cela s'appelle vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. D'autant que les «victoires» syndicales dont s'enorgueillissent les permanents du SEV ne sont pas si éclatantes que ça. Voyons ce qui s'est passé récemment avec le «risque invalidité» de la LPP (loi sur la prévoyance professionnelle). En plus de rendre l'accès à cette rente plus difficile, la direction des CFF prétendait, dès janvier 2017, mettre à la charge des salarié-e-s la moitié de la prime qui était payée jusqu'ici par l'employeur. Il en aurait résulté une baisse de 0,8 % des salaires. Finalement, après une manif de 300 personnes et plusieurs rounds de négociations, le SEV a obtenu que la part à la charge du personnel – et la baisse des salaires – ne soit que de 0,4%. Demi-victoire ou demi-défaite ? Si l'on en croit ce que disait un syndiqué, lors d'une assemblée organisée à ce propos, cette concession fait suite à bien d'autres : « Comment peuvent-ils exiger une diminution salariale alors que nous avons renoncé aux négociations salariales entre 2017 et 2020 et renoncé à un jour de vacances de 2016 à 2018 en échange des mesures de stabilisation de la caisse de pension ? ». La direction des CFF pratique ainsi la stratégie du saucissonnage, en réduisant petit à petit les prestations et les salaires, tout en permettant aux dirigeants syndicaux de ne pas perdre la face...

Les syndicats suisses ont l'habitude d'affirmer que ce serait pire s'ils n'existaient pas. Cela reste à démontrer. Même s'il lui arrive d'agiter la bannière de la grève, le SEV sert surtout de garant de la paix sociale. En publiant le nombre et les propos des participant-e-s à ses assemblées, ainsi que leurs photos (!), il offre à la direction de l'entreprise un thermomètre irremplaçable pour mesurer le climat qui règne à la base. S'elles veulent être en mesure de résister aux attaques présentes et futures, les cheminot-e-s devraient commencer à réfléchir à leur propre stratégie.

Des cheminot-e-s
et des transporté-e-s, avril 2017
NB : Le chapo et les intertitres
sont de la rédaction.





billet d'humeur

Quand étudier n'est plus un droit, mais une chance

L'entrée dans le supérieur est un véritable cas d'école sur la façon dont une volonté politique peut être imposée par le biais du système informatique.

Depuis plus de 30 ans, les gouvernements successifs ont affiché l'objectif de 80% de bacheliers dans une génération. On y est presque (environ 75% en 2012). Les mêmes affichent depuis la volonté d'arriver à 50% de diplômés du supérieur dans une génération. Les bacheliers sont d'accord : à peu près tous, en tous les cas pour les bacs généraux et technologiques, souhaitent poursuivre au-delà. Mais, il y a un mais. Il aurait fallu agrandir les établissements supérieurs et en construire. On ne l'a pas fait. En tous les cas pas assez en Ile de France. Il faut dire qu'entre-temps, on a décentralisé. Le gouvernement peut afficher de beaux objectifs, ça ne lui coûte que les salaires des profs. Ce sont les régions qui investissent, et dans ce cas n'investissent pas, dans les équipements nécessaires. Evidemment, derrière, se jouent des questions lourdes : sélection à l'entrée à l'université, privatisation de l'éducation, casse programmée du service public.

A l'époque de la préhistoire, les bacheliers tout frétilants faisaient ensuite la queue, parfois longtemps, aux bureaux de l'université de leur choix pour étudier le domaine de leur choix. Avec l'afflux des candidats, les queues se sont allongées. Big brother a alors proposé un système qui améliorerait le confort de tous : au lieu de faire la queue, on allait s'inscrire chez soi sur un système informatique, A.P.B. (admission post-bac). Bien sûr, il était conçu par des technocrates donc, tous comptes faits, l'inscription tout seul devant son ordinateur prend beaucoup plus de temps que les queues avec les copains aux guichets. Mais c'est tellement mieux l'informatique...

Déjà, au début, subrepticement, le système a proposé une sélection. Les enseignants devaient marquer une appréciation sur les fiches pédagogiques comme c'était le cas auparavant pour les

filiales sélectives. Tollé dans le milieu. L'administration a reculé en silence, il n'y a plus d'appréciation à remplir pour l'accès à l'université. D'année en année, le flux de candidats a grossi et les universités ont commencé à restreindre le nombre de places. On les a d'ailleurs autorisées à créer des licences sélectives. Cependant, la pénurie grandissait. On a alors appliqué le principe républicain par excellence : le tirage au sort. Au début, ça ne concernait que quelques formations surchargées. L'année dernière, devant la pénurie grandissante, les futurs bacheliers étaient tenus de demander au moins six licences quand elles étaient «en tension» (que ça manquait de place). Ça n'a pas suffi. Cette année, il y a plus de lycéens (et pas plus de places). Mais l'informatique devait nous résoudre tout ça : les candidats étaient tenus de s'inscrire sur au moins une «pastille verte» c'est-à-dire une licence non sélective où il y a de la place, même si c'est justement quelque chose qu'ils ne veulent pas étudier. Et il est arrivé ce qui devait arriver : il n'y a plus de places dans les licences où il y avait de la place. Dans certains établissements, 30% des élèves se sont trouvés sans aucune possibilité d'inscription, refusés partout, le tout annoncé une semaine avant le début du bac, parce que sinon ce ne serait pas drôle. Sur Paris intra-muros, le pourcentage estimé par les parents est de 20%.

Pour le moment, on peut juste parler d'irresponsabilité politique. On fait de belles annonces, on ne met pas les moyens, et ça donne des catastrophes. Mais en fait c'est beaucoup plus pernicieux que ça.

Le tirage au sort (qui concerne maintenant l'immense majorité des lycéens en Ile de France) a des règles. Règle n°1 : priorité à ceux qui viennent de la même académie. Ça peut sembler du bon sens. Ça veut dire en Ile de France qu'on interdit l'accès dans les facs parisiennes aux banlieusards. Un moyen discret d'accroître la ségrégation spatiale. Règle n°2, encore plus pernicieuse : priorité au vœu n°1. La conséquence ? Tout lycéen qui tente un IUT, une classe prépa ou une licence sélective, donc a priori pas le plus mauvais, se voit impitoyablement éliminé au tirage au sort. Dans le même temps, les médias parlent abondamment de l'échec à l'université, et tous les think thank de même qu'une partie des présidents d'université fourbissent leurs arguments pour instaurer une sélection à l'entrée des études supérieures. Qui pourrait croire qu'il n'y a pas de volonté politique à faire moudre au nom de l'égalité un système informatique qui envoie les étudiants vers ce qu'ils ne veulent pas étudier et élimine les meilleurs de l'accès à l'université dans ce contexte ?

Deuxième effet pervers. Ça fait un moment que les gouvernements aimeraient bien avoir la peau du bac, du moins dans sa forme actuelle. Ça coûte cher et

en plus ça limite un peu les inégalités d'enseignement entre milieux populaires et quartiers favorisés. Ça tombe bien, il faut avoir fait ses vœux d'inscription avant le 20 mars, et on est pris ou non sur ses bulletins scolaires de 1ère et des 2 premiers trimestres de terminale. En fait, le bac est déjà mort puisque tout se joue avant. Il n'y a que le 3^{ème} tour de réponses qui a lieu après le bac, et sur les dernières places disponibles. Le bac va tomber tout seul comme une branche morte, déjà sciee par la procédure informatique. Et qui va manifester contre un ordinateur ?

Enfin, autre effet pervers quoi que moins grave. Pour échapper au tirage au sort, de plus en plus de candidats demandent des filières sélectives. Une licence sélective est le seul moyen pour un banlieusard de rentrer à Paris. Mais au-delà, sur beaucoup de domaines d'étude, c'est le seul moyen d'échapper au tirage au sort. Le nombre de dossiers à étudier a donc considérablement enflé. Mais le système a tout prévu. Les établissements peuvent paramétrer le logiciel pour faire un pré-tri informatique selon leurs propres critères avant d'étudier les dossiers. Pré-tri informatique particulièrement sévère car le système a imposé une limite au nombre de dossiers classés (le classement pouvait aller très très loin auparavant à cause du petit jeu des hésitations et des démissions). Comme tout pré-tri informatique, ça donne des aberrations dont je ne vous développerai pas les exemples, ça prendrait tout le journal. On observe en tous les cas que des candidats pris dans de très bonnes prépas sont refusés ailleurs, ce qui explique un peu que de très bons candidats mais pris dans ces prépas soient refusés partout à la différence de certains candidats plus moyens. Pour ces recalés, s'ils sont de familles (vraiment) riches, il y a de bonnes prépas très chères. Qui jusqu'à présent végétaient, car n'y atterraient que ceux qui n'étaient pas suffisamment bons pour être pris. Mais là, avec de bons étudiants éliminés, elles vont prospérer. C'est en fait le privé qui absorbe une bonne partie de la croissance des effectifs du supérieur. Etudier redevient une question d'argent.

Finalement, si on résume, un système informatique mis en place soi-disant de façon neutre pour faciliter la vie de tous, futurs étudiants et gestionnaires des établissements permet d'avancer subrepticement vers la sélection par le fric, la privatisation de l'éducation, et la sélection sociale à l'entrée des universités. Au passage, ce sont des générations entières qui sont broyées et qui apprennent dès le bac qu'elles ne sont que des numéros pour le système. Le message qui leur est envoyé, c'est que la vie est une question de chance, et que ni leurs désirs, ni leurs volontés, ni leurs réussites n'ont d'importance.

Numéro 00012317



La Nouvelle France Industrielle (NFI), qu'est-ce à dire ?

A partir du rapport de mission de la déléguée interministérielle à la forêt et au bois en date de mars 2017 établie par Sylvie ALEXANDRE (Ingénieurs Généraux des Ponts, des Eaux et des Forêts - IGPEF).

Les instigateurs du programme pour nos forêts du futur où plutôt de leur non futur, la fine fleur du gouvernement Hollande, mais ne nous y trompons pas leurs remplaçant(e)s seront fait du même bois ! Mais revenons aux instigateurs dont les noms suivent, Najat Vallaud-Belkacem et son secrétaire d'état Thierry Mandon, Stéphane Le Foll, Ségolène Royal, Emmanuel Macron (Et oui toujours lui !) et Sylvia Pinel (ministre du logement, etc., etc.).

Que nous dit ce rapport : Atténuation et adaptation, mais à quoi ? L'atténuation nous parle de la réduction des émissions d'un des gaz à effet de serre, soit le CO₂, dont leur nouvelle forêt viendrait palier la fuite en avant du capitalisme décomplexé. L'adaptation des forêts au changement climatique serait possible par l'idée «géniale» de la Nouvelle France Industrielle. Cette NFI qui associerait l'industrie du bâtiment et des travaux publics (BTP), avec sa cohorte de spécialistes de tous poils qui nous dressent un tableau de leurs savoirs étendus. Le choix d'une ingénieure des ponts n'est pas anodin pour la rédaction de ce rapport, car pour ces ingénieurs, l'eau et la forêt, ne sont compréhensibles et ne se traduisent que par enjamber les cours d'eau et traverser les forêts pour aller d'un point à un autre le plus rapidement possible, rentabilité oblige.

Les points forts de nos joyeux spécialistes

Tout d'abord s'occuper des forêts domaniales (propriété de l'état) et des forêts communales, dans un souci de rentabilité «durable» et de développement «durable».

Puis des forêts privées par l'accaparement et le remembrement des parcelles comme l'avait fait en son temps l'agriculture, pour son passage d'une exploitation familiale à une industrie et à l'agro-business.

La grande trouvaille de ces spécialistes est que l'arbre capture le CO₂ par la photosynthèse, donc en coupant les forêts et en développant la filière de pre-

mière transformation (c'est-à-dire les scieries industrielles), cela fournira à l'industrie du bâtiment, les matériaux nécessaires pour la construction d'IGH (Immeuble de grande hauteur) et aussi par l'incitation à utiliser toujours plus de bois dans toutes les constructions nouvelles et «vertes» comme les quartiers, villages et villes éco-intelligents. Mais pour se faire une adaptation des normes devra être opérée vis à vis des essences laissées de côté, tel le hêtre, le charme, etc. Naturellement les autres filières de transformation ne seront pas en reste, les deuxième, troisième et les autres. A savoir, les métiers du bois, l'ameublement et bien entendu l'énergie.

Et comment cela pourra t-il se faire ?

C'est facile, par la création de 60 000 km de désertes nouvelles dans les forêts difficiles d'accès, véritable autoroute pour l'exploitation.

Par une gestion de courte, moyenne et longue durée, c'est à dire à 2020, 2030 et 2050. Là nous avons l'exemple d'une aberration puisque la forêt française est en quasi totalité constituée de feuillus (chênes, hêtres, charmes, merisiers, érables, robiniers, etc., dont leurs maturités varie entre 50 et 250 ans et leurs vies peuvent comme le chêne être de plusieurs centaines d'années. Donc nous voyons que la gestion prévue dans ce rapport, sera orientée sur la plantation de résineux (pins et autres sapins) dont les coupes rases sont faites par rotation de 30 à 40 ans afin de respecter les diamètres acceptables par les engins forestiers de fort tonnage et qui pour répondre à l'adaptation du changement climatique sortiront tout droit des laboratoires et seront génétiquement modifiés.

Le tableau ne serait pas complet, s'il n'y avait pas incitation financière à l'achat de forêts, par les investisseurs institutionnels et privés. Avantages fiscaux, tels que exonérations d'impôts à hauteur de 30 % du prix d'achat, à 75 % de l'ISF (Impôt Sur la Fortune), subventions sur la replantation, l'aide à la mécanisation, l'aide à la gestion numérique des exploitations, etc. Quand ils disent qu'il n'y a pas d'argent, il faut entendre pour nous.

Le volet formation des niveaux techniciens forestiers, en relation avec l'éducation nationale sous couvert du ministère de l'agriculture, quand nous voyons l'orientation des formations dispensées dans les lycées agricoles vers le tout productiviste, nous avons des doutes sur une formation multifonctions de la forêt. Alors que dans le même temps l'école de Nancy formait les agents de l'ONF (Office National des Forêts) dans un

souci de gestion des forêts multifonctions, même si cela se modifiait dans le temps en rapport avec le changement en EPIC (Etablissement Public Industriel et Commercial) du statut de l'ONF. Cette école doit fermée sans doute parce que trop multifonctions encore face à l'industrialisation annoncée. Ces quelques points ne sont qu'un aperçu de ce qu'attend les forêts dans l'hexagone.

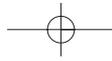
Les forêts sur un pied d'égalité avec les Hommes ! ?

Ce parallèle un peu alambiqué peut-il se faire ? Peut-être, car c'est la même engeance qui décide de ce que sera, ce que l'on nomme les «biens communs». Pour la forêt, leur vision n'est autre que sa mise en normes, son industrialisation et son remplacement par des champs plantés d'arbres adaptés à leur soit toujours inassouvie de croissance, de profits et peu leur importe la diversité propre à la vie. Se cachant derrière des vocables tels que, développement durable, énergie verte, emplois durables, adaptation et atténuation au changement climatique, leur doctrine nullement remis en cause ne peut que nous conduire à une catastrophe écologique durable. Pour les Hommes, toujours la même engeance décide des nouvelles normes pour la mondialisation de leurs profits. Les attaques portées sur nos libertés, qu'elles soient privées, au travail ou en ville n'ont qu'un seul but, normaliser la société pour qu'il ne reste qu'un contingent d'Hommes bien alignés et taiseux, adaptés à cette société capitaliste.

Que faire ?

La grande différence entre nous et les arbres, c'est que nous pouvons parler, nous pouvons agir et nous réunir. Bien sur, nous avons des associations, des collectifs, des organisations et même des partis politiques, bien que cela soit nécessaire (de s'organiser et non pas de partis politiques), cela n'est pas suffisant, vu les attaques tout azimut des tenants du pouvoir. Alors que faire ? Peut-être pourrions-nous nous interroger sur quel travail est nécessaire pour notre vie et quel monde nous voulons. La fuite en avant proposée par cette société capitaliste. Ou bien, une société où chacun(e) pourrait décider collectivement des choix pour leur vie. Au lieu de s'épuiser à trouver des solutions pour gérer au mieux cette société mortifère, ne serait-il pas plus judicieux de tout arrêter et de réfléchir ensemble à ce que nous voulons pour notre avenir ?

OCL Moulins



Aménagement du territoire

« Contre l'aéroport et son monde ! »..? »

A Notre-Dame-des-Landes, les nouveaux médiateurs gouvernementaux se prononceront sur le projet d'ici décembre... pour l'enterrer ? Malgré ce sursis, l'opposition au projet va mobiliser tout l'été, notamment avec les journées traditionnelles de l'ACIPA, 8 et 9 juillet, mais aussi trois semaines avec les rencontres des comités de soutien, la semaine intergalactique et le chantier internationaliste sur la ZAD début août.

Une mise à plat du dossier?

Les trois médiateurs nommés par Macron vont donc remettre l'ouvrage sur le métier pour désamorcer la situation, rencontrer les partisans et les opposants du projet d'aéroport, en s'appuyant cette fois sur le rapport des experts mandatés en 2016 par Royal, ex-ministre de l'environnement. Ce rapport avait pour la première fois reconnu la possibilité de rénovation de l'existant, Nantes Atlantique, avec une capacité augmentée de 9 millions de passagers par an. Elle coûterait moins cher qu'un nouvel aéroport d'une capacité de cinq millions à Notre-Dame-des-Landes ! (1). Ce même rapport avait balayé les arguments écologiques contre le projet et maintenant sa validité mais en prônant sa diminution à une seule piste, donc en relançant une enquête d'utilité publique pour deux années... La DGAC (direction générale de l'aviation civile) venait alors de rendre public pour la première fois le chiffre légitime du projet de NDDL, chiffre fantaisiste remis en cause par l'Atelier Citoyen et le CEDPA, qui dénonçaient des erreurs flagrantes.

Les médiateurs de Macron vont donc louvoyer entre un rapport d'experts et le résultat du référendum favorable au projet. Ce référendum du 26 juin 2016, taillé sur mesures (question unique et territoire limité à la Loire-Atlantique) pour obtenir le résultat escompté du «oui au projet», avait néanmoins donné un résultat bancal(2). Il est toujours mis en avant par les partisans du projet, comme Retailleau (président de région LR) ou Grosvalet (président du département PS) au nom du respect de la volonté du peuple!

De la poudre aux yeux !

Mais l'inattendue séquence des primaires et des présidentielles qui a balayé les favoris et les sortants du PS et de LR remet également en cause un projet aussi politique que NDDL. Macron se fout des ambitions locales de Ayrault et consorts, alors qu'il a d'autres chats à fouetter, autrement importants comme



Bibliothèque du Talus et phare de la ZAD

le droit du travail ou le programme nucléaire. À l'égard de l'opinion écologiste, pour qui il a détourné le slogan de Trump avec son «Make our planet great again !», il serait bon de lâcher un aéroport impopulaire embarrassant le pouvoir et ainsi maintenir un EPR de moins en moins reluisant, mais indispensable.. La nouvelle médiation nommée par Hulot et Philippe (!) le 1er juin, fait d'ailleurs hurler Mustière, chef du lobby pro-aéroport des Ailes pour l'Ouest, qui dénonce la partialité de deux des trois chargés de mission: l'un était candidat EELV aux dernières élections régionales d'IdF, l'autre est membre du Conseil Economique Social et Environnemental pour les associations naturalistes.

Peut-on nourrir un certain optimisme sur la volonté politique de cette médiation, dont le rôle serait d'abord d'expliquer et légitimer l'abandon du projet? Il serait risqué de faire confiance à un pouvoir politique porté sur le secret et aussi sensible aux lobbys économiques, comme l'a prouvé le pas de deux du gouvernement sur les néo-nicotinoïdes le 26 juin (3). Le gouvernement Philippe n'est pas écolo compatible avec le passé du premier ministre comme directeur de la communication chez AREVA (4). Et Hulot, ministre d'état de l'environnement, est d'abord un producteur télé ayant grassement prospéré chez TF1 sur le créneau «ours polaires-kangourous-paysages sauvages». Aussi le maintien du rapport de

forces sur le terrain de la ZAD est toujours d'actualité.

L'avenir de la ZAD

Les médias ne parlent plus d'ultra-gauche ou de black-bloc, de zone de non-droit pour désigner la zad et évoquent les jardiniers atypiques amateurs de land-art et les nouveaux paysans du bocage nantais ; lors de la manifestation du 1er mai 2017, un cortège syndical anti-aéroport regroupait même un millier de participant-e-s à Nantes avec paysans, zadistes et syndicalistes réunis; même les réalisateurs de cinéma s'en inspirent pour des documentaires ou des comédies commerciales. Juste au moment où la représentation politique de l'écologie s'est littéralement évaporée, exit Duflot, Cosse et Jadot, si l'on excepte l'ambitieux de Rugby, ex-Vert arrivé au perchoir de l'Assemblée. Alors que les enjeux de santé et de réchauffement, d'environnement, d'alimentation et de productions «écologiquement responsables» sont omniprésents dans l'actualité, les médias n'ont plus que deux exemples d'intervention écologiste de terrain: l'aéroport de NDDL ou le centre de stockage nucléaire de Bure. Un peu brut de décoffrage !

Il y a donc un «boulevard environnementaliste» pour le gouvernement, s'il désamorce correctement le conflit autour du projet aéroportuaire en jetant l'éponge.

1) Les péripéties de la lutte sont détaillées dans les articles de CA, disponibles en ligne sur le site de l'OCL, à la rubrique Courant Alternatif.

2) La participation était de 51 % des inscrits, sur le 44. Le projet était approuvé à 55 %, en fait 28 % du corps électoral. Mais la ville de Nantes avait donné une quasi égalité, à 100 voix près, au pour et au contre ; les communes les plus proches de la ZAD avaient aussi voté contre. Un tel résultat était obtenu malgré un matraquage publicitaire, financé et orchestré par les lobbys pro aéroport et tous les échelons territoriaux (métropole, département, région, état). La question était de plus mal formulée, n'évoquant que Notre Dame des Landes alors qu'une partie du projet, dépassé techniquement, se situerait sur la commune voisine de Vigneux.

3) Ces insecticides responsables de la disparition massive des abeilles et autres pollinisateurs étaient autorisés une année supplémentaire par le ministre de l'agriculture sous la pression des lobbys agricoles, en contradiction avec les textes signés par le précédent gouvernement. Finalement Hulot réaffirmait l'interdiction de ces produits une heure plus tard avec le soutien de Philippe.



Avec les cadeaux au patronat prévus avec la réforme du code du travail et la reprise économique probable, le BTP local pro-aéroport peut se calmer si le chantier de rénovation de Nantes Atlantique lui ouvre des perspectives de bénéfices.

Mais du côté des opposants, Macron va devoir diviser les habitants locaux, les naturalistes et les zadistes. Avec un arrêt du projet, les agriculteurs environnants souhaiteront récupérer leurs anciens champs, et l'on peut imaginer que les anciens amis squatteurs, venus défendre les terres et installés dessus, deviennent un peu encombrants aux yeux de certains avec leurs chicanes, leurs terres en friches ou leur zone non-motorisée. Pour les naturalistes, un conservatoire naturel innovant de la faune et de la flore financé correctement, avec quelques postes budgétés, pourrait en calmer beaucoup. Quand aux zadistes, l'Etat peut aussi tenter de normaliser la situation et reprendre la main, en redistribuant certaines parcelles à des collectifs d'occupant-e-s, au nom d'une «expérimentation sociale d'insertion en milieu rural défavorisé»... Ca devrait coûter moins cher politiquement et financièrement que de maintenir un millier de flics pendant des mois dans le bocage.

Le mot d'ordre «Contre l'aéroport et son monde !» risque de ne pas regrouper grand monde, car la coordination anti-aéroport risque fort de s'éparpiller en cas d'arrêt du projet : la présentation des rencontres de la coordination des 8,9 juillet 2017 insiste bien sur la centralité de la défense de «nos terres agricoles, des paysan-ne-s et habitant-e-s menacés d'expulsion». Aussi le texte des «six points» (5) prévu en cas d'abandon du projet pour geler les conflits susceptibles d'apparaître devra être défendu âprement, no-



D'Errekaleor - Gasteiz, en route vers l'ambazada!

tamment pour que ce soit le mouvement d'opposition qui détermine l'attribution des terres faite aujourd'hui chaque année par la Chambre d'Agriculture pour le compte de VINCI-AGO.

L'initiative de rencontres et de la construction cet été en centre ZAD d'un lieu internationaliste - ou intergalactique, selon les mots de chacun-e, l'Ambazada, est une réponse parmi d'autres à cette problématique à venir: en renforçant les échanges et les rencontres, les débats et les solidarités avec les luttes d'autres peuples de la planète, le projet veut sortir par le haut du risque de localisme et de repli sur soi qui pourrait survenir en

cas d'abandon du projet d'aéroport. Poser la globalisation nécessaire de cette lutte est plus que jamais d'actualité. Début du chantier, début août, près du carrefour de la Saulce !

Nantes, le 27 juin 2017.

4) Le 8 octobre 2016, au moment où les opposants au projet d'aéroport manifestaient à plusieurs dizaines de milliers, Edouard Philippe expliquait en tant que porte parole de Juppé sur France Info qu'il fallait passer aux travaux sans plus attendre "sous peine de délitement du mécanisme de prise de décision".

5) <https://www.acipa-nl.fr/actualites/divers/item/591-parce-qu-il-n-y-aura-pas-d-aeroport>

CIGEO-Bure en brèves

ABANDON DE BISON À GUDMONT

Nous avons appris le 6 juin que ce Bison, Base Intermédiaire de Services Opérationnels Nucléaires, était terrassé ! L'annonce officielle a été effectuée à la fin de la séance du Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Bassin de Joinville-en-Champagne. En questions diverses, le président déclare que la société Derichebourg stoppait son étude de faisabilité à Gudmont-Villiers, sans plus de précisions. Derichebourg, groupe mondial de recyclage des métaux, prévoyait d'implanter, dans une ancienne scierie, une installation de tri, traitement et conditionnement de déchets radioactifs de faible activité et très faible activité avec la création de 40 emplois. Et ce, avant livraison sur les sites voisins de l'Andra, à savoir le centre industriel de Morvilliers et le centre de stockage de Soulaïnes-Dhuys.

La maire de la commune concernée a déclaré : «*Que de temps perdu, d'énergie pour rien, alors le Bison va aller brouter ailleurs pour la plus grande joie de certains. Nous attendons avec impatience les fameux projets économiques sur la friche Lambert, car la commune de Gudmont se meurt tout comme notre territoire et notre département vert mais bientôt désert.*». L'association Gudmont-dit-non, elle, se réjouit de l'abandon de ce projet qui devait être implanté dans le périmètre de protection du captage d'eau potable de la commune, à moins de 100 m des habitations, avec la menace de destruction d'emplois, et d'impacts sur la santé et l'environnement. Espérons que les vaillants militants de l'association Gudmont-dit-Non se consacrent maintenant à la lutte contre Cigéo et contre le projet de blanchisserie dédiée aux activités nucléaires par la société américaine Unitech à Joinville.

LA CHAMPAGNE CONTRE LE STOCKAGE NUCLÉAIRE

La question du stockage des déchets est en effet suivie de très près par le CIVC. Les vigneronne-s ne veulent surtout pas voir le nucléaire menacer l'image de leur vin (près de 4,75 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2015). En 2011, une enquête publique a été exigée par le CIVC lors de l'annonce de la création d'un site de stockage de déchets radioactifs à Morvilliers, toujours dans l'Aube. Le CIVC a clairement soulevé le problème de la contamination possible du vignoble situé à seulement 4 km de l'emplacement du site retenu.

Le débat s'est poursuivi en 2015 avec le projet d'agrandissement de l'ancien centre d'étude du CEA de Pontfaverger-Morvilliers, actuellement fermé, au pied de la Montagne de Reims, ce parc naturel régional qui jouxte à l'est la Cité des sacres. Le site devrait permettre de stocker des déchets radioactifs, ce qui inquiète de CIVC. Mais le vignoble champenois fera-t-il fléchir EDF ? À l'heure où l'État envisage de prolonger la vie des

centrales, de dix, voire de vingt ans supplémentaires, ce débat sur la cohabitation du vin et de l'atome ne fait sans doute que commencer.

Extrait de Vignoble et nucléaire : les atomes de la discorde paru dans La Revue du vin de France n° 602 de juin 2017

BURE'LESQUES DU 11 AU 13 AOÛT

Le festival Bure'lesques en soutien à la lutte contre Cigéo se tiendra du 11 au 13 août entre Couvertpuis et Biencourt. Co-organisé par plusieurs associations anti-nucléaires locales, il se veut un moment festif, informatif et familial. Il y aura de la musique, du théâtre, du cirque, des lectures, des débats, des conférences, des projections, des ballades, des ateliers pour enfants... Venez nombreux et nombreuses !

Le site Internet : burefestival.org
Inscription à la newsletter du festival : burelesques_info-subscribe@lists.riseup.net (pour être tenu.e au courant de la programmation, des besoins en bénévoles etc.)



Lutte contre CIGEO et son monde en Meuse



L'écothèque

Retour sur la mobilisation du 18 février dernier, et ses suites judiciaires

C'est dans le climat pesant d'une potentielle expulsion des habitante-es du bois Lejuc qu'est lancé l'appel des chouettes-hiboux de Bure avec l'humour, l'audace et la détermination qui caractérise le mouvement : «Qu'ils nous aient expulsé-es ou non, montrons que nous ne sommes pas de fébriles brindilles qui s'éteignent au premier souffle, mais un grand brasier brûlant et déterminé ! Rejoignons nous par centaines en direction du bois Lejuc, mouffles et ca-goules pour le froid et musique et bombes de couleurs pour la joie. Que nous soyons force de réoccupation, déjà venu-e-s ou primo arrivant-e-s soyons présent-e-s et imposons aux nucléocrates notre tempo !»

Après de nombreux ateliers d'escalabre, de barricades ou de construction de cabanes Il s'est agité de restituer quelques vestiges du fameux bure de merlin à l'ANDRA avant une remise en état définitif du site. Chemin faisant c'est au retour que le cortège décidait d'enlever quelques mailles à l'empire de CIGEO. Quoi de plus naturel en effet de s'en prendre à l'Ecothèque, symbole majeur du scientisme implanté au coeur de CIGEO. S'attaquer à ce symbole c'était s'en prendre et démasquer l'imposture pseudo scientifique qui n'a d'autre objet sous une autre forme de conquête du territoire. Un coup de griffe dans la politique de propagande des nucléocrates a été donné. L'Ecothèque stocke dans son laboratoire des échantillons du monde vivant faune, flore, terre, eau ; productions végétales et animales... viande de che-

vreuil, de sanglier, suprême de chat sauvage, de chauve souris ou encore de Salamandre tout est permis chez CIGEO par la surgélation ou la cryogénéisation ! L'imposture s'étendrait à un rayon de 900 km² (territoire de L'OPE : Observatoire Pérenne de l'Environnement). Depuis quelques mois des équipes de prélèvements circulent dans la forêt sous escorte. Ils viennent de bureaux d'étude de lorraine ou même d'association : Biotope ; Entomologic ; Neomys... Science sans conscience ! Toute rencontre avec les naturalistes en lutte pourrait être fâcheuse pour ces zombies scientifiques. Un battement d'aile de papillon, de chauve-souris, un bruissement dans les vibrisses d'un chat sauvage et tout bascule !

Durant la confrontation avec les mobiles il y eut plusieurs blessés par grenades de désencerclement. L'ensemble du cortège a réussi un repli au village mais quatre personnes ont été capturées. L'une d'entre elles revendique ses actes avec détermination dans une longue lettre lu devant les juges ...Nous la reproduisons ici intégralement. Le verdict a été rendu le 6 juin à Bar-le-Duc : 4 mois de prison avec sursis et 500 euros de dommages et intérêts.

Lettre d'un opposant à CIGEO au Tribunal

Tribunal de Bar-le-Duc 6 juin 2017.

Mesdames, Messieurs,

Puisque votre tribunal a statué illégal le défrichement orchestré par l'ANDRA dans le bois Lejuc sans donner de peine de prison, ne serait-ce que du sursis aux responsables de ce massacre.

Puisque votre tribunal a condamné un camarade à 6 mois de prison avec sursis et 2 ans d'interdiction de territoire alors qu'il ne faisait que défendre cette forêt afin d'empêcher son défrichement.

Sachez que je n'attends rien de votre institution que l'on nomme avec ignorance justice où rien n'est fait contre les voleurs en costard des affaires Clearsteam, Panama papers ou Luxleaks en passant par Fillon alors que des clochards voleurs de pâtes sont en prison.

Il y a la souffrance que le nucléaire a engendrée, toutes ses victimes qui ne sont plus là pour en parler. Et voici que l'on juge, celles et ceux qui osent s'en indigner. Si se taire aujourd'hui, c'est faire souffrir d'autres demain, voici, avec honnêteté, les raisons d'une rage qui n'en finit plus de monter.

«Dans la mesure où seul l'intérêt public est concerné, le châtement est justifiable, si nous franchissons cette frontière, notre propre conduite devient criminelle.» Thoreau, écrit de Jeunesse

Ce projet n'est pas porté par l'amour de l'humanité, sinon ils l'écouteraient cette humanité quand en 2006 elle demandait avec une pétition de 50 000 signatures à la main, la tenue d'un référendum local.

Ils l'auraient écouté en 2013, quand les villageois de Mandres-en-Barrois expriment lors d'une consultation, leur opposition majoritaire à l'échange de leur forêt.

L'ANDRA sait être matinale pour s'accaparer un bois communal. «L'avenir appartient à ceux qui se lèvent tôt». La démocratie c'est 6 h du matin avec quelques conseillers municipaux en conflits d'intérêt, actant l'échange à bulletin secret.

Chez l'ANDRA, on aime l'argent, pas les gens, d'ailleurs du fric, ils en ont tellement qu'ils peuvent vous en passer en l'échange de votre consentement. Il suffit de demander au GIP, ces 60 millions d'euros qui arrosent chaque année les départements de Meuse et Haute-Marne. Un accompagnement économique pour faire accepter une poubelle atomique. Le paroxysme du poids de l'argent sur nos vies.

Satisfait ou matraqué ! Parce que oui, si le fric ne vous attire pas et que vous êtes un peu trop dérangeant, il y a les flics qui tirent des flashball et lancent des grenades de désencerclement. Les patrouilles de gendarmes qui pullulent depuis que l'ANDRA projette de polluer ce territoire.

Pourquoi s'attaquer au grillage ? Cela ne vous intéresse sûrement pas, pas plus que ce gendarme qui m'a dit pendant le trajet vers le commissariat : «Tu aimerais bien que je vienne péter ton grillage autour de ta maison ? Bon ben là c'est pareil.» Voilà la fonction policière imagée dans toute sa splendeur. Réprimer la conséquence sans jamais chercher à en comprendre l'origine, un grillage autour d'un projet de poubelle nucléaire serait le même que celui autour d'une maison.

Et vous, messieurs dames les juges, lorsque vous dites que vous n'êtes pas là pour juger les idées, la motivation mais les faits vous vous abaissez au même niveau et c'est vous que l'on appelle justice ?

Prendre autant de temps à parler d'où je viens, de mon statut social, ne serait-ce pas révélateur d'une justice de classe ? Cela changerait-il quelque chose à la peine prononcée si je suis un banquier ou plutôt un chômeur ? Un français ou un étranger ? Nommer cela justice n'est qu'une odieuse supercherie. Sachez qu'au regard de toutes personnes habitant dans une maison, il n'existe aucune crainte de voir les manifestants qui se sont attaqués à l'AN-



DRA débarquer chez eux pour abattre leur clôture.

«Eh bien, messieurs, il n'y a plus de criminel à juger, mais les causes du crime à détruire. Oui je le répète, c'est la société qui fait les criminels, et vous jurés, au lieu de les frapper, vous devriez employer votre intelligence et vos forces à transformer la société. Du coup, vous supprimeriez tous les crimes, et votre œuvre, en s'attaquant aux causes, serait plus grande et plus féconde que n'est votre justice qui s'amoindrit à en punir les effets.» Ravachol

L'industrie nucléaire a toujours eu une gestion des déchets à la hauteur de son humanité. Pendant plusieurs années et peut-être encore aujourd'hui, des fûts de déchets nucléaires d'origine européenne furent largués sur les côtes somaliennes. Lors du tsunami de 2004, une vague a fait remonter ces fûts sur la plage faisant apparaître des saignements et malformations chez les somaliens.

Cette pollution dévastatrice, s'ajoutant à la pêche intensive des bateaux occidentaux avaient fini par excéder les populations locales et petits pêcheurs qui s'organisèrent en «Gardes côte volontaires de Somalie». Ils lancèrent des assauts armés contre ces cargos de la mort. On les a appelés les « pirates somaliens » en montrant seulement des images de violences, se gardant bien d'en expliquer l'origine qui mettrait en lumière notre part de responsabilité. L'essentiel étant de les stigmatiser afin de légitimer une répression d'envergure militaire.

Voici ce que l'un des leaders des pirates, Sugule Ali, déclara : «Il s'agit de mettre un point final à la pêche illégale et les déchargements dans nos eaux. Nous ne nous considérons pas comme des bandits de la mer. Nous considérons que les bandits sont ceux qui pêchent illégalement et jettent leurs poubelles.»

Il y a quelques décennies, la solution officielle pour les déchets nucléaires fut de les balancer dans la Manche et l'Océan Atlantique. L'abandon de cette folie ne fut pas le fruit de la filière nucléaire qui l'avait mise en place, c'est sous la pression des manifestants et actions qu'ils furent contraints d'arrêter.

Aujourd'hui, ils projettent de les mettre sous terre, et les diverses oppositions locales à chaque endroit où ils essayèrent les firent reculer. Apprenant de leurs défaites, ils sont venus à l'assaut de la Meuse de manière plus stratégique. Ils achètent les terres agricoles pour dissuader les paysans en bail précaires et déversent ces millions d'euros pour le silence des élu.e.s et de celles et ceux qui en bénéficient.

«Je rêve d'un peuple qui commencerait par brûler les clôtures et laisserait croître les forêts.» Thoreau

Ce projet apporte la mort avec lui, c'est une condamnation qui plane sur des milliers de générations, il est néces-

saire de mettre à mort ce projet. Il en va de la sauvegarde de l'humanité, la leur, ils l'ont troqués contre des mannes financières, des vigiles tortionnaires, les matraques et grenades policières.

Je ne regrette rien, si ce n'est de ne pas être resté au cœur de l'action collective qui a mis à terre les grilles de l'ANDRA. J'ai voulu en faire tomber une de plus, alors que le groupe se repliait, j'ai cru que je serais assez fort pour le faire seul avec une pince monseigneur. Je pensais pouvoir repartir en courant, si les gendarmes chargeaient.

Malheureusement, une crampe s'est déclarée en même temps que le stress et ma course fut laborieuse, j'ai fini plaqué au sol par un gendarme. L'interpellation dure plusieurs longues minutes, les gendarmes n'arrivent pas à me remonter, ils sont 4. Je n'arrête pas de leur parler, d'exprimer l'indignation contre ce projet, leurs regards fuient le miens, ils soupirent et perdent leur force au fur et à mesure que la parole se libère. J'ai même cru à un moment qu'ils me laisseraient partir.

Mais le commandant DuBois est venu redonner par sa présence la force de la soumission qu'incarne sa supériorité hiérarchique. Je continue tout de même à parler, le commandant m'étrangla pendant plusieurs longues secondes pour que je me taise. Je ne pouvais ni respirer, ni parler. Des marques de strangulations seront notés par le médecin pendant ma garde à vu. Serais-je encore libre si c'était moi qui avait étranglé le commandant ?

Nous ne faisons que nous attaquer aux structures matérielles de l'ANDRA, et c'est une violence contre des personnes que les gendarmes ont délibérément exercé contre nous. Qu'ils s'écartent de notre chemin révolutionnaire et ils ne seront plus victimes de jets de pierre ou autre joyeuseté. Un manifestant à du se faire opérer au pied

suite à une grenade policière, il craignait de ne plus pouvoir marcher.

Le projet d'enfouissement de déchets nucléaires doit être freiné, entravé et donc saboté pour la légitime défense de la santé, du sol, de l'air et de l'eau. «C'est bien beau de s'opposer, mais vous proposez quoi ?» Au regard de la gestion laborieuse que la filiale nucléaire a réalisé en Somalie, dans la manche et dans divers sites d'enfouissement aux multiples accidents (Nouveau Mexique ou en Allemagne) ; il semble évident qu'il ne faut pas laisser la gestion des déchets nucléaires à ces individus irresponsables.

«On ne résout pas les problèmes avec les modes de pensée qui les ont engendrés» (Albert Einstein)

Il est important de reconnaître avec honnêteté, sans le mensonge qu'un nuage radioactif s'arrête à la frontière, que nous ne savons pas quoi faire et nous n'avons jamais su quoi faire des déchets nucléaires. Dès lors, l'arrêt immédiat de la production de ses déchets est une évidence.

Cette question de la gestion devrait être prise en compte par la société toute entière, en finançant des recherches indépendantes. Où trouver l'argent ? Il y a 60 millions d'euros déversés dans le département de la Meuse et Haute-Marne, afin d'acheter le consentement de celles et ceux qui demain seront irradiés. Redirigeons cette somme dans la recherche d'alternative. Tenter de trouver des solutions par la science, plutôt que l'achat des consciences.

Il y a les PDG du nucléaire, nucléocrates et autres personnes qui se sont fait des millions, voir milliards de bénéfices sur le dos de notre vie, il faudra également qu'ils rendent l'argent, pour la survie de l'humanité.

Loïc, un tombeur de grilles.



Vertement écolo

Anthropocène, Poubelloène et plastiglomérats...

Le terme «Anthropocène» a été proposé en 1995 par le chimiste de l'atmosphère P. J. Crutzen. Le dérèglement climatique en cours lui a donné une certaine popularité.

L'Anthropocène serait la période durant laquelle l'influence des activités humaines sur les écosystèmes a atteint un tel niveau qu'elle est devenue une «force géologique» majeure capable de marquer la route terrestre et la biosphère, modifier de grands équilibres climatiques, provoquer des disparitions massives d'espèces.

Cette nouvelle notion a été jugée suffisamment importante pour être proposée pour être reconnue comme une nouvelle période géologique. Des débats passionnés entre géologues, climatologues, écologues, océanographes, paléontologues... ont tenté de fixer la période de début de l'Anthropocène : la révolution industrielle ? Les débuts de l'agriculture au Néolithique ? 1945 avec Hiroshima ? 1492 avec l'invention de l'Amérique et la disparition de la plupart des indiens ? 1610, date où la concentration en carbone atmosphérique était la plus basse ?

Le 29 août 2016 à Brisbane (RSA) le Congrès Géologique Mondial a voté pour que soit officiellement acté le passage à l'Anthropocène à partir de 1945. *«Cette époque se distingue de toutes les autres grâce à des marqueurs stratigraphiques spécifiques, décelables dans les roches partout sur la planète et légués par les activités humaines à partir de 1945. Radionucléides, phosphates et nitrates utilisés dans l'agriculture industrielle, prolifération de particules de plastique, particules de béton et d'aluminium, modifications chimiques à grande échelle du cycle du carbone sont parmi les éléments qui signalent l'entrée dans cette nouvelle époque caractérisée par des changements rapides et irréversibles dans le système Terre.»*

Ouf, nous voilà donc sur la bonne voie car si c'est acté on va pouvoir sauver le climat avec une caution scientifique supplémentaire.

Malheureusement c'est un peu plus compliqué, pour plusieurs raisons.

Premièrement, cette nouvelle ère devra être validée par l'Union Internationale des Sciences Géologiques et cela risque de prendre du temps, le temps de la géologie n'est pas le nôtre.

Deuxièmement, pour certains chercheurs et militants (ex Ch. Bonneuil¹) la définition purement scientifique de cette nouvelle ère risque de donner tout le pouvoir à une nouvelle couche de technoscientistes et d'entrepreneurs spécialisés dans le pilotage global de l'environnement, les géo-ingénieurs. Ces géocrates, soutenus par des requins de la Silicon Valley et Bill Gates, rêvent de nouveaux moyens de nous sauver tout en s'enrichissant : par ex, ensemençer l'atmosphère terrestre avec des particules de soufre afin de diminuer l'effet de serre. Au vu des dégâts provoqués par les pluies acides, on peut s'inquiéter de leurs délires de toute-puissance.

Pour Bonneuil et d'autres, l'Anthropocène doit plutôt être considéré comme une période historique, fruit de choix économiques, politiques et sociaux. Il vaut mieux alors parler d'Occidentocène, de Capitalocène ou d'Industrialocène ».

Certains parlent même de Poubelloène², nom justifié par l'accumulation des déchets sur terre, dans les océans (le 7^{ème} continent de plastique, les pollutions globales de l'air, des sols, des espèces vivantes par les microparticules de plastique, métaux lourds, radionucléides, déchets pharmaceutiques, perturbateurs endocriniens...

Enfin une des caractéristiques des ères géologiques est la présence de roches spécifiques. Or, les plastiglomérats, agrégats de roches volcaniques, de sable, de débris de coquillage, de coraux et de matière plastique, minéraux résolument modernes ont été découverts à Hawaï par la géologue Patricia Corcoran³.

En conclusion, ces définitions, débats, découvertes, polémiques apparemment limités à la sphère scientifique, en débordent largement mettant à jour des enjeux cruciaux : confiance ou défiance envers les experts et les technoscientistes, quels usages des découvertes scientifiques dans les luttes contre le Capital, l'État et leur monde de pollution, d'exploitation et d'aliénation généralisées.

Ils ont des mines de plomb, vivent les bretons ! (chanson populaire) ou «La France n'est pas minable⁴»

Il n'existe plus beaucoup de mines exploitées en France : du sel en Moselle, mais plus de charbon, d'or, d'uranium, de plomb... On trouve mieux et moins cher ailleurs. Le néo-colonialisme et les pays producteurs ont créé un modèle de développement basé sur l'exploitation forcée des ressources naturelles, humaines, financières et la croyance en une croissance infinie : l'extractivisme⁵.

L'extractivisme semble faire un retour en force en France du fait l'actuelle course au contrôle des minerais stratégiques. En 2013, Montebourg alors ministre du redressement productif, lance un plan de relance minière, un inventaire des ressources et une réforme du code minier.

En 2015, Macron reprend le dossier et lance le plan «Mines responsables» afin de définir «un partenariat entre l'État (possesseur du sous-sol en France) et les industriels au service d'un nouveau modèle capable de prévenir et de réduire les impacts environnementaux⁶». Entre 2013 et 2017, 17 Permis Exclusifs de Recherche Minière (PERM) ont été accordés à des sociétés privées et de nombreux autres sont en cours.

Le premier résultat est une forte réaction des populations locales. Les anciennes mines ont laissé des souvenirs bien tangibles : pollution des eaux, des sols, du vivant (radioactivité à St Priest la Prugne, arsenic à Salsigne), affaissements du sol fragilisant les maisons et brisant les réseaux de canalisations (bassin minier de Briey).

Une vingtaine de collectifs d'opposants se sont créés (hors gaz de schistes). Leurs inquiétudes sont renforcées par les déclarations du responsable du plan Mines responsables de Macron : «Une mine propre n'existe pas... une mine a toujours un impact sur les populations, l'environnement...». Les Pyrénées, le Massif Central, le Pays Basque sont concernées mais la Bretagne concentre un maximum de permis.

Variscan Mines, entreprise australienne basée à Orléans, y dispose de 3 PERM couvrant plusieurs centaines de km²; Lopérec, Fougères, Melrand, Loc-Envel, Malguénac, Silfiac, Melrand...

À Merléac, les anciennes mines de plomb attirent la convoitise de Variscan et provoquent le rejet des populations : qualité de vie, menaces sur les ressources en eau, pollution déjà existantes, opacité des projets.

À Belle-Isle-En-Terre, les souvenirs de l'ancienne mine d'uranium sont encore chauds et des menaces pèsent sur le forêt domaniale de Coat-an-Notz car 100 000 tonnes de tungstène y ont été localisées⁷. Le collectif Vigil'Oust, après avoir manifesté sur le mot d'ordre «La France n'est pas

minable» se dit prêt à s'opposer à la venue des foreuses.

Comme cela commençait à chauffer en Bretagne du fait d'une «minorité très agissante» Macron qui avait autorisé 11 PERM en 2 ans a tenté de reprendre la main.

Il doit recevoir le 21 juin, une délégation d'opposants aux 3 PERM de Variscan en Bretagne.

Variscan a déclaré qu'il «souhaitait ralentir, et laisser passer les élections mais qu'il n'abandonnait pas le projet⁸» : il sera donc reçu prochainement au Ministère de l'Économie.

Bizarrement, sur ce sujet qui touche à l'environnement, à la biodiversité, à la transition écologique, devinez qui n'a pas été convié à ces deux réunions : Nicolas Hulot !

En savoir plus

Aurélié Delmas. Discrètement, les projets de mines se multiplient en France. Reporterre du 9 février 2016. Panorama complet des activités minières en France : on y retrouve aussi les forêts de protections menacées par l'activité minière (cf CA de mai 2017) <<http://www.panoramainfo.fr>> Portail officiel français des ressources minières non énergétiques <<http://www.mineralinfo.fr/>>

Gouvernement Philippe : Hulot, un cosmétique bio pour l'industrie et la finance ?

On l'a vu, Macron et l'environnement cela fait deux voire plus.

Mais quel dire de sont premier Sinistre, Édouard Philippe ? Ancien lobbyiste salarié d'AREVA, il a signé en 2008, pour ce fleuron défraîchi de la nomenclature, l'accord avec le pouvoir nigérien sur l'extraction de l'uranium. Il a travaillé au cabinet d'avocats Debevoise & Plimpton LLP qui a «conseillé» Monsanto et est un des meilleurs avocats des industriels des OGM. Enfin, «Député, il a voté contre la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages. En cohérence avec son engagement en faveur de l'industrie, il a soutenu une des rares centrales à charbon de France... et espérait que les travaux de Notre Dame des Landes puissent être engagés «avant mai ou juin 2017»⁹. Il a aussi voté systématiquement contre les lois sur la transparence des élus et le non-cumul des mandats.

Bon, ces deux-là, ont été tellement shootés au pouvoir, aux lobbys à la finance et au productivisme qu'il n'y a rien à en sauver.

Et que dire de Hulot, notre super ministre d'État ?

Fabrice Nicolino¹⁰ trace un portrait désolé et désolant du nouveau ministre. Après 20 ans de chuchotés sans effets à l'oreille des puissants (Chirac, Sarkozy, Hollande), de fortes déclarations suivies de grands silences, notre animateur télé/ homme d'affaires/ jetsetter de l'écologie responsable, s'est donné à Macron.

Comme dit Nicolino : «Mais là, il ne se contente pas de déconner, il abuse, il attige.» Quel poids aura Hulot face «au plus puissant des lobbies français, avec d'un côté le couple maudit Avril (ex-Sofiprotéol)-FNSEA, et de l'autre l'Association nationale des industries alimentaires (Ania)... Et que fera-t-il face aux baignoires truquées et aux dizaines de milliers de morts de la pollution industrielle ? Aurait-il déjà oublié le Macron de l'été 2016, vantant les incomparables mérites du diesel, ce tueur de masse ?»

De plus, Hulot ne s'est jamais mouillé pour la sauvegarde du loup en France. Peur de se frotter aux lobbies agricoles et des chasseurs ? L'auteur

rappelle «Qu'il n'a jamais, alors que c'était à sa portée, défendu l'idée d'une rupture globale avec le système agricole. Que sa Fondation... a comme partenaire le groupe Avril ... cœur de réacteur de l'agro-industrie. Que sa Fondation... a pour partenaire Vinci, le groupe de BTP derrière Notre-Dame-des-Landes.» Sans oublier, EDF, L'Oréal, TFI, Véolia, Vivendi, Lesieur...

Enfin, ce ministre sera étroitement borduré par Macron et Philippe. C'est le seul secteur dont la conseillère Environnement¹¹ est commune aux deux¹². La laisse sera courte et le collier bien serré pour le ministre d'État. Selon Nicolino, il en sera réduit au mieux à faire des «coups» symboliques sans conséquences importantes, par exemple l'arrêt de Notre-Dame Des Landes sans que cela ne change rien sur la destruction, lente et sûre des écosystèmes. On a déjà pu voir dans cette page les limites de son pouvoir sur la question des PERM.

Freux et Eugene the Jeep

1. Christophe Bonneuil. L'événement anthropocène : La Terre, l'histoire et nous. Seuil, 2013

2. Baptiste Monsaingeon. Homo detritus, critique de la société du déchet, 2017, Seuil.

3. <http://www.futura-sciences.com/planete/actualites/geologie-plastiglomerat-nouvelle-roche-composee-plastique-54014/>

4. Slogan de la banderole déployée à Paris le 15 juin, à l'occasion de «Mines en France»

5. Voir une définition plus complète sur le site de l'ALDEA <> et Anna Bednik. Extractivisme, Exploitation industrielle de la nature : logiques, conséquences, résistances. 2015, Le Passager Clandestin

6. Hervé Pujol. Ouvrir de nouvelles mines ? Un débat miné. Libération du 06/01/2017

7. Pierre-Henri Allain. En Bretagne, les filons de la colère. Libération du 30/03/2017

8. Stéphane Mandard. Le dossier des mines bretonnes arrive sur le bureau de Macron. Le Monde du 17/06/2017

9. Christophe Noisette. Flash Inf'OGM. Mai 201

10. Fabrice Nicolino. Hulot est un homme d'une rare naïveté, pour rester poli. Reporterre, 24 mai 2017

11. Diane Simiu, polytechnicienne, spécialiste de la fiscalité carbone, ancienne du WWF et responsable de l'environnement dans l'équipe de campagne présidentielle de Macron

12. «Mme Environnement» Puissance 2. Le Monde 26/05/2017

FESTIVAL DES LUTTES
GOVELLIOU AR STOURMOU

Douar Didoull **PLOUGONVER (22)**
Juillet 2017 sous chapiteau

Vendredi 21 à partir de 18h
19h Ouverture avec C'est qui Paulette
FEST-NOZ
STARTIJEENN
WAR SAV
DARHAOU
LOTOUT
PICHARD
BODOSSIAN
ANNE AUFFRET
BARBEDETTE
STAG HA NOVIS

Samedi 22 à partir de 18h
Concerts
Narma and the Walli
Beat Brother's
Easy Peasy
Les Clébards
Les Olivensteins
Boris viande

Dimanche 23 à partir de 14h
Concerts
Gwen chante Barbara
Jean-Luc Roudaut
Soig Siberil
Hippie Hippie Chic

Restauration et camping sur place

NON aux profits abusifs, au travail aliéné

à partir de 10h
Conférences Débats
avec les grandes personnes
Imposez le débat

Zones à défendre ou à créer

Nous le savons tous, le mouvement révolutionnaire et libertaire manque de lieux. Combien ont été perdus ces dernières décennies faute au repli des luttes et... à la (re)pression immobilière ! Raison de plus pour signaler les efforts faits pour reprendre l'offensive sur ce terrain. Ici pour garder un lieu menacé, là pour améliorer ceux qui existent, là encore pour en créer de nouveaux. Nous en avons besoin dans les mois à venir sur le terrain des luttes sociales contre le nouveau gouvernement

LE CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR L'ANARCHISME (CIRA) MARSEILLE qui s'agrandit ! Les 100 m² en plein centre de la ville, achetés en 2012, ne suffisent plus pour stocker livres et publications. Une annexe de 70 m² à moins de 100 m du lieu existant vient d'être achetée, mais il faut la remettre en état. Un appel à la solidarité financière est lancé pour trouver 6000 euros. Libeller les chèques à l'ordre de « Les Acrates » et les envoyer à CIRA, 50 rue Consolat, 13001 Marseille (cira.marseille@gmail.com - <http://cira.marseille.free.fr>)

A noter que cette rue Consolat est bénie des Dieux (!) puisque s'y trouve aussi, au 61, Mille Bâbords, lieux de débats et de rencontres, ouvert les lundis de 14 à 17h & tous les jeudis de 15 à 18h (millebabords.org - contact-biblio@ATmillebabords.org)

LE DERNIER NÉ DES CIRA A OUVERT SES PORTES À LIMOGES. Centre International de Recherches sur l'Anarchisme - Limousin CIRA Limousin (siège) : 58, rue du Chinchauvaud, 87100 Limoges
Soirées, réunions, et ateliers ont lieu au local : 64, av. de la Révolution, Limoges
cira.limousin@free.fr

Partons à TOULOUSE. LE CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ALTERNATIVE SOCIALE (CRAS - cras.toulouse@wanadoo.fr) a enfin un local. Une souscription lancée en 2016 a permis d'en acheter un, dans le quartier Fontaine, pour rassembler et rendre plus disponibles les archives. Là encore il faut du fric pour l'aménagement, une nouvelle souscription est lancée : CRAS - BP 51026 - 31010 Toulouse cedex 6 Chèque à l'ordre du CRAS (marquer au dos du chèque « don pour local »). Virement : code banque 17807 - code guichet 00001 - numéro de compte 35421721195 - clé RIB 10 Virement IBAN : FR76 1780 7000 0135 4217 2119 510

A TOULOUSE TOUJOURS UN TOUT NOUVEAU LIEU : CAMARADE. Un lieu qui se veut un point d'appui pour l'autodéfense de classe et les luttes

révolutionnaires, et qui accueille d'ores et déjà des permanences de collectifs, une bibliothèque et des soirées... Si le local fonctionne déjà à l'heure actuelle des travaux d'aménagement sont envisagés pour le rendre davantage fonctionnel. Si vous souhaitez les aider c'est possible de plusieurs manières :

Financièrement par des dons ponctuels ou réguliers (possibilité de virements automatiques) En leur faisant des dons de matériel servant à l'aménagement (chaises pliantes ou encastrables, matériel de cuisine, verres, affiches...)

En participant à la mise en place d'une véritable bibliothèque révolutionnaire. Sera très prochainement mis en place un système d'emprunt, nous prenons dès maintenant les dons de toutes sortes (livres, brochures, BD, films...) pouvant améliorer la qualité de ce fond d'archives. (camarade@riseup.net - <https://camarade.noblogs.org/contact/>)

Permanence de la bibliothèque tous les mercredi (de 15H à 18H)

Tous les vendredi : de 17H à 19H : Permanence du collectif CLASSE : Pour boire un verre, se rencontrer, pester contre les patrons et leurs sbires. Pour s'échanger des infos, organiser une lutte, organiser le soutien. Pour l'autodéfense de classe.

De 19H à 22H : buvette de soutien au local

Enfin à PARIS, SAUVER L'EDMP (ÉDITION ET DIFFUSION DE MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE). Au 8 Impasse Crozatier c'est l'un des plus anciens locaux militants de Paris (le plus vaste aussi sans doute) qui fut celui de l'École émancipée qui est menacé depuis plusieurs années. L'assemblée générale de l'EDMP, qui s'est tenue le 13 mai a décidé de s'orienter vers l'acquisition du local qui ne serait pas plus coûteuse à terme et mettrait à l'abri de ces chantages à l'expulsion à chaque changement de bail. Avec la disparition de ce lieu c'est un pan de l'histoire du mouvement révolutionnaire qui disparaîtrait !

Vous pouvez contribuer à ce sauvetage de différentes façons :

en devenant coopérateur-trice de l'EDMP, avec un virement bancaire mensuel de 5 à 20 euros (ou plus) à l'ordre d'EDMP - Banque postale Centre financier PARIS / RIB : 20041 00001 1688709J020 ; IBAN : FR68 2004 1000 0116 8870 9J020 14 ; BIC : PSSTFRPPPAR

en versant à la souscription de l'EDMP sur le même compte ci-dessus ou par chèque (en précisant "souscription" sur le virement ou au doc du chèque) envoyé à EDMP, 8 impasse Crozatier 75012 Paris.

En envisageant des soutiens plus substantiels sous forme de dons, legs, prêts, propositions de se porter caution... (contacter : achampeau01@infonie.fr ou 06 20 55 57 61).

en proposant à des structures associatives, collectifs... de rejoindre le projet coopératif (même contacts que ci-dessus).



chroniques du contrôle et de la répression

Big

Et si on sécurisait nos échanges

Etat d'urgence dans le droit commun

Proclamé en novembre 2015, à la suite des attentats de Paris et prolongé cinq fois, jusqu'en juillet 2017, puis, lorsque vous lirez ces lignes jusqu'au 1er novembre, l'état d'urgence donne à la police, sous le contrôle du juge administratif et du Conseil d'Etat, des pouvoirs qu'elle n'a pas en temps normal sans l'intervention du pouvoir judiciaire. Pour sortir formellement de cet état d'urgence qui s'éternisait, le pouvoir socialiste sous la direction de F. Hollande voulait placer dans le droit commun les mesures exceptionnelles permises par l'état d'urgence.

Techniquement, cela n'a pas pu se faire sous Hollande, mais avec Macron cela devrait se concrétiser. En effet, le nouveau gouvernement prépare un projet de loi « renforçant la lutte contre le terrorisme et la sécurité intérieure », qui a été soumis au conseil de défense mercredi 7 juin. Ce texte dit que quasi toutes les mesures de l'état d'urgence pourraient se retrouver dans le droit commun. En clair, des mesures jusqu'ici temporaires et exceptionnelles, qui limitent les libertés des citoyens le temps de lutter contre un danger imminent, risqueraient de devenir légales en temps normal.

Cet avant-projet de loi a été dévoilé dans la presse. Nous y reviendrons lorsque nous connaîtrons exactement ce projet de loi.

Néanmoins, il nous semble utile de rappeler le contenu de l'état d'urgence actuel.

C'est ainsi que les préfets de département (représentant l'Etat au niveau local) peuvent

- interdire la circulation des personnes ou des véhicules dans les lieux et aux heures choisis ;

- instituer des zones de protection ou de sécurité où le séjour des personnes est réglementé, c'est-à-dire qu'on décide qui a le droit ou non de s'y rendre et comment ;

- obliger la remise aux autorités d'armes acquises légalement ;

- interdire le séjour dans tout ou partie d'un département à une personne dont on considère qu'elle entrave, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics.

Le ministre de l'intérieur, pour l'ensemble du territoire, et le préfet, dans le département, peuvent :

- ordonner la fermeture provisoire des salles de spectacle, débits de boissons et lieux de réunion ;

- interdire à titre général ou particulier les réunions considérées comme de nature à provoquer ou à entretenir le désordre ;

- placer une personne suspecte sous bracelet électronique.

Le décret déclarant ou les lois reconduisant l'état d'urgence donnent aussi :

- aux préfets le pouvoir d'ordonner des perquisitions au domicile de suspects de jour comme de nuit ;

- le droit aux tribunaux militaires de se saisir des crimes qui relèvent normalement de la cour d'assises du département ;

- le droit de fouiller les véhicules sans instruction du procureur.

A suivre ...

Source : Le Monde.fr

C'est le titre d'un article de Paris luttés-infos dont voici des extraits.

Appels, SMS, réseaux sociaux... tous ces moyens d'échanges sont surveillés et pourtant nous sommes nombreux à continuer de discuter de nos actions dessus. Si on changeait nos habitudes ?

Signal plutôt que vos SMS

Cette application libre et gratuite chiffrera vos SMS/MMS avec ceux et celles qui ont également l'application. Le contenu de vos SMS ne seront pas stockés pendant deux ans par votre fournisseur (car vos messages passent par le web) et transmis en clair mais sous forme de messages chiffrés impossible à lire pour ceux qui les intercepteraient. (...)

Cet outil chiffre les messages sur leurs trajet mais si un policier déverrouille votre portable il aura accès en clair à vos messages de la même manière que vous. Pensez à mettre un code sur votre portable et sur l'application !

Si vous ne devez retenir que Signal de cet article faites-le ! Facile d'utilisation, facile à mettre en place... pourquoi ne pas le télécharger ? En effet votre pire mouchard est dans votre poche. Écoutes, géolocalisations et collectes de données en tous genres, les téléphones sont sûrement nos meilleurs ennemis. Pour limiter la casse, téléchargez cette application simple et efficace qui permet à minima de chiffrer vos SMS.

Riseup plutôt que Gmail

Privilégiez des services qui respectent votre vie-privée. Ces services en plus d'être éthiques permettent une sécurité accrue car ne nous "donnent" pas aux flics.

Les boîtes commerciales telles que Google, Microsoft, mais aussi Laposte ou Yahoo n'ont qu'un seul objectif : se faire du pognon. Ils n'auront donc aucun soucis à vous balancer aux flics (ou au plus offrant). Ils facilitent même la plupart du temps le boulot des flics en utilisant des « backdoor » au profit des flics. Utilisez donc des boîtes mail plus discrètes que gmail, par exemple Riseup ; surtout d'ailleurs pour vos listes de diffusion.

Framateam plutôt que Facebook

Pour discuter (plus) tranquillement en groupe rien ne vaut <https://framateam.org/login>. Il s'agit d'un programme hébergé par les lyonnais de Framasoft. Là encore il ne s'agit pas d'une solution à toute épreuve (les conversations ne sont pas chiffrées, nous n'avons pas la main sur les serveurs...) mais comparé à Facebook, qui met tout en libre accès à des publicitaires comme à des flics, c'est incomparable. Nous pouvons faire confiance aux gens de framateam qui ont réfléchi à la sécurité Internet et à la protection de la vie privée.

Avec cet outil, vous pouvez créer des groupes de chat privés, des groupes de discussions ou vous serez beaucoup plus tranquille que sur messenger. Pour se faire, il suffit de se créer un compte et d'inviter vos amis à vous rejoindre sur le channel.

Pour aller plus loin ... Vous pouvez chiffrer vos mails manuellement (aucune connaissance informatique préalable). Vous pouvez lire le guide de base en milieu numérique et utiliser Tor.

Source : Paris-luttés.infos

Filmer l'action policière est toujours légal

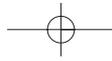
Amal Bentounsi (Urgence notre police assassine) a été placé en garde à vue pour avoir filmé des policiers à Meaux (77) durant une interpellation. Libérée quelques heures après, elle ne sera pas poursuivie, confirmant ainsi la légalité de filmer l'action policière.

Rappelons que filmer un flic ne porte pas atteinte à sa vie privée étant donné que celui-ci exerce une fonction publique. Ainsi, la liberté d'expression et le droit à l'information des articles 11 de la DDHC et 10 de la CEDH s'appliquent pleinement.

Un avis de recommandations de la Commission nationale de déontologie de la sécurité et une circulaire du ministère de l'intérieur sont venus confirmer ce droit à filmer la police en rappelant que ce droit permet au citoyen de veiller sur le bon exercice de leurs fonctions par les flics... La seule exception à ce droit de filmer les flics et potentiellement d'en diffuser les images concerne certaines brigades d'intervention de la police ou de la gendarmerie. C'est le cas de la BRI, du RAID et du GIGN notamment.

Source : Paris-luttés.info

Big Brother



Brother

L'interdiction de manifester anti-constitutionnelle

Le Conseil constitutionnel vient de considérer que les interdictions de séjour étaient contraires à notre constitution. Rappelons que cette disposition de l'état d'urgence confère aux préfets le pouvoir d'interdire à une personne de paraître dans « tout ou partie du département », si elle cherche à « entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics ».

Cette interdiction de séjour a été assimilée à une interdiction de manifester, une disposition qui n'existe pas dans le droit commun. Elle n'a pas servi à prévenir des attentats mais a été massivement utilisée à l'encontre de manifestants, par exemple pendant la COP 21 ou la mobilisation contre la Loi travail.

Alors, sur quoi repose cette censure ?

Cet article de la loi relative à l'état d'urgence, qui prévoit l'interdiction de séjour, n'a pas été modifié depuis sa rédaction en 1955, au moment de la guerre d'Algérie. En visant « toute personne » qui chercherait à « entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics », le législateur de 1955 autorise une mesure « sans que celle-ci soit nécessairement justifiée par la prévention d'une atteinte à l'ordre public », estime le conseil dans sa décision. Il invite donc le législateur à resserrer le périmètre de cet article. En second lieu, le Conseil constitutionnel justifie leur décision de censure par le fait qu'« aucune autre condition », ni « aucune garantie » n'encadre la mise en œuvre de l'in-

terdiction de séjour. Elle peut ainsi, pourquoi pas, inclure le domicile ou le lieu de travail de la personne visée, voire s'étendre à tout le département. Et sa durée n'est pas nécessairement limitée. Le Conseil estime donc que la loi doit prévoir davantage de garde-fous.

Attention tout de même de ne pas trop se réjouir trop rapidement ! Déjà, l'effet de cette censure est repoussé au 15 juillet date de fin de la cinquième prolongation de l'état d'urgence. Le Conseil constitutionnel laisse ainsi le temps au pouvoir de se conformer à sa décision et de prendre les dispositions nécessaires dans le cadre de la sixième loi de prolongation de l'état d'urgence.

Dans un rapport paru le 31 mai, Amnesty International a recensé 683 mesures individuelles d'interdiction de séjour, prises entre novembre 2015 et début mai 2017, dont 574 pendant le mouvement contre la loi El Khomri. La pratique est devenue courante. D'après les derniers chiffres communiqués par l'Assemblée nationale, chargée du contrôle parlementaire de l'état d'urgence, 46 arrêtés d'interdiction ont été pris depuis la dernière prorogation, le 19 décembre 2016. Ce sont des personnes assimilées par l'Etat à la gauche radicale qui ont été interdites de manifester, notamment à Paris, Rennes ou Nantes. Si nous dénonçons ce détournement de l'état d'urgence à des fins autres que la lutte antiterroriste, le Conseil constitutionnel ne s'est absolument pas prononcé sur cet aspect...

Source : *Le Monde.fr*

Vidéosurveillance dans tous les lycées des Hauts-de-France

Tous les lycées des Hauts-de-France (nouvelle région qui regroupe les départements de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas de Calais et de la Somme) soit 265 établissements, seront prochainement équipés d'une nouvelle génération de caméras de vidéosurveillance selon le souhait de l'exécutif régional présidé par Xavier Bertrand (LR). Ainsi, la généralisation à partir de la rentrée prochaine de la vidéosurveillance par des caméras "à boule" (à vision nocturne et filmant à 360 degrés) à l'intérieur des lycées

(une à deux par couloir) et à l'extérieur (tubulaires à plan fixe) fait partie d'un "plan de sûreté" global de 22 millions d'euros dont 10 millions pour la vidéosurveillance. Celui-ci comporte également des travaux de sécurisation, la mise en place de sonneries différenciées ou encore la formation du personnel pour savoir "réagir en cas d'attaque terroriste" dans les lycées.

Pourtant, l'utilisation de la vidéosurveillance en milieu scolaire est très réglementée. Dans un rapport de mai 2016, la

Des migrants détenus en France dans une zone de non-droit

Lors d'une mission exploratoire dans les locaux de la police aux frontières (PAF) de Menton (Alpes-Maritimes) menée à la frontière franco-italienne entre le 15 et le 20 mai dernier, l'Anafé (Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers) et la Cimade se sont vu refuser l'entrée dans cette « zone de rétention provisoire », constituée de bâtiments préfabriqués et de sanitaires amovibles. Une deuxième visite a permis de confirmer que des personnes y étaient bien privées de liberté.

Les organisations citent le commandant de la PAF, qui a « dans un premier temps affirmé qu'il s'agissait d'une zone d'attente ». Les représentants de ces associations étant habilités à visiter toutes les zones d'attente sur le territoire français, le commandant se serait ensuite rétracté pour leur refuser l'accès. Il aurait alors parlé d'une « zone de rétention provisoire pour les personnes non admises » et d'un « lieu privatif de liberté pour les personnes qui vont être réadmissibles en Italie ». D'après les sources de ces associations, « le premier étage de la gare de Menton-Garavan est également utilisé comme lieu d'enfermement ». Ces associations ont saisi en référé le tribunal administratif de Nice qui n'a pas ordonné la fermeture de ces bâtiments en préfabriqué, mais a simplement limité leur usage ! Dans son jugement, le tribunal considère "qu'il n'y a pas lieu de suspendre la décision informelle du préfet des Alpes-Maritimes de créer une zone de rétention provisoire pour personnes non-admises au sein des locaux de la Police aux frontières à Menton", dès lors que "les atteintes graves et manifestement illégales à la liberté de circulation et au droit d'asile dont se prévalent les associations requérantes ne sont pas établies de façon suffisamment certaine et précise". La justice, toutefois, "enjoint au préfet des Alpes-Maritimes de procéder au transfert des personnes retenues dans les locaux de la Police aux frontières de Menton vers une des zones d'attente prévues" dans le département, lesquelles se situent à l'aéroport et à la gare de Nice, "dans les cas où le maintien de ces personnes dans ces locaux excéderait une durée de quatre heures".

Sources : *bastamag.net* et *leparisien.fr*

Ventes de technologies de surveillance

C'est dans le Dagbladet, quotidien danois, que l'on retrouve BAE, géant anglais de l'aéronautique et de la cyber-défense, épinglé pour une affaire proche de celles de l'entreprise française Amesys (cf Big Brother du n°259). Les technologies vendues sont principalement liées à la surveillance de masse des mails, téléphones mobiles et télécommunications en général. Pendant leur année d'enquête, les journalistes danois ont pu rassembler différents documents prouvant l'existence de ces ventes à l'Arabie Saoudite, aux Émirats Arabes Unis, au Sultanat d'Oman, au Qatar, à l'Algérie et au Maroc.

L'analyse de ces documents montre également que les technologies vendues mettraient en danger des techniques de sécurité et de défense pratiquées par les Britanniques et leurs alliés occidentaux, selon la BBC. En effet, nous retrouvons, parmi les armes vendues, des technologies de déchiffrement des algorithmes utilisés dans nos contrées. Les méthodes de chiffrement brisées par BAE ne sont pas spécifiées.

Source : *numerama.com*

CNIL (Commission nationale Informatique et Libertés) préconisait leur utilisation de manière "limitée" et uniquement "complémentaire à d'autres mesures de sécurité". "Seules des circonstances exceptionnelles (établissements scolaires victimes d'actes de malveillance fréquents et répétés) justifient de filmer les élèves et les enseignants en continu", selon la CNIL qui n'a pas non plus, dans ce domaine, une voix décisionnelle.

Source : *lavoixdunord.fr*



Big Brother





Notre mémoire

Sénégal

Le massacre de Thiaroye en 1944

Le massacre de Thiaroye qui a eu lieu le 1er décembre 1944 n'a toujours pas été reconnu officiellement par l'Elysée malgré deux discours de François Hollande à Dakar le 12 octobre 2012 puis le 30 novembre 2014. Le bilan officiel de la répression de cette « mutinerie » était auparavant de 35 morts, 35 blessés et 34 condamnations. Une historienne spécialiste des prisonniers de guerre « indigènes », Armelle Mabon (1), travaille sur le sujet depuis une quinzaine d'années. C'est sur la synthèse de ce travail que nous nous appuyons.

Sur le moment, deux enquêtes avaient eu lieu, l'une menée par le général de Périer, général des troupes coloniales (5 février 1945) et l'autre par l'inspecteur de 1ère classe du ministère des colonies Louis Mérat (15 mars 1945) ! De toutes façons, sans attendre les résultats de l'enquête, le tribunal militaire avait déjà condamné les « mutins » le 6 mars 1945. A priori donc, un mouvement de contestation des ex-prisonniers de guerre suivi d'une rébellion armée que l'Armée française a essayé de contenir par une démonstration de force. Si le massacre de Sétif a particulièrement marqué les esprits à cause de son ampleur et de sa date toute symbolique, on découvre ces dernières années de plus en plus de répressions coloniales s'accompagnant de massacres. Rétablir la vérité de ce qui s'est passé demeure cependant important et interroge à chaque fois des aspects différents du régime colonial. Que s'est-il donc réellement passé à Thiaroye ?

A l'origine, une spoliation

Ce massacre concerne des ex-prisonniers de guerre tirailleurs «sénégalais» (2) rapatriés par bateau depuis la France. Ils devaient percevoir une solde de captivité, celle des «indigènes» ne valant naturellement pas celle des autres français. Une partie de cette solde avait été versée avant l'embarquement, mais pas la même suivant les détachements (et donc les lieux de regroupement). D'après une circulaire d'octobre 1944, ils auraient dû en percevoir un quart en métropole et les trois quarts restant au moment du débarquement, avec en plus la solde de traversée. À leur arrivée à



Mobilisation de tirailleurs sénégalais

Dakar, les rapatriés ont logiquement réclamé le rappel de solde à savoir les trois quarts restants. Quand ils ont compris que ce rappel de solde ne leur serait pas versé, d'après les rapports, 500 ex-prisonniers qui devaient partir pour Bamako ont refusé de quitter la caserne de Thiaroye.

Curieusement, cette revendication ne figure pas dans le rapport écrit par le général Dagnan qui a ordonné le massacre. Le 4 décembre, donc trois jours après le massacre, une nouvelle circulaire prévoyait de verser la totalité de la solde de captivité à l'embarquement. Les autorités ont prétendu que les tirailleurs avaient touché la totalité de leur solde lors de leur départ. Or, aucun n'a reçu de rappel de solde. Le médecin des Troupes coloniales présent à Thiaroye a été rapatrié 8 jours après le massacre tout comme l'officier qui a maintenu dans son rapport que les soldats n'avaient pas été payés. Citons au sujet de l'officier le général Dagnan: « [...] éprouvé peut-être par la violence des événements qui se sont déroulés à Thiaroye lors de l'arrivée du 1er contingent de prisonniers rapatriés, ne présentant plus les qualités d'énergie, de rigueur et de décision nécessaires à l'exercice du commandement du DIC à Dakar ».

Il est difficile de savoir qui est à l'origine de ce vol, puisqu'il s'agit bien de ça. On peut supposer que l'argent est resté dans les caisses de l'état et que c'est une «initiative locale» qui a ensuite été couverte par les autorités supérieures: le gouvernement provisoire. On est bien là dans le fait colonial, non seulement les «tirailleurs» n'ont pas droit aux mêmes indemnités que leurs camarades de combat et de captivité métropolitains ou colons, mais on peut se permettre

même de les voler sans autre forme de procès, ou plus exactement avec ensuite un jugement contre les victimes histoire de mieux couvrir les coupables.

Le massacre

Dans de nombreux rapports il est mentionné que le 28 novembre 1944, le général Dagnan s'est déplacé à la caserne de Thiaroye accompagné du lieutenant-colonel Siméoni et du chef d'état-major Le Masle alors que les ex-prisonniers de guerre réclamaient le rappel de solde et que 500 d'entre eux refusaient de partir pour Bamako. Déterminé à faire valoir leurs droits, selon le rapport Dagnan, un groupe de rapatriés a bloqué sa voiture. Le général Dagnan indique qu'il leur a promis d'étudier la possibilité de leur donner satisfaction après consultation des chefs de service et des textes. Sur cette ultime promesse, les tirailleurs ont dégagé la route.

Le général a alors décidé avec l'accord de ses supérieurs une intervention le 1er décembre 1944 au matin à l'aide de trois compagnies indigènes, un char américain, deux half-tracks, trois automitrailleuses, deux bataillons d'infanterie, un peloton de sous-officiers et hommes de troupes français. Le même matin, les rapatriés ont reçu ordre de se rassembler sur l'esplanade, ce qu'ils ont fait. La suite? Selon les officiers supérieurs chargés de rédiger la synthèse des faits, c'est à 9h30 que les salves meurtrières ont été tirées par le service d'ordre comme riposte aux tirs des mutins établis entre 8h45 et 8h55. En réalité les rapports et les procès verbaux d'information sont très contradictoires entre eux, que ce soit sur la chronologie ou la provenance des tirs. Des rapports

(1) Elle a écrit un livre publié en 2010 à «La Découverte»: Prisonniers de guerre «indigènes», Visages oubliés de la France occupée.

(2) Rappelons que les «tirailleurs sénégalais» n'étaient pas spécialement sénégalais, mais venaient de l'ensemble de l'Afrique Occidentale Française.



se sont égarés mystérieusement. De toutes façons, l'intervention avait été décidée avant. Selon les rapports, entre la moitié et les 2/3 du contingent présent à Thiaroye se sont retrouvés sur l'esplanade pratiquement en face des automitrailleuses. Sans défense, ils étaient bien visés par les armes automatiques. Un des inculpés, Kotou Diakhité, dans son PV d'interrogatoire, déclare qu'il était bien au rassemblement du 1er décembre et qu'il s'est couché au moment des tirs. Plusieurs témoignages vont dans le même sens, mais aucun n'a été accepté par le tribunal.

Le chiffre officiel de 35 morts n'est pas exact. Sur les 5 dossiers retrouvés des victimes, au moins un dossier concerne un mort à l'hôpital de Dakar des suites de ses blessures qui n'est pas recensé sur la liste des 11 décédés à l'hôpital. Au bureau des archives des victimes des conflits contemporains (BAVCC), deux fiches seulement de prisonnier de guerre ont pu être retrouvées sur les 11 noms. Le général Dagnan a écrit 24 morts et 46 décédés suite à leurs blessures, ce qui fait 70 morts. Ce chiffre a été donné à plusieurs reprises comme pouvant être le bilan des victimes, mais il ne correspond à rien de tangible car un autre rapport du même général Dagnan déposé mentionne 35 morts. Lors de son discours du 30 novembre 2014 au cimetière de Thiaroye, le président Hollande annonce un bilan d'au moins 70 morts avec 35 morts sur place mais aucune archive consultable ne présente de tels chiffres. Le réalisateur Ousmane Sembène, à propos de son film *Camp de Thiaroye*, évoquera pour l'hebdomadaire *La Vie* en 1998 le chiffre de 380 morts. On n'arrive même pas à établir avec certitude le nombre de tirailleurs qui ont débarqué du bateau à Dakar, alors que généralement, l'armée sait quand même compter ses troupes... «L'endroit de leur sépulture demeure mystérieux» proclamait solennellement François Hollande devant les tombes du cimetière ... alors que les autorités françaises possèdent une cartographie des fosses communes mais qui fait partie des archives demeurées inaccessibles et non classées avec, selon toute vraisemblance, la liste des rapatriés et des victimes ainsi que le calcul des soldes spoliés. Le nombre de rapatriés a été volontairement diminué pour camoufler le nombre de victimes

Le procès des «mutins»

Visiblement, la logique de l'instruction était de montrer que les «mutins» suspectés de pillage en métropole avaient fait usage d'armes à feu. Les documents confirment le déni manifeste d'une possible appartenance de certains de ces rapatriés au mouvement de la Résistance en métropole et la volonté de faire croire qu'ils avaient subi une in-

tense propagande allemande subversive. Lors d'un interrogatoire du 22 décembre 1944, Antoine Abibou, qui sera lourdement condamné, raconte qu'il s'est évadé du frontstalag de Rennes en 1943, s'est rendu à Paris où il a eu des contacts avec la Résistance. Il a dû se cacher dans une famille morbihanaise, épopée dont il donne des détails très précis. L'officier de police judiciaire a considéré que c'était improbable, qu'Antoine Abibou mentait et qu'il était à la solde des Allemands. 70 années après, Armelle Mabon pu retrouver deux membres de la famille qui ont témoigné de la véracité de son récit. C'est l'illustration parfaite d'une instruction menée à charge.

Les chefs d'inculpation de l'acte d'accusation vont de la provocation de militaires à la désobéissance jusqu'à la rébellion commise par des militaires armés au nombre de 8 au moins. Le jugement a été prononcé le 6 mars 1945 : six ont été condamnés à 10 ans d'emprisonnement avec dégradation militaire et interdiction de territoire, un à 7 ans et dégradation militaire, deux à 5 ans et dégradation militaire, trois à 5 ans, un à 4 ans, six à 3 ans, six à 2 ans, trois à 18 mois et six à 1 an. Quelques uns ont été condamnés à verser une amende. Ensuite, la grâce amnistiante a été refusée pour 15 sur les 18 encore incarcérés, mais l'exécution du jugement a été suspendue en juin 47, puis ils ont fait partie de l'amnistie générale d'août 47, amnistie qui ne permet pas de réintégrer son grade dans l'armée. Les militaires français n'ont pas eu de sanctions sauf un, amnistié ensuite lui aussi.

Donc, si on résume l'affaire, ces anciens prisonniers de guerre ont été privés d'une partie de leur solde, ont tenté de protester de façon pacifique quand ils s'en sont aperçus, se sont faits mitrailler alors qu'ils étaient dans l'attente d'une réponse positive, et une partie des rescapés ont été condamnés pour rébellion.

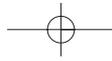
Aujourd'hui encore, certains de leurs enfants continuent des démarches. Malgré le discours de Hollande évoquant une injustice, ils ont encore le plus grand mal à accéder aux pièces du dossier, le ministère de la Défense organisant l'obstruction à la manifestation de la vérité sur un crime commis. De fait, le président Hollande n'a pas annoncé la saisine de la commission d'instruction de la Cour de révision et de réexamen. Il a livré un récit qui ne correspond ni à ce qui se dégage des enquêtes historiques ni à la version officielle militaire, avec des hommes qui s'étaient rassemblés pour crier leur indignation le matin du 1er décembre 1944. Encore un nouveau mensonge d'État qui sonne comme un reniement à toute volonté de réparation. En effet, non seulement les rapports signalent l'ordre de rassemblement par les officiers mais les minutes du jugement révèlent une question posée au tribunal sur le groupement de tirailleurs indigènes n'obéissant plus aux ordres de leurs chefs et s'opposant à la progression des troupes chargées de les rassembler. Certains inculpés comme Antoine Abibou ont été reconnus coupables de n'avoir pas exécuté cet ordre d'aller au rassemblement, désobéissance que tous ont contestée. Il ne fallait pas que les inculpés puissent témoigner de l'horreur du massacre perpétré pour faire taire les revendications légitimes de ces soldats.

L'endroit des fosses communes est connu désormais et il appartient au Sénégal d'exhumer les corps. Son Président attend-il le feu vert de la France? Et il y a lieu de s'interroger sur le libellé des panneaux d'une exposition pilotée par le ministère de la Défense pour le 70^{ème} anniversaire et d'un panneau d'une exposition parrainée par le Secrétariat d'État aux Anciens Combattants qui reprennent la version mutinerie alors que le ministère des Affaires étrangères reconnaît le massacre et des hommes injustement tués.

Sylvie



Prisonniers en 1940



Notre mémoire

Les Vietnamiens, en tant qu'« indigènes », ont également subi l'arbitraire de la hiérarchie militaire

(1) Rappelons que les «tirailleurs annamites» ne venaient pas uniquement d'Annam, mais de l'ensemble de l'Union Indochinoise. De fait, la grande majorité de ces tirailleurs venaient du Viêt Nam (nom banni du vocabulaire des colonisateurs), c'est-à-dire du Tonkin, d'Annam et de Cochinchine.

(2) La Waffen SS indochinoise n'a jamais vu le jour. Par contre, le corps expéditionnaire français s'est très bien accommodé des services d'anciens SS, miliciens et autres gesticipistes pour assassiner, torturer, saccager et réprimer pendant la guerre d'Indochine.

Les «indigènes» ont toujours été traités comme des «sous-hommes» par les colonisateurs et le sort des militaires du rang des armées coloniales, bien que meilleur que celui de travailleurs & travailleuses dans les manufactures et plantations tenues par les colons, ne fait pas exception à la règle. S'il semble que les recrues indochinoises n'aient pas eu à subir l'extrême violence de l'armée allemande dont ont été victimes les soldats venus d'Afrique, leur séjour en métropole entre 1939 & 1952 montre que la hiérarchie militaire française ne s'est pas gêné pour les voler comme cela a été le cas pour leurs frères d'infortune Africains. En 1939, lorsque la seconde guerre mondiale débuta, le ministre des colonies Georges Mandel décida la mobilisation de l'empire français, de ses ressources en matières premières et en hommes.

Ainsi les quatre protectorats (Cambodge, Laos, Tonkin & Annam) et la colonie (la Cochinchine) qui constituaient l'Union Indochinoise durent «participer à l'effort de guerre»

en envoyant travailleurs et soldats (respectivement appelés «supplétifs» et «tirailleurs annamites» (1)). Non content de l'avoir imposé aux peuples d'Indochine le pillage, le travail forcé, la répression, la torture, bref toutes les horreurs qui constituent «l'œuvre civilisatrice de la France», «le pays des droits de l'homme» alors dirigé par le Front Populaire recruta de force plusieurs milliers de «volontaires» pour alimenter en chair fraîche sa machine de guerre. Pendant la «drôle de guerre», les 15 000 travailleurs supplétifs furent donc utilisés dans l'industrie de guerre, les arsenaux et les poudreries à des tâches pénibles et souvent dangereuses. En juin 1940, la défaite de la France marque l'arrêt du flot de chair à canons venue des colonies. Ainsi, Au moment de l'armistice, quelques milliers de tirailleurs annamites et les 15000 travailleurs groupés au sein de la MOI (Main-d'œuvre Indigène - à ne pas confondre avec le MOI des FTP-MOI) se retrouvent bloqués dans le pays qui les tient sous son joug depuis 1858 sans espoir de retour. Sous Pétain, ils dépendront du ministère des colonies dirigé par Jules Brévié qui avait été nommé gouverneur général d'Indochine par le Front Populaire.

A partir de cette date, tirailleurs et supplétifs furent parqués dans des camps comme à Sorgues, Bergerac, Mazargues ou Vénissieux mais n'en furent pas moins exempts des travaux éprouvants cités plus hauts auxquels on ajouta l'industrie, le textile, la sylviculture, les salines, la réimplantation de la riziculture en Camargue etc. Les travaux étaient d'autant plus harassants qu'ils devaient être effectués sous-alimenté, mal équipé et souvent pieds-nus. En effet, la hiérarchie militaire secondée par l'encadrement Vietnamien (des collabos en quelque sorte) organisèrent le chapardage des denrées que l'intendance militaire octroyait à ces esclaves des temps modernes : Nourriture, vêtements, couvertures et chaussures n'arrivèrent donc jamais aux travailleurs vietnamiens mais furent l'objet d'un intense marché noir au bénéfice des gradés de l'armée française, quasiment exclusivement occidentaux bien sûr. La fourniture (théorique) de ces

produits pourrait passer pour de la bienveillance de la part de l'administration vichyste alors qu'ils manquaient à beaucoup de métropolitain(e)s. En fait, une sorte de surenchère vis-à-vis des vietnamiens s'était instaurée entre Vichy qui sentait son empire colonial se déliter et les allemands qui envisageaient de créer une Waffen SS Indochinoise (2). Les travailleurs indochinois ne virent jamais ces denrées qui leur étaient destinés et subirent en métropole grosso-modo le même traitement que les coolies dans les mines ou les plantations Michelin au Viêt Nam... Mais sous un climat auquel ils n'étaient pas habitués. Lorsque l'armée d'occupation est repoussée vers l'Allemagne, le sort des indochinois présents en Métropole n'est pas à l'ordre du jour. Mais quand, le 2 septembre 1945 à Hanoi, Ho Chi Minh proclame la «République Démocratique du Viêt-Nam» et l'indépendance, il n'est plus question de les libérer et encore moins de les rapatrier dans l'immédiat.

Les rapatriements s'échelonnèrent entre 1946 et 1952 avec un pic entre 1948 & 1950 (Rappelons que la guerre d'Indochine a pris fin en 1954 après la raclée subie par le corps expéditionnaire français à Diên Biên Phu). Le sort de ces milliers d'indochinois qui ont subi le double outrage du colonialisme et de l'avidité de la hiérarchie militaire, éternel bras armé du capitalisme, est représentatif du racisme d'état. Il est à ajouter aux innombrables exactions inavouées commises par la France impérialiste.

O Cangaceiro

Cette brève a été rédigée à l'aide du texte de Anh Van « Les travailleurs vietnamiens en France 1939-1950 » in «Cahiers Léon Trotsky n°40 - Décembre 1989» dont j'ai reproduit plusieurs passages. On peut également se reporter au site internet consacré aux MOI indochinois :



L'économie en brèves

LES DIFFÉRENCES DE RETRAITES ENTRE HOMMES ET FEMMES DANS L'UNION EUROPÉENNE

Les femmes de 65 ans ou plus de l'Union Européenne perçoivent en moyenne 47% de moins que les hommes ! Toutes n'ont pas travaillé, toutes ne bénéficient donc pas d'une retraite. Mais si on ne tient compte que des femmes actives, ayant donc cotisé, l'écart moyen est de 39%.

Evidemment, la première des explications est simple : les femmes sont moins bien payées de l'heure que les hommes, elles travaillent plus souvent à temps partiel, et elles ont travaillé un moins grand nombre d'années, que ce soit à cause des enfants ou parce qu'elles ont été plus touchées par le chômage. L'étude compare la situation de huit pays européens (Espagne, Italie, France, Belgique, Royaume Uni, Allemagne, Suède et Pays Bas). Dans tous ces pays, la progression de l'emploi des femmes a été très forte en vingt ans (plus 20 points en Espagne, plus 15 points en Allemagne et aux Pays Bas), mais grâce à la progression des temps partiels (sauf en France, en Suède et au Royaume Uni). En moyenne dans l'Union Européenne, les femmes « travaillent » 5,1 ans de moins que les hommes (l'écart est moindre en France). Rappelons que celles qui « ne travaillent pas » travaillent quand même : elles assurent les tâches domestiques. Mais au-delà, c'est bien les différences entre hommes et femmes au travail qui explique l'essentiel de la différence des retraites.

Dans notre société patriarcale, la situation des femmes est très différente suivant qu'il existe des filets de sécurité ou non (minimum vieillesse, droits familiaux c'est-à-dire liés aux enfants, pensions de réversion...). Les « droits familiaux » (avantages liés aux enfants) représentent 12% des pensions de retraite touchées par les femmes en France, mais entre 5 et 10% dans les autres pays. Ces « droits familiaux » n'empêchent pas que plus une femme a eu d'enfants, plus l'écart de retraite avec les hommes est important. En France, une femme qui n'a pas eu d'enfant touche en moyenne une retraite inférieure de 17% à celle d'un homme, 43% quand elle en a eu au moins trois. Les pensions de réversion sont un autre moyen d'atténuer les inégalités hommes/femmes. Elles représentent 12% des dépenses de retraite en France, mais elles sont en recul partout : la tendance est au durcissement des conditions d'octroi, jusqu'à ne représenter plus que 0,9% des dépenses de retraite au Royaume Uni. Cette évolution générale en Europe va aggraver la situation des veuves.

Il faut rajouter une dernière évolution, celle du mode d'indexation des pensions, de plus en plus souvent basé sur les prix plutôt que sur les salaires. Ce changement est défavorable aux femmes dont l'espérance de

vie est supérieure à celle des hommes (mais pas l'espérance de vie en bonne santé).

Le résultat de tout ça est imparable : le taux de pauvreté est plus élevé chez les femmes âgées que chez les hommes âgés. L'écart est de 4,5 points en moyenne dans l'Union Européenne, 6 pour les plus de 75 ans.

Source : Les écarts de pension entre les femmes et les hommes, un état des lieux en Europe, Marco Geraci et Anne Lavigne, INSEE, regards sur la parité, 2017

RETRAITES PRIVÉES ET RETRAITES PUBLIQUES

Le dernier dossier du Conseil d'Orientation des Retraites (COR) compare les deux régimes. Sur les 16 millions de retraités, 13 sont au régime général, 1,5 dépendent de la fonction publique d'état et 1 million sont des retraités de la fonction publique territoriale. Les écarts sont difficiles à comparer puisque les durées de carrières, les qualifications et les niveaux de salaires sont différents. Mais en médiane, les taux de remplacement (pourcentage que représente la retraite par rapport au salaire) sont proches entre le public et le privé (75% environ). En fait, des modes de calcul différents n'accroissent pas forcément les inégalités, puisque les populations concernées ont des caractéristiques différentes. Il semblerait que si on appliquait les règles du privé aux fonctionnaires, leur retraite s'améliorerait plutôt (mais elle se détériorerait pour une partie d'entre eux).

Source : dossier du COR

UN POINT SUR LES AUTO-ENTREPRENEURS

Ils ont été un peu moins de 300.000 à se lancer en 2014. Ce sont principalement des salariés du privé (38%) et des chômeurs (28%). Le nombre de créations baisse chaque année. Les trois secteurs où il y a le plus de création sont régulièrement le commerce, les activités spécialisées scientifiques et techniques, et la construction. Pour la majorité des auto-entrepreneurs (54%), c'est leur activité principale et non un complément de revenu. C'est vrai pour les deux tiers en ce qui concerne le commerce et la construction. Tous les auto-entrepreneurs ne démarrent pas leur activité, mais seulement 60%. Plus on est âgé, expérimenté et diplômé, plus facilement on démarre une activité, et c'est souvent dans ce cas pour avoir un revenu d'appoint. Les plus jeunes, les moins expérimentés, les moins diplômés deviennent moins souvent actifs, mais il s'agit alors généralement d'assurer leur propre emploi.*

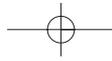
Source : INSEE première n°1615, septembre 2016

QUI EST PROPRIÉTAIRE DE LA DETTE DE L'ÉTAT ?

Pour le savoir, il faut savoir qui souscrit aux emprunts émis par l'état. Un rapport au sénat sur la dette publique donne quelques renseignements, et principalement que c'est très difficile à savoir. Les résidents sont minoritaires: ils ne représentent que 40% des acheteurs. Parmi eux, la moitié sont des sociétés d'assurances (pour proposer ensuite des assurances vie). 10% des acheteurs sont des banques. Les ménages, par contre, disposent de moins de 0,01% de la dette publique (il faut dire que ça ne rapporte pas beaucoup). La part des non résidents a augmenté très vite : elle est passée de 28% fin 99 à quasi 70% en 2010. Si elle ne représente «que» 60% aujourd'hui, c'est à cause des rachats par la banque centrale européenne, qui sont effectués pour son compte par la banque de France. Une première hausse est venue des acheteurs de la zone euro, qui représentent donc maintenant 30% des acheteurs. Cette tendance a touché toute la zone euro, elle vient en fait de la création de l'euro qui rend beaucoup plus simple les placements d'un pays à l'autre de la zone euro. Ensuite sont venus les acheteurs des autres pays, qui représenteraient 30% donc. Ce phénomène touche aussi l'Allemagne, mais pas les pays en crise: ces investisseurs étrangers souscrivent aux emprunts de l'état non pas pour ce qu'ils rapportent (c'est très faible en ce moment), mais parce que c'est un placement sûr. Un peu comme on louerait un coffre-fort. La conclusion, c'est que l'état français est devenu très dépendant de l'extérieur pour le financement de sa dette. Ca aurait bien sûr des conséquences en cas d'éclatement de la zone euro.

Source: Rapport au sénat de la commission des finances sur les gestion de la dette publique





Il y a 100 ans, la déclaration Balfour

Pour les Palestiniens, c'est l'année des anniversaires douloureux : 50 ans d'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, 70 ans depuis la partition de la Palestine, acte de piraterie d'une ONU qui venait de naître, et 100 ans de déclaration Balfour.

Le contexte

1917. On est en pleine boucherie d'une guerre mondiale qui a commencé trois ans plus tôt. Le tsar est tombé en Russie et la révolution sociale semble imminente. L'Empire Ottoman, allié à l'Allemagne et l'Autriche, est en train de mourir. Les Jeunes Turcs qui sont au pouvoir à Istanbul ont perpétré un des premiers génocides du XXe siècle en massacrant à partir de 1915 des centaines de milliers d'Arméniens.

Les Ottomans ont d'abord tenu face aux alliés Anglais et Français. Des centaines de milliers de soldats des deux camps sont morts dans les tranchées des Dardanelles.

Français et Anglais ont multiplié les promesses auprès des Arabes du Proche-Orient pour qu'ils se révoltent contre les Turcs. Le 16 mai 1916, dans le plus grand secret, Anglais et Français signent les accords Sykes-Picot. Il s'agit d'un accord de voleurs se partageant à l'avance un butin qu'ils n'ont pas encore. Tout le Proche-Orient est divisé en zones à annexer ou en protectorats. La France aura la Syrie et le Liban. Les Libanais peuvent d'ailleurs remercier le colonisateur français, à l'origine de la constitution cléricale du pays qui a favorisé la guerre civile de 1975-90.

L'impérialisme britannique est surtout intéressé par le canal de Suez, le pétrole et la route des Indes. Il obtient la possession ou le protectorat sur ce qui est aujourd'hui Israël/Palestine, la Jordanie et l'Irak.

Les troupes ottomanes et leurs alliés allemands sont faibles en Palestine. L'armée britannique, dirigée par le général Allenby, lance l'offensive depuis l'Égypte début octobre 1917. La bataille décisive a lieu à Gaza. Allenby s'empare de Jérusalem deux mois plus tard. Bien sûr les promesses faites aux Arabes et immortalisées par « l'épopée » de Lawrence d'Arabie ne seront jamais tenues.

Le colonisateur britannique recevra vite sa récompense : la Société des Nations, ancêtre de l'ONU, avalisera les accords Sykes-Picot et lui donnera (entre autres) un « mandat » sur la Palestine (1923). Bien sûr, aucune population n'a été consultée.

On sait déjà à l'époque que la région regorge de pétrole. À partir de 1924, un étrange pacte naîtra dans la région : les Occidentaux aident le courant le plus obscurantiste de l'Islam, celui des Wahabites, à prendre le pouvoir dans ce qui deviendra l'Arabie Saoudite et à contrôler les lieux saints (La Mecque et Médine). En échange, l'Occident obtient dès 1932 l'exploitation illimitée des plus grands gisements pétroliers du monde. Ce pacte « pétrole contre protection » est toujours à l'œuvre.

Où en est le sionisme à l'époque ?

Des Juifs pieux ou idéalistes ont commencé à émigrer vers la Palestine ottomane à partir des années 1880. L'association « les amants de Sion » fondée à Odessa en 1881, prône le départ vers la Palestine et l'achat de terres, sans perspective d'État.

Mais dès que Theodor Herzl pose les bases du sionisme, 10 ans plus tard, il est clair que le projet est de fonder un État réservé aux seuls Juifs. Les sionistes considèrent que l'antisémitisme est inévitable, qu'il est inutile de le combattre et que Juifs et non Juifs ne peuvent pas vivre ensemble, ni en Europe, ni dans le futur État juif. Pour avoir le soutien des religieux, un congrès sioniste a décidé (1905) que la Palestine, rebaptisée Israël, sera la « terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Peine perdue : pour les Haredims (Juifs orthodoxes), le retour en terre sainte est interdit avant l'arrivée du Messie. Les sionistes n'ont pas plus de succès auprès de la grande masse des Juifs qui, face à leur prolétarisation et à un antisémitisme souvent meurtrier, s'éloignent de la religion et s'engagent massivement dans des

mouvements progressistes ou révolutionnaires. Pour ces masses juives, leur émancipation en tant que minorité opprimée passe par l'émancipation de l'humanité.

Il existe à l'époque un parti révolutionnaire juif, le Bund (1), pour lequel le sionisme est le parti de la bourgeoisie.

Bien que majoritairement non-croyants, les sionistes croient que les Juifs sont les descendants des Hébreux de l'Antiquité qui ont été « exilés » et qu'ils « font leur retour dans leur pays ».

Pourtant, la Palestine est habitée. On est dans une période où le colonialisme se généralise. Même la « gauche » de l'époque est souvent colonialiste avec l'idée que les pays développés viennent apporter la civilisation à des populations arriérées. Le colonialisme sioniste diffère des autres. Il ne vise pas à asservir le peuple colonisé mais à le nier, à l'expulser et à le remplacer.

Dans la population palestinienne, il y avait des Juifs (de 3 à 5%) qui vivaient plutôt en bonne intelligence avec leurs voisins musulmans ou chrétiens. Les trois religions cohabitaient assez harmonieusement dans la municipalité de Jérusalem à l'époque ottomane. Les Juifs palestiniens ont été très longtemps hostiles à la création d'un État juif en Palestine.

Dans les années qui précèdent la déclaration Balfour, les sionistes vont commencer à créer les institutions de leur futur État. La « banque coloniale juive » chargée de collecter les fonds de la colonisation est créée en 1899. Le KKL (Fonds National Juif) qui a pour but de « judaïser la terre » date de 1901. La stratégie est de fonder une société juive séparée de la société palestinienne, en créant des petites villes juives et en achetant des terres à des féodaux absents, ce qui permet d'expulser les métayers présents.

Dans la même période, Herzl et ses successeurs font le tour de tous les dirigeants antisémites européens en leur expliquant que sionistes et antisémites ont des intérêts convergents : qu'un maximum de Juifs quittent l'Europe. Et ils trouvent des oreilles favorables.

Pourtant en 1917, une partie infime des Juifs du monde entier vit en Palestine : environ 50 000 (alors qu'ils sont déjà 3 millions aux États-Unis et 6 millions dans l'empire russe). Les Juifs forment à peine 10% de la population palestinienne.

Que représentait Balfour ?

C'était un Chrétien pratiquant, très influencé par ce qu'on appelle aujourd'hui le sionisme chrétien.



Lord Balfour

(1) Lire à ce sujet Non, nous ne sommes pas un peuple élu, la doctrine du Bund polonais dans les textes, aux éditions Acratie, 180 p. 2016, 15 euros.



Quand le protestantisme apparaît dans le monde anglo-saxon à la fin du XVI^e siècle, la Bible est traduite en anglais et les personnages de l'Ancien Testament deviennent familiers. Pour tout un courant du protestantisme, les Juifs doivent retourner en terre sainte pour favoriser le retour du Christ. Par la suite, bien sûr, ils doivent se convertir à la vraie foi sous peine d'anéantissement. Car ces sionistes chrétiens croient en l'apocalypse. L'image du Juif qu'ils ont est un Juif imaginaire qui n'a rien à voir avec les masses juives d'Europe de l'Est qui ont commencé à émigrer vers l'Ouest.

Contre ces Juifs réels, Balfour partage les préjugés antisémites de son époque. Quand il est Premier ministre en 1905, il ferme les frontières et fustige dans un discours aux Communes ces Juifs polonais qui viennent semer la révolution à Londres.

Le 2 novembre 1917, il est Ministre des Affaires Étrangères et il envoie à Rothschild cette lettre.

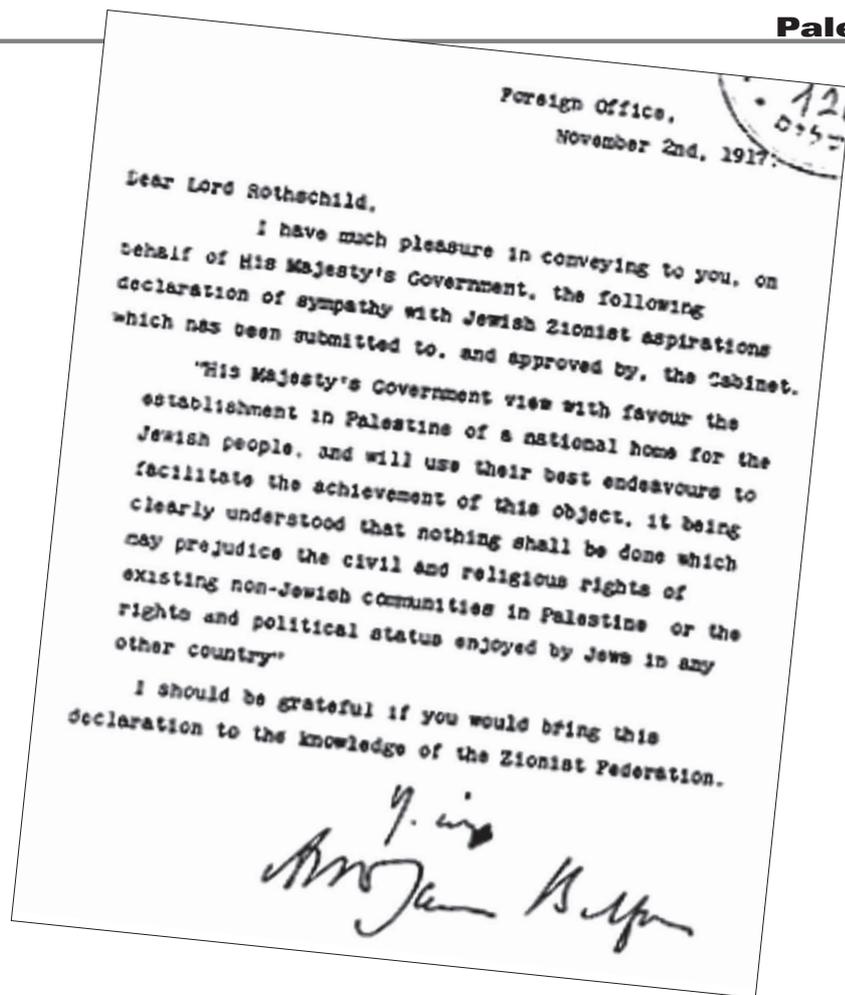
« Cher Lord Rothschild,
J'ai le grand plaisir de vous adresser, de la part du Gouvernement de Sa Majesté, la déclaration suivante, sympathisant avec les aspirations juives sionistes, déclaration qui, soumise au cabinet, a été approuvée par lui.

Le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte soit aux droits civils et religieux des collectivités non-juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politiques dont les Juifs disposent dans tout autre pays.
Je vous serais obligé de porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste »

Arthur James Balfour.

Y a-t-il une contradiction entre le Balfour de 1905 et celui de 1917 ? Aucune différence ! Pour Balfour comme pour tous les antisémites de son époque, les Juifs sont des parias asiatiques inassimilables en Europe et ils deviennent en partant en Palestine des colons européens en Asie, travaillant pour le compte de sa gracieuse majesté.

Le choix de Rothschild n'est évidemment pas neutre. Face à l'importance du courant révolutionnaire dans le monde juif, l'impérialisme britannique s'appuie sur la bourgeoisie juive. Les Britanniques ont déjà bénéficié de l'aide d'un des principaux dirigeants sionistes, Chaïm Weitzmann (1874-1952), chimiste de renom ayant émigré en Grande-Bretagne depuis l'empire russe, qui contribuera de façon décisive à doter l'armée britannique de puissants explosifs.



Qu'est-ce qui change après la déclaration Balfour ?

Après la déclaration et surtout après l'installation du mandat britannique, les sionistes vont bénéficier d'une aide ouverte pour créer l'embryon de leur État. Le syndicat sioniste Histadrout est créé en 1920. Il créera dans la foulée la banque Hapoalim, la compagnie maritime Zim, la compagnie des eaux Mekorot, la compagnie d'autobus Egged et les principales caisses de retraites et de sécurité sociale. La même année est créée par la « gauche » sioniste la Haganah, véritable armée tolérée par l'occupant et ancêtre de la « vaillante » Tsahal.

Et puis, dès 1922, une administration qui deviendra en 1929 l'Agence Juive apparaît. Les Britanniques accordent aux sionistes une administration parallèle compétente sur tous les sujets : politique générale, immigration, colonisation, travaux publics, éducation, santé.

La population palestinienne ne s'y trompera pas. Les pétitions et protestations contre l'immigration massive et les confiscations de terre se multiplieront. Sans succès.

Lors des émeutes de 1920, de nombreux dirigeants palestiniens espèrent encore que les promesses britanniques faites aux nationalistes arabes seront tenues. Les émeutes de 1929 résultent,

d'après l'occupant, de la non-réalisation des aspirations politiques des Arabes. Belle litote.

Entre 1936 et 1939, lors de la grande révolte palestinienne, l'armée britannique est alliée à la Haganah et aux terroristes de l'extrême droite (l'Irgoun de Menahem Begin). Cette guerre fera 12 000 morts chez les Palestiniens. Des villages palestiniens seront détruits par l'aviation et les élites palestiniennes expulsées. 20 ans après la déclaration Balfour, le nettoyage ethnique de 1948 est programmé. Mais les Juifs en 1939 ne forment toujours qu'un tiers de la population de la Palestine mandataire et ils possèdent moins de 8 % de la terre. Et le sionisme est toujours un projet minoritaire chez les Juifs. C'est désormais sans le colonisateur britannique que le sionisme réalisera son projet.

Cent ans après la déclaration Balfour, l'entreprise coloniale conçue par cette déclaration a engendré en toute logique un État d'apartheid.

Pierre Stambul



Le capitalisme domine encore plus largement le monde aujourd'hui qu'hier. Ce système économique a bien montré, tout au long du XX^e siècle, son incapacité à supprimer les inégalités, la misère et l'exploitation. Au contraire, il s'en nourrit et les engendre : guerres, massacres, famines se sont multipliés sur la planète comme jamais ; des années de colonialisme et de néocolonialisme ont accéléré le pillage des ressources des peuples du Sud au même rythme que l'extermination de populations entières ; le développement technologique conçu comme pourvoyeur de profits a entraîné une lente et inexorable destruction de l'écosystème de la planète. Partout, l'exploitation des prolétaires par une minorité de nantis au service de la bourgeoisie qui achète à bas prix les services d'armées de travailleurs précaires, soumis à la flexibilité et sans cesse menacés par le chômage, se fait plus pressante.

Ce système capitaliste, nous voulons le détruire. Il n'est ni éternel ni le meilleur des mondes possibles, contrairement à ce que veulent nous faire croire ses défenseurs, de quelque bord soient-ils.

COMMUNISTES...

Nous luttons pour une société dans laquelle les moyens de production et d'échanges seront gérés non par leurs propriétaires « légaux » actuels ou par des bureaucrates de l'Etat, mais directement par les gens concernés au premier plan, c'est-à-dire les producteurs. Une gestion assurée par des assemblées de base des conseils d'usine, de quartier, de village, de ville et de région, composés de celles et ceux qui y vivent et y travaillent, et qui ont ainsi la possibilité de se fédérer librement pour déterminer la quantité, la qualité et l'usage de la production. Une société dans laquelle le principe de base sera « De chacun-e selon ses possibilités à chacun-e selon ses besoins » : une société économiquement communiste, sans classes et sans Etat.

Partis et syndicats ne pourront être les gérants de cette nouvelle forme d'organisation de la production et de la répartition, mais seulement des forces de proposition. Dans ces nouvelles structures, toutes les formes permanentes de délégation de pouvoir sans mandat précis ni révocation possible à tout moment, de Parti-guide, de Parlement, de structures étatiques, seront écartées pour laisser la place à l'auto-organisation des prolétaires.

Les modalités d'application du communisme libertaire ne sont pas à déterminer à l'avance : elles dépendront des situations générales et particulières, des formes locales de culture, des possibilités et des désirs. Pour autant, le communisme libertaire n'est pas qu'une vague utopie. L'histoire des révoltes et des tentatives de révolution four-

mille d'exemples de l'application concrète de notre projet anarchiste révolutionnaire, adapté aux situations particulières d'une époque ou d'un lieu — la Commune de Paris, les soviets dans la Russie de 1917, l'insurrection makhnoviste en Ukraine de 1918 à 1921, les collectivisations dans l'Espagne de 1936, les conseils ouvriers en Hongrie en 1956, etc.

Notre projet communiste libertaire est aux antipodes du communisme étatique qui dominait les pays de l'Est. Ce dernier s'est effondré, et nous ne pouvons que nous en réjouir ! Cela faisait plus de quatre-vingts ans que le courant libertaire dénonçait ces pays dits communistes comme étant des dictatures sanglantes, qui pratiquaient un capitalisme d'Etat ayant substitué à la forme classique de la propriété privée la domination d'une classe bureaucratique dirigeant la production et les échanges pour son propre compte.

QUI SOMMES-NOUS ?

Le modèle social-démocrate, qui entendait parvenir au socialisme par une succession de réformes en s'emparant du pouvoir d'Etat par les élections, s'est heurté à la toute-puissance du modèle capitaliste, qui joue tour à tour de la répression et de l'intégration. Il y a bien longtemps que les « socialistes » ont renoncé à se battre pour une société égalitaire et sans exploitation.

... ET LIBERTAIRES

Mais l'oppression que nous voulons supprimer ne se cantonne pas à une sphère strictement économique. Elle touche à tous les rapports de pouvoir. Nous voulons une société politiquement libertaire sans domination d'aucune sorte.

Nous luttons contre toutes les sortes d'uniformisation (des modes de vie, des cultures, de la production et de la consommation) imposées par le développement capitaliste.

Nous luttons pour de nouveaux rapports entre les hommes et les femmes, où la valorisation de la virilité et la soumission n'auront plus lieu d'être. Car une société sans classes ne mène pas forcément à l'éradication du patriarcat (système de domination des hommes sur les femmes) : celui-ci mérite une lutte spécifique, parce qu'il traverse l'ensemble des classes sociales et préexiste au capitalisme. La lutte contre le patriarcat est une lutte pour la déconstruction des genres

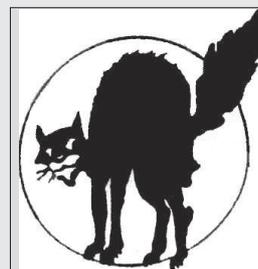
masculin et féminin modelés et imposés par l'ensemble des sociétés préexistantes. Se réapproprié nos identités personnelles, c'est refuser d'intégrer un statut social lié à notre sexe et c'est refuser que les normes actuelles (hétérosexualité, monogamie...) soient des codes de notre vie. Nous voulons vivre librement notre corps et nos désirs.

Nous ne voulons plus d'une société où le travail n'est pas une activité humaine partagée en fonction de besoins librement décidés, mais un esclavage salarié destiné à produire n'importe quoi, du moment que ça se vend et que les capitalistes peuvent réaliser, par ce biais, des profits. Il nous faut tordre le cou aux « vieilles croyances » que sont la nécessité de la croissance, du productivisme, de la prépondérance de l'« économie ».

De très nombreux courants socialistes ont lié la possibilité du communisme à une réalisation de l'abondance. Mais l'idéologie de la croissance, économique et démographique, est une course perdue d'avance : elle ne fait que renforcer les inégalités entre les gens et abaisser la qualité de la vie ; notre planète ne peut permettre à toute la population mondiale d'accéder aux modes de consommation des classes supérieures des pays riches.

Les alternatives locales aux modes de consommation et de production qui tentent un peu partout de se mettre en place nous paraissent révélatrices du besoin de réappropriation collective de l'espace de nos vies que restreignent de plus en plus les productivistes. Même si ces alternatives, en l'absence d'une lutte globale contre le système et d'un projet politique, restent limitées quant à leur possibilité de changer réellement la vie.

Dans la mesure où notre projet politique s'est historiquement construit au fil et au cœur des mouvements sociaux, des révoltes et des tentatives d'établir des rapports sociaux égalitaires, c'est dans ces mouvements qu'il faut combattre, y compris en s'élevant contre certains de leurs aspects qui cherchaient à reproduire un ordre ancien (ou à en créer un nouveau) de domination. Ce sont dans les contradictions et les conflits actuels de la société que plongent les racines d'une autre forme d'organisation sociale dont l'ébauche jaillit parfois spontanément, dans certaines situations. Nous pensons que c'est lorsque les gens sont « en mouvement », dans des moments partiels de rupture, qu'ils sont porteurs d'idées et de pratiques correspondant le mieux à nos aspirations.



Abonnez-vous à *Courant Alternatif* mensuel anarchiste communiste. Visitez aussi le site de l'OCL www.oclibertaire.lautre.net/



RENCONTRES LIBERTAIRES DU QUERCY

organisées par l'OCL

16 - 26 juillet 2017

L'Organisation Communiste Libertaire organise des journées de rencontres et de débats dans le Tarn et Garonne (nord de Montauban, sud de Cahors, La maison carrée, Lauzeral, 82220 Vazerac) du 16 au 26 juillet 2017. Ouvertes à celles et ceux que les thèmes intéressent, elles se déroulent dans un gîte, entouré de terrains où camper (tentes et duvets à prévoir, donc). Nous souhaitons ouvrir un espace de dialogue, d'échange formel comme informel. Des ateliers ont lieu l'après-midi, des débats le soir à 21h. Vidéothèque, librairie et tables de presse sont consultables la journée. Les repas pris en commun, le nettoyage, l'accueil, sont assumés par des équipes tournantes. Les tarifs journaliers sont échelonnés par tranches de 100 € : 5,50 € pour des revenus inférieurs à 500 €/mois, 6,50 € pour des revenus entre 500 et 600 €, etc., jusqu'à 26 € pour des revenus supérieurs à 2 400 €/mois. 5 €/jour pour les enfants. Pas de chiens.

DIMANCHE 16 JUILLET

Soir : L'accueil des mineurs isolés étrangers dans le département de la Marne

Le 6 janvier 2017, un jeune malien de 16 ans, Denko Sissoko, est découvert mort au pied de l'immeuble du Service d'Accueil des Mineurs Isolés Etrangers (SAMIE) de l'association la Sauvegarde de la Marne. Il s'ensuit une remise en cause publique de l'accueil des MIE par le Conseil départemental de la Marne, de la pratique de la gouvernance de cette association qui a en charge cet accueil. La répression tombe : la déléguée du personnel, qui était montée au créneau pour dénoncer cet accueil, est mise à pied puis réintégrée. Le 28 mars, les parents de Denko saisissent le tribunal de Grande Instance de Châlons-en-Champagne, une enquête est ouverte et 6 associations nationales se portent partie civile. Le comité Denko Sissoko poursuit son travail militant pour le transfert du SAMIE dans un autre lieu d'accueil.

LUNDI 17 JUILLET

Après-midi : La fabrique du musulman
Nedjib Sidi Moussa, Ed Libertalia, zn présence de l'auteur

Soir : Ciné-débat «J'ai marché jusqu'à vous» (52 min) ; auteur réalisateur Rachid Oujdi

MARDI 18 JUILLET

Après-midi : Bilan de la marche du 19 mars

Soir : Lutter contre l'implantation d'éoliennes en étant antinucléaire

Quand on est farouchement antinucléaire, faut-il se faire tout mou face aux scandales liés à l'industrie éolienne pour ne pas jouer le jeu des pronucléaires qui animent en sous-main bon nombre d'associations anti-éoliennes ?

MERCREDI 19 JUILLET

La lutte contre CIGEO, un nouveau souffle dans la lutte antinucléaire ?

Depuis plusieurs années, nous avons vu les limites des grandes manifestations antinucléaires, ponctuelles et éphémères, avec l'arrivée massive de cars et sa lourde logistique de barnums. À Bure, les récentes mobilisations, contre le projet Cigéo d'enfouissement des déchets radioactifs, donnent une lueur d'espoir. Le combat se joue sur le terrain mais aussi dans les prétoires, où les opposant-e-s ont eu gain de cause à plusieurs reprises. Après des années à jouer les bons élèves, à participer aux concertations bidons, la coordination Bure Stop soutient qu'«il est inévitable que la colère finisse par s'exprimer hors des espaces tolérés par les autorités et autrement qu'avec la fleur aux dents»...

JEUDI 20 JUILLET

Après-midi : Fonctionnement du site de l'OCL (politique et technique).

Soir : Retours sur les présidentielles et législatives

VENDREDI 21 JUILLET

Après-midi : Commission Journal de Courant Alternatif

Soir : Le système social allemand va-t-il servir de modèle aux réformes que nous promet le nouveau pouvoir français ?

Avec les réformes Harz et la mondialisation du marché du travail, les classes populaires allemandes ont, en quinze ans, subi des transformations profondes qui les ont appauvries et divisées. Ce que nous réserve l'équipe Macron risque fort d'aller dans le même sens. Mais jusqu'à quel point du rapport de forces en France ?

SAMEDI 22 JUILLET

Après-midi : Situation à Gaza et nécessité de BDS

Soir : Que reste-t-il des tentatives de comités ou collectifs autonomes nés de la loi «travail» ?

Durant plus de quatre mois dans les villes de France avec un retentissement dans d'autres pays d'Europe, une opposition s'est levée contre une loi dite «travail». L'inédit de cette fronde est intéressant, par ces

multiples facettes, dépassant les habituelles manifestations mensuelles appelées par les structures syndicales, contre tels ou tels «réformes» imposées par les différents gouvernements...

DIMANCHE 23 JUILLET

Soir : L'après présidentielles et législatives pour les mouvements

L'hétérogénéité de ce que l'on nomme mouvement est une réalité. A l'heure de l'écriture de ce texte, un appel à un front social est lancé par des syndicats de diverses chapelles, des collectifs, des organisations, des partis politiques, quel en sera le devenir ?

LUNDI 24 JUILLET

Après-midi : Commission Journal de Courant Alternatif

Soir : Peut-on imaginer que M. Le Pen puisse parvenir un jour au pouvoir ?

L'échéance de 2017 pour M Le Pen n'était pas celle visée. Dans la perspective de 2022, comment peut-elle séduire une partie non négligeable du patronat, des places financières... et une partie de la Droite traditionnelle ? La fin de l'euro est-elle envisageable ?

MARDI 25 JUILLET

Soir : De la quasi disparition de l'écologie politique ?

L'écologie de partis en voie de disparition doit-il être le point de départ d'une remise en cause de ce que doit être une écologie sociale et politique ?

MERCREDI 26 JUILLET

Soir : La place des femmes, la conception patriarcale de la famille ...

Comment en finir avec le patriarcat, c'est bien là la question ? Vaste débat !

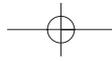
Pour une présentation plus complète du programme, se reporter à CA n° 271. ou sur le site de l'OCL :

<http://www.oclibertaire.lautre.net/>
Des débats ou ateliers peuvent, à la demande, avoir lieu les après-midi libres.

Prévenir de votre arrivé>e au moins 24 h à l'avance par téléphone au 06 41 42 00 06.

Pour s'inscrire par courrier : OCL, Egrégore, BP 81213, 51058 Reims cedex.

Par mail : oclibertaire@hotmail.com



LA REVOLUTION RUSSE A 100 ANS (6)

Nous poursuivons le fil de notre mémoire évoquant le centenaire de la révolution russe. Avec l'écrasement du mouvement libertaire makhnoviste dont nous parlerons dans un prochain numéro, la révolte des marins et paysans de Kronstadt en mars 1921, marque l'aboutissement sanglant de l'éradication des ouvriers et paysans russes du champ politique révolutionnaire par le pouvoir bolchevique et la disparition définitive des soviets. Parmi les nombreux témoignages d'anarchistes (1), nous publions ce texte d'Ida

Mett qui resitue la place de Kronstadt dans les deux premières révolutions (12 mars et 7 novembre 1917) évoquées dans le texte suivant avec des proclamations des insurgés. Suit celui d'Ante Ciliga (voir encart) qui ne peut être suspecté de sympathies envers nos idées, mais qui démontre que cette insurrection n'était pas ce que les bolcheviks ont voulu en dire.

1. dont A Berkman et E. Goldman, Ida Mett, Voline, Makhno observateurs et témoins directs.

Kronstadt avant l'insurrection

Ida Mett



Marins de Kronstadt

La flotte a joué un rôle énorme dans l'histoire du mouvement révolutionnaire en Russie.

Lors de la révolution de 1905, les marins ont les premiers commencé la lutte armée et l'ont abandonnée les derniers. La première mutinerie des marins sans caractère politique bien déterminée, mais au potentiel révolutionnaire certain, eut lieu les 3 et 4 novembre 1904 à Sébastopol. La révolte eut pour cause immédiate l'interdiction faite aux marins de quitter la cour des casernes sans autorisation spéciale et consista en l'attaque des casernes de la flotte, du bâtiment du tribunal maritime militaire et des logements des officiers. Les mutins furent réprimés par quelques coups de canon du cuirassé Pamiat Jferkouria. Trente-six d'entre eux passèrent devant le tribunal maritime militaire du port de Sébastopol le 5 janvier 1905 et furent condamnés à des peines très graves de travaux forcés et de bataillon disciplinaire. Cette révolte inaugurait, pour ainsi dire, le chapitre révolutionnaire de l'histoire de la flotte de la Mer Noire.

Durant la guerre, surtout à partir de 1915, la flotte fut travaillée avec succès par les organisations militaires des sociaux-démocrates (défaitistes), des socialistes-révolutionnaires (gauche interna-tionaliste), par le groupe du

Nord des anarchistes-communistes, les tolstoïens et les différentes sectes religieuses (1). La guerre avec ses horreurs, les défaites aux fronts, la situation critique dans le pays et surtout dans les campagnes (situation que les matelots connaissaient par les lettres de leurs parents), ont évidemment fait plus que la propagande révolutionnaire proprement dite pour hâter leur évolution politique. A Kronstadt, la première rafale révolutionnaire fut particulièrement violente. "La tempête est passée ici plus âprement, mais aussi elle a déraciné tout le passé" disait un des matelots cronstadiens lors d'une séance du Soviet, en expliquant la situation à une délégation venue du front. L'amiral Virren, commandant de la forteresse, organisateur du régime bagnard qui régnait à Kronstadt pour les matelots, fut tué. Ce fut la première victime de la révolte spontanée des marins qui commença à la nouvelle de la révolution de Pétrograd. Puis ce fut le tour de son collaborateur principal, l'amiral Boutakov, ainsi que d'une quarantaine d'officiers de la flotte; deux cent trente-six gradés furent arrêtés et enfermés dans les prisons cronstadiennes. Pour effacer jusqu'à l'ombre du passé, la flotte et la garnison de Kronstadt appliquèrent alors le principe d'éligibilité du commandement. " Nous matelots et soldats de par la vo-

lonté de l'ancien régime nous ne savions travailler que de nos bras et pieds, on ne nous apprenait pas à travailler du cerveau, vos menaces (ceci s'adressant à Goutchkov, ministre de la Guerre et de la Marine du premier gouvernement provisoire) se trompent d'adresse. A Kronstadt, nous avons réfléchi avec nos esprits modestes et nous avons élu nos supérieurs en commençant par les caporaux, et en finissant par le commandant de la forteresse. Si vous voulez vous rendre compte de nos capacités, venez chez nous et regardez. Je vous assure que la capacité militaire de la forteresse est supérieure à celle qui existait avant le 1er mars. C'est ce que vous dit un matelot du rang, représentant du peuple libre. C'est ce que vous dira le commandant de la forteresse : le général Guérassimov. " Cette défense du principe d'éligibilité fut publiée dans les *Itzvetzias* de Kronstadt le 25 avril 1917.

Voulant symboliser extérieurement la démocratisation de la flotte, Kronstadt fut une des premières à abolir le port des pattes d'épaules aussi bien pour la flotte que pour la garnison de la forteresse ; cet insigne symbolisant l'autorité des officiers. Le ministre de la Guerre fut obligé de confirmer cette suppression et l'amiral Maximov, le nouveau commandant de la flotte baltique qui remplaçait l'amiral Nepline, tué par les matelots de la flotte active, publia l'ordre suivant : " Etant donné que l'uniforme militaire rappelle extérieurement l'ancien régime, j'ordonne dans toutes les formations d'enlever les pattes d'épaule et de les remplacer par des galons dont l'échantillon sera envoyé par la suite. "

Kronstadt devint bientôt la Mecque révolutionnaire où se rendaient les différentes délégations du front et de l'arrière. C'était en partie la presse bourgeoise qui avait créé cette réputation révolutionnaire de Kronstadt. C'était elle aussi qui l'appelait ironiquement la République cronstadienne en l'accusant de séparatisme anti-étatiste et d'actes anarchistes. Citons comme

(1) D'après le rapport de l'aumônier Valentine du bâtiment de ligne Sébastopol.



LA REVOLUTION RUSSE A 100 ANS (6)

exemple la décision prise à la séance du Soviet de Cronstadt du 26 mai 1917, qui devait faire hurler la bourgeoisie. Cette décision attribuait dorénavant tout le pouvoir au soviet de Cronstadt. Prélude de la lutte pour le pouvoir des soviets dans tout le pays, elle fut dirigée de la façon suivante : le pouvoir dans la ville de Cronstadt se trouve désormais uniquement entre les mains des soviets des députés des ouvriers et des soldats, lequel, pour les affaires concernant le pays entier, se met en contact avec le gouvernement provisoire. Tous les postes administratifs dans la ville de Cronstadt seront occupés par des membres du comité exécutif, en vertu de quoi ce dernier sera proportionnellement augmenté de nouveaux membres pris parmi les députés du soviet. Les postes administratifs seront distribués proportionnellement entre les différentes fractions politiques ; ces dernières sont responsables de l'activité de leurs représentants. La résolution fut adoptée par 211 membres contre 41 et 1 abstention (2). Cette décision du soviet cronstadtien eut l'effet d'un coup de tonnerre.

Le gouvernement provisoire et la grande presse commencèrent à calomnier la république cronstadtienne en l'accusant d'excès de toutes sortes et surtout d'indiscipline criminelle menaçant de rompre le front du Nord, ce qui aurait pu mettre le Pétrograd révolutionnaire dans une situation stratégique critique. Ces bruits gagnèrent tous les coins du front et les provinces les plus éloignées. Mais la calomnie eut une action contraire à celle que ces auteurs escomptaient. Les délégations arrivant à Cronstadt étaient conquises par son esprit, son enthousiasme et sa fidélité à la démocratie ouvrière. Ces délégations visitaient non seulement les bateaux et les casernes, mais aussi les usines et les chantiers et publiaient leurs impressions. Voici ce que disait à ce sujet la délégation du front du Nord : "Camarades, sur les fronts court le bruit qu'à Cronstadt règne une anarchie complète, que les voies de Pétrograd sont ouvertes à l'ennemi, la forteresse détruite, et on essaie par ce procédé de rompre notre confiance dans Cronstadt. Nous fûmes délégués par nos camarades pour observer ce qui se passe dans ce centre de la révolution. A notre grande joie nous y avons trouvé un ordre exemplaire dont nous faisons part à nos frères se trouvant dans les tranchées". Les Izvestia de Cronstadt, 5 mai 1917.

A Cronstadt s'installa le pouvoir total du soviet, pour lequel les marins et les soldats eurent un respect sans bornes.

Le soviet était leur seul maître

Il tranchait aussi bien les questions d'ordre politique que moral. C'est ainsi



Ida Mett

qu'il décida dans une de ses séances la défense absolue de consommer des boissons alcoolisées. D'après les témoins directs de l'époque, cette décision fut ponctuellement appliquée par la masse des marins ce qui, vu la situation, eut une importance considérable. Le soviet de Cronstadt se tenait en contact permanent avec la place Yakornaïa qu'on appelait le Vetché (3) cronstadtien. Chaque soir y avaient lieu de grands meetings et l'on discutait en toute liberté des questions les plus actuelles. Selon des témoignages provenant de sources différentes l'assemblée, composée de marins et d'ouvriers cronstadtien, était plus radicale que les orateurs, et très souvent ceux-ci devaient, pour ne pas perdre leur popularité, se soumettre au ton général. Le plus grand succès était en général acquis aux orateurs bolcheviques, anarchistes et à quelques révolutionnaires de gauche. Le Vetché cronstadtien, la place Yakornaïa, avec sa sensibilité extrême, servait pour ainsi dire de baromètre politique. Souvent, d'après ses oscillations, les partis déterminaient leur tactique. Cronstadt observait d'un oeil vigilant, la situation dans le pays et sur les fronts, se tenant



en contact permanent avec Pétrograd. Chaque fois que la situation exigeait une décision prompt, Cronstadt envoyait des délégués aux renseignements. En revanche, Pétrograd, à chacune de ses entreprises, envoyait une délégation à Cronstadt pour s'assurer du soutien actif des marins. Ceux-ci ne se firent jamais prier, notamment lors des journées de juillet et d'octobre. Le 3 juillet une descente de plus de 2 000 marins armés défila dans les rues de Pétrograd semant la terreur dans la bourgeoisie de la capitale. En octobre, Cronstadt ainsi que d'autres centres de la flotte baltique, comme Helsingfors, envoyèrent à l'embouchure de la Néva des bâtiments de guerre, élément décisif de la marche de l'insurrection. Dans l'élaboration des plans insurrectionnels, Smolny (4) plaçait de grands espoirs dans les matelots de la Baltique, voyant en eux des détachements de combat qui combinaient la résolution prolétarienne avec une forte instruction militaire, dit Trotsky dans son Histoire de la Révolution Russe (Tome IV, page 304), ce sont encore des matelots qui occupèrent au cours des journées d'octobre l'agence télégraphique gouvernementale, les locaux de la banque d'Etat et d'autres points stratégiques de la plus haute importance pour l'issue de l'insurrection. Plus tard, les matelots prirent une part des plus actives à la consolidation du nouveau régime et leurs détachements militaires se battirent sur tous les fronts de la guerre civile. La production industrielle et agricole baissait à une allure vertigineuse.

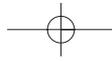
Dans les usines, les matières premières étaient quasi absentes et les machines usées et non soignées ; le prolétariat passait son temps à ruser avec la famine. Les vols dans les usines, devenus une sorte de compensation pour un travail misérablement payé, étaient chose courante, et cela malgré les fouilles quotidiennes que les fonctionnaires de la Tcheka faisaient à la sortie. Les prolétaires, qui avaient encore des attaches à la campagne, y allaient échanger des vivres contre de vieux vêtements, des allumettes ou du sel. Les trains étaient pleins de ces gens (mechotchniki) qui, à travers mille difficultés, apportaient des vivres vers les villes affamées. Et grande était la colère des prolétaires, quand les barrages de milice leur enlevaient la farine ou les pommes de terre qu'ils portaient sur leur dos, pour ne pas laisser leurs gosses mourir de faim. Soumis à la réquisition, les paysans semailent moins, malgré les menaces de famine consécutive aux mauvaises récoltes. Or, les mauvaises récoltes n'étaient pas rares, seulement, en temps ordinaire, la surface ensemençée était beaucoup plus grande et les paysans pouvaient faire quelques réserves pour les années noires.

Nous pouvons donc résumer la si-

(2) A ce moment le soviet de Cronstadt comprenait environ un tiers de sans-parti, un tiers de socialistes-révolutionnaires, un tiers de bolcheviks.

(3) Vetché : assemblée populaire des villes libres hanséatiques russes, Pskov et Novgorod. Place Yakornaïa - place de l'Ancre.

(4) Smolny - centre du parti bolchevique avant octobre, installé dans l'ancien Institut Smolny.



LA REVOLUTION RUSSE A 100 ANS (6)

tuation d'avant l'insurrection de Cronstadt comme un formidable décalage entre les choses promises et la situation de fait. Ce décalage, subi par une génération n'ayant pas encore perdu le sens des droits acquis du fait de la révolution, forma le fond psychologique essentiel de la révolte. Mais un conflit secondaire souleva également la flotte.

Depuis la paix de Brest-Litovsk, le gouvernement avait amorcé une réorganisation totale de l'armée sur la base d'une discipline rigoureuse, incompatible avec le principe de l'éligibilité des officiers par les soldats ; on y introduisait toute une gamme hiérarchique chassant l'esprit de démocratisation en vigueur au commencement de la révolution. Mais, dans la flotte, pour des raisons purement techniques, pareille réorganisation était impossible, vu que les éléments d'une certaine qualification technique ne pou-

vaient être remplacés par de nouvelles recrues. C'est pourquoi les anciennes moeurs révolutionnaires y persistaient et les marins y jouissaient encore du reste des libertés acquises en 1917. Cet état de choses, en contradiction flagrante avec l'esprit régnant dans le reste de l'armée, ne pouvait durer ; les divergences entre la base de la flotte et le commandement supérieur de l'armée s'accrochèrent, devenant brusquement aiguës avec la liquidation des fronts de guerre civile en Russie européenne. Le mécontentement existait non seulement dans la masse des marins sans-parti, mais également parmi les matelots communistes. Les tentatives pour "discipliner" la flotte en y introduisant les "moeurs de l'armée" rencontrèrent, dès 1920, une active résistance de leur part. Un des auteurs de ces mesures disciplinaires, Zof, membre du conseil révolutionnaire de guerre de la flotte baltique, fut officiellement accusé

par les marins communistes "d'esprit dictatorial".

Le bureaucratisme, le décalage très prononcé entre la "base et le sommet" fut constaté à plusieurs reprises lors de la seconde conférence de l'organisation des marins communistes en 1921.

Cet état d'esprit se manifesta également avec vigueur lors des élections pour le 8e Congrès des Soviets en décembre 1920, quand, à la base navale de Pétrograd, une grande partie des marins quittèrent démonstrativement la réunion électorale, protestant ouvertement contre l'envoi délégués de gens du sommet du Politotdiel et du Comflotte (c'est-à-dire de deux organisations qui détenaient entre leurs mains le contrôle politique de la flotte).

Ida METT.

L'insurrection de Kronstadt ou la troisième révolution

Tentatives de négociations.

Le 5 mars, soit deux jours avant que le bombardement de Kronstadt commence, un groupe d'anarchistes menés par E. Goldman et A. Berkman se proposent comme intermédiaires pour faciliter les négociations entre insurgés et gouvernement (l'influence des anarchistes a été particulièrement forte dans Kronstadt entre 1917 et 1921). Mais ce geste est ignoré par les bolcheviks. Quelques années plus tard, Victor Serge reconnaît que « même quand le combat avait commencé, il aurait été facile d'éviter tout cela : il était seulement nécessaire d'accepter la médiation offerte par les anarchistes (notamment Emma Goldman et Alexandre Berkman) qui avaient des contacts avec les insurgés. Pour des raisons de prestige et par un excès d'autoritarisme, le Comité central refusera cette possibilité. »

L'ultimatum.

« Le gouvernement ouvrier et paysan a décrété que Kronstadt et les équipages rebelles doivent se soumettre immédiatement à l'autorité de la république soviétique. J'ordonne par conséquent, à tous ceux qui ont levé la main contre la patrie socialiste de poser les armes immédiatement. Les récalcitrants devront être désarmés et remis aux autorités soviétiques. Les commissaires et autres représentants du gouvernement doivent être libérés immédiatement. Je donne en même temps les ordres nécessaires pour

la répression de la révolte et la soumission des rebelles par la force armée. La responsabilité des désastres qui s'abatront sur la population pacifique retombera entièrement sur la tête des muyins gardes-blancs.

Cet avertissement est définitif.

Signé : Trotsky.

Transmis par radio le 5 mars.

Ce même jour, dans un tract du Comité de Défense de Petrograd, dirigé par Zinoviev, et transmis par la radio puis lancé par avion, il est indiqué : SI VOUS RESISTEZ, ON VOUS TIRERA COMME DES PERDRIX et les familles des marins à Petrograd seront prises en otage.

Rendez-vous tout de suite sans perdre une minute. Sa faute sera pardonnée à celui qui se rendra immédiatement ! Etc.

Attaque de Kronstadt par l'Armée rouge

L'ultimatum de Trotsky est refusé le 7 mars 1921 : dans les Izvestias de Kronstadt on dénonçait Trotsky, le « dictateur de la Russie soviétique ».

Le premier assaut, le soir du 7 mars, est un échec et 500 soldats de l'Armée rouge furent tués. Les soldats, sous les ordres de toukhatchevsky, devaient attaquer sur plusieurs kilomètres de glace, sous les obus et la mitraille de Kronstadt. Des grappes entières de soldats périrent noyés dans l'eau glacée ; percés par les obus, des régiments s'affolent et se débattent. « Après que le Golfe eut avalé ses premières victimes, » l'historien Paul

Avrich (1) relève que « certains des soldats rouges, y compris un corps de Peterhof Kursanty, commencèrent à passer aux insurgés. D'autres refusèrent d'avancer, malgré les menaces des canonnières à l'arrière qui eurent ordre de tirer sur les hésitants. Le commissaire du groupe nord signala que ses troupes voulurent envoyer une délégation à Kronstadt pour connaître les demandes des insurgés. »

Le 8 mars, débutait le Xe congrès du parti communiste (bolchevik). L'ensemble des tendances du Parti soutiennent alors la répression, y compris l'Opposition Ouvrière dirigée par A. Kollontai et Chliapnikov. Victor Serge a également soutenu la répression : « Avec bien des hésitations et une angoisse inexprimable, mes amis communistes et moi, nous nous prononçons finalement pour le parti. Voici pourquoi. Kronstadt avait raison. Kronstadt commençait une nouvelle révolution libératrice, celle de la démocratie populaire. "La troisième révolution" disaient certains anarchistes bourrés d'illusions enfantines. [...] Si la dictature bolchevik tombait, c'était à brève échéance le chaos, à travers le chaos la poussée paysanne, le massacre des communistes, le retour des émigrés et finalement une autre dictature anti-prolétarienne par la force des choses. » écrira-t-il.

La répression qui s'ensuit

Dès le début, les bureaucrates de Petrograd employèrent le système des otages en arrêtant les familles des marins, soldats de l'armée rouge et ouvriers

1 ? Paul Avrich (1936/ 2006). Professeur et historien. Il initia des recherches sur l'anarchisme. Il a laissé une contribution principale sur l'histoire du mouvement anarchiste aux États-Unis ainsi qu' en Russie dont : La tragédie de Kronstadt 1921, éditions seuil: Points histoire - 1970.



LA REVOLUTION RUSSE A 100 ANS (6)

de Kronstadt qui habitaient Petrograd, parce que quelques commissaires de Kronstadt - dont pas un seul ne fut fusillé - avaient été arrêtés. La détention des otages fut portée à la connaissance de Kronstadt par voie de tracts lancés par avion. Dans sa réponse par radio, Kronstadt déclara le 7 mars «qu'il ne voulait pas imiter Petrograd car il estime qu'un pareil acte, même effectué dans un accès de haine désespérée, est le plus honteux et le plus lâche à tous les points de vue. L'histoire n'a pas encore connu de pareils procédés.» (dans les Izvestias 7 mars 1921) du Comité Révolutionnaire de Kronstadt.

La nuit du 16 au 17 mars, sont arrêtés plus de 100 meneurs de l'insurrection, dont 74 sont publiquement abattus. L'assaut final a lieu le 17 et, une fois les forces bolcheviques entrées finalement dans la place, « les troupes attaquantes prendront vengeance pour leurs camarades tombés dans une orgie de sang. »(1) Après dix jours de constantes attaques, la révolte de Kronstadt est finalement écrasée par l'armée rouge. Paul Avrich écrivit dans son livre (*La tragédie de Kronstadt -1921*) que : « Trotsky et son commandant en chef, S. kamenev étaient prêts à faire appel à la guerre chimique contre les insurgés et, si Kronstadt avait résisté plus longtemps. Les plans d'une attaque au gaz, par obus et par ballon, mis au point par les cadets de l'école supérieure de chimie militaire auraient été mis à exécution.

La répression ne se termine pas ici. Des prisonniers emmenés à Petrograd sont exécutés au long des mois qui suivent. « Ce massacre prolongé fut dirigé ou autorisé par dzerjinsky (...) La responsabilité du Comité central bolchevique aura été simplement énorme [et] la répression qui s'en suivit... inutilement barbare. »(2)

Les pertes bolcheviques sont estimées à plus de 10000 morts. Aucun chiffre fiable sur les rebelles tués, exécutés par la tchéka ou plus tard ou déportés dans des camps de prisonniers n'est disponible. la répression a fait des milliers de victimes. 8000 réfugiés, la plupart des marins, passèrent en Finlande. Après l'écrasement de la révolte, 4836 marins de Kronstadt sont arrêtés et transférés en Crimée ou dans le Caucase. Lénine ordonne le 19 avril qu'ils soient finalement envoyés dans des camps de travail obligatoire (futurs camps du Goulag) des régions d'Arkhangelsk, de Vologda et de Mourmansk. Huit mille marins, soldats et civils s'échappent vers la Finlande en marchant sur la glace. Les équipages du Petropavlovsk et du Sébastopol combattent jusqu'au dernier, de même que les cadets de l'école de mécanique, du détachement de torpilles et de l'unité des communications. Un communiqué statistique de la section spéciale de la Troïka extraordinaire du 1er mai déclare que 6528 rebelles ont été arrêtés, 2168 exécutés (33 %), 1955 condamnés au travail

APPEL AU « PROLÉTARIAT ET RÉVOLUTIONNAIRES DE TOUS LES PAYS » PAR LA FÉDÉRATION ANARCHISTE COMMUNISTE CHINOISE. (PARU EN 1926 DANS LE « DIELO TROUDA » N°9 (1))

Trois révolutions ont eu lieu en Russie

La première a eu lieu le 12 mars 1917 avec la formation d'un gouvernement de coalition, avec la participation des partis bourgeois, des mencheviks et de la fraction de droite des socialistes révolutionnaires. Tous considéraient que la classe ouvrière devait travailler pour et avec la bourgeoisie. Mais le prolétariat révolutionnaire refusa et renversa ce gouvernement socialiste-bourgeois.

Cette seconde révolution se fit le 7 novembre 1917. Les bolcheviks profitèrent du mouvement révolutionnaire créé par les ouvriers et les soldats de Petrograd pour accomplir un coup d'État militaire. Ils dupèrent le prolétariat révolutionnaire en lui faisant croire que les soviets dirigeaient la Russie. Mais nous savons bien que les bolcheviks ne peuvent être que des dictateurs de parti. En outre, le dirigisme bolchevik a détruit le caractère socialiste de la production

et a opprimé le prolétariat. Les ouvriers et paysans, ne purent accepter la politique du gouvernement «soviétique» et commencèrent à faire la grève et à s'insurger dans les villes et les campagnes.

A Kronstadt et en Ukraine, les ouvriers et paysans révolutionnaires organisèrent une lutte armée contre les nouveaux oppresseurs du peuple, tout en ayant contribué de façon décisive à éliminer les « blancs-gardistes ». Achevant ainsi la deuxième révolution.

L'insurrection de Kronstadt et le mouvement Makhnoviste constituent la 3^e révolution. Leur mot d'ordre était :

« A bas la dictature du Parti !
Vive les soviets libres ». ...etc

1/ . Le journal *Dielo Trouda* (la Cause Ouvrière) fut fondé à Paris en 1925 par un groupe de militants anarchistes Russes et Ukrainiens réfugiés en France pour fuir la répression bolchevik. Parmi eux : N.Makhno, I. Mett, P. Archinoff etc. Acteurs et témoins de la révolution russe.

obligatoire (dont 1486 pour cinq années), et 1272 libérés. Les familles des insurgés sont déportées en Sibérie, considérée comme « seule région appropriée » pour elles.

« Ils (à Kronstadt) ne veulent pas de gardes blancs mais ils ne veulent pas non plus de notre régime. » Lénine discours au X^e congrès.

Après que la révolte ait été anéantie, le gouvernement bolchevique réorganise la forteresse. Les vainqueurs entreprennent d'éliminer toutes les traces de la révolte, la place d'Ancre devenant « Place révolutionnaire » et les cuirassés rebelles Petropavlovsk et Sébastopol étant rebaptisés respectivement Marat et Commune de Paris. Le lendemain Lénine, Trostky et la bureaucratie célébreront sans vergogne : « le cinquantenaire de la commune de Paris ».

MZ Caen le 15 06 2017



2. V Serge : Mémoire d'un révolutionnaire.

ADRESSE DES INSURGÉS DE KRONSTADT

«Aux ouvriers du monde entier»

Le 6 mars, les insurgés envoyèrent un message radio «proclamant : « aux ouvriers du monde entier »,

« Nous sommes partisans du pouvoir des soviets, non des partis. Nous sommes pour l'élection libre de représentants des masses travailleuses. Les soviets fantoches manipulés par le Parti communiste ont toujours été sourds à nos besoins et à nos revendications ; nous n'avons reçu qu'une réponse : la mitraille [...]. Camarades ! Non seulement ils vous trompent, mais ils travestissent délibérément la vérité et nous diffament de la façon la plus méprisable [...]. À Kronstadt, tout le pouvoir est exclusivement entre les mains des marins, soldats et ouvriers révolutionnaires [...]. Vive le prolétariat et la paysannerie révolutionnaire ! Vive le pouvoir des soviets librement élus ! ». (1)

Le soviét de Kronstadt écrivit : « Il est clair que le parti communiste russe n'est pas le défenseur des travailleurs qu'il prétend être. Les intérêts des travailleurs lui sont étrangers. S'étant emparé du pouvoir, il n'a plus qu'une seule crainte : le perdre et c'est pourquoi il croit que tous les moyens lui sont bons : calomnie, violence, fourberie, assassinat, vengeance sur la famille des rebelles. [...] Ici, à Kronstadt, nous avons posé la première pierre de la troisième révolution qui fera sauter les dernières entraves des masses laborieuses et ouvrira toute grande la voie nouvelle de la créativité socialiste. [...] Sans coup férier, sans qu'une goutte de sang ait été versée, le premier pas a été franchi. Les travailleurs ne veulent pas de sang. Ils ne le verseront que réduits à l'autodéfense. [...] Les ouvriers et les paysans ne cessent d'aller de l'avant, laissant derrière eux l'Assemblée constituante et son régime bourgeois, la dictature communiste, sa Tchéka et son capitalisme d'État ». (2)

1. cité par E. Goldman.

2. Dans les « Izvestia », le journal de Kronstadt.

L'insurrection de Cronstadt et la destinée de la Révolution russe

Ante Ciliga



LES MASSES ET LA BUREAUCRATIE EN 1920-1921

Tout le monde est maintenant d'accord pour reconnaître qu'au cours de l'hiver 1920-1921, la Révolution russe vivait un moment particulièrement critique : l'offensive en Pologne s'était terminée par la défaite de Varsovie, aucune révolution sociale n'éclatait dans l'Europe occidentale, la Révolution russe demeurait isolée, la famine et la désorganisation s'emparaient du pays entier ; le péril de la restauration bourgeoise frappait aux portes de la révolution. En ce moment critique, les différentes classes et partis qui existaient à l'intérieur du camp révolutionnaire présentent chacun leurs solutions pour résoudre la crise.

Le gouvernement soviétique et les sphères supérieures du parti communiste appliquèrent leur programme du renforcement du pouvoir de la bureaucratie. L'attribution aux «Comités exécutifs» des pouvoirs attribués jusqu'alors aux soviets, le remplacement de la dictature de la classe par celle du parti, le déplacement de l'autorité à l'intérieur même du parti, de ses membres à ses cadres, la substitution au double pouvoir de la bureaucratie et des ouvriers dans les usines du seul pouvoir de l'appareil, tout cela devait «sauver la Révolution !» C'est à ce moment que Boukharine prononça son plaidoyer en faveur du «bonapartisme prolétarien». «En se limitant

lui-même», le prolétariat aurait soi-disant facilité la lutte contre la contre-révolution bourgeoise.

Ainsi se manifestait déjà l'énorme suffisance, quasi messianique, de la bureaucratie communiste.

Les 9^e et 10^e congrès du parti communiste, ainsi que l'intervalle d'une année qui les sépara, se passèrent sous le signe de cette nouvelle politique. Lénine en fut le réalisateur rigide, et Trotsky le troubadour. La bureaucratie prévenait la restauration bourgeoise... en éliminant les traits prolétariens de la révolution.

La formation de «l'opposition ouvrière» au sein du parti, appuyée, non seulement par la fraction prolétarienne du parti, mais aussi par la grande masse des ouvriers sans parti, la grève générale du prolétariat de Pétrograd peu avant la révolte de Cronstadt, et enfin cette insurrection elle-même, tout cela exprimait les aspirations des masses qui sentaient, plus ou moins clairement, qu'une «tierce personne» était en train de porter atteinte à ses conquêtes. Le mouvement des paysans pauvres de Makhno en Ukraine fut, dans l'ensemble, la conséquence des mêmes résistances. Lorsqu'on examine, avec le recul historique dont nous disposons maintenant, les luttes de 1920-1921, on est frappé de voir que ces masses dispersées, affaiblies et affaiblies par la désorganisation économique, ont néanmoins trouvé en elles la force de formuler avec autant de précision leur position sociale et politique, et de la défendre, à la fois, contre la bureaucratie et contre la bourgeoisie.

LE PROGRAMME DE CRONSTADT

Pour ne pas nous contenter, comme Trotsky, de simples affirmations, soumettons aux lecteurs la résolution qui servit de programme au mouvement de Cronstadt. Nous la reproduisons en entier, en raison de son énorme importance historique. Elle fut adoptée le 28 février par les marins du cuirassé «Petrovavlovsk» et acceptée ensuite par tous les marins, soldats et ouvriers de Cronstadt.

«Après avoir entendu les représentants des équipages qui ont été délégués par l'assemblée générale des bâtiments pour se rendre compte de la situation à

Pétrograd, cette assemblée prend les décisions suivantes

I. Organiser immédiatement des élections aux soviets avec vote secret et en ayant soin d'organiser une libre propagande électorale pour tous les ouvriers et paysans, vu que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans ;

II. Accorder la liberté de la parole et de la presse pour les ouvriers et les paysans, pour les anarchistes et les partis socialistes de gauche ;

III. Donner la liberté de réunion et la liberté d'association aux organisations syndicales et paysannes ;

IV. Organiser, pour le 10 mars 1921 au plus tard, une conférence sans-parti des ouvriers, soldats rouges et matelots de Pétrograd, de Cronstadt et du district de Pétrograd ;

V. Libérer tous les prisonniers politiques appartenant aux partis socialistes, ainsi que tous les ouvriers et paysans, soldats rouges et marins emprisonnés pour des faits en rapport avec des mouvements ouvriers et paysans ;

VI. Élire une commission pour la révision des cas de ceux qui sont détenus dans les prisons ou les camps de concentration ;

VII. Supprimer tous les «politotdiel» (1), car aucun parti ne peut avoir de privilèges pour la propagande de ses idées ni recevoir de l'État des ressources dans ce but. A leur place, il doit être créé des commissions culturelles élues, auxquelles les ressources doivent être fournies par l'État ;

VIII. Supprimer immédiatement tous les «zagraditelnyé otriady» (2) ;

IX. Fournir, à tous les travailleurs une ration égale, à l'exception de ceux des métiers insalubres qui pourront avoir une ration supérieure ;

X. Supprimer les détachements de combat communistes dans toutes les unités militaires, et faire disparaître dans les usines et fabriques le service de garde effectué par les communistes. Si on a besoin de détachements de combat, les désigner par compagnie dans chaque unité militaire ; dans les usines et fabriques les services de garde doivent être établis conformément à l'avis des ouvriers ;

XI. Donner aux paysans le droit de travailler leurs terres comme ils le désirent, ainsi que celui d'avoir du bétail,

1. Sections politiques du parti communiste existant dans la plupart des institutions d'État.

2. Zagraditelnyé otriady : détachements policiers créés officiellement pour lutter contre l'agiotage, mais qui en fin de compte confisquaient tout ce que la population affamée, les ouvriers compris, amenaient des campagnes pour la consommation personnelle.

3. Élèves-officiers.



LA REVOLUTION RUSSE A 100 ANS (6)

mais tout cela par leur propre travail, sans aucun emploi de travail salarié ;

XII. Demander à toutes les unités militaires ainsi qu'aux camarades «kour-santy» (3) de s'associer à cette résolution ;

XIII. Exiger qu'on donne dans la presse une large publicité à toutes les résolutions ;

XIV. Désigner un bureau mobile de contrôle ;

XV. Autoriser la production artisanale libre, sans emploi de travail salarié.»

Ce sont là des formules frustes, certaines mêmes insuffisantes, mais qui sont toutes imprégnées de l'esprit d'Octobre, et il n'y a pas de calomnie au monde qui puisse faire douter de la liaison intime existant entre cette résolution et le sentiment qui guidait les expropriateurs de 1917.

La profondeur des principes qui animent cette résolution se trouve montrée par le fait qu'elle est encore largement actuelle. On peut, en effet, l'opposer aussi bien au régime de Staline de 1938 qu'à celui de Lénine de 1921. Il y a même plus : les propres exigences de Trotsky à l'encontre du régime de Staline ne sont que la reproduction, timide il est vrai, des revendications de Cronstadt. D'ailleurs, quel autre programme, quelque peu socialiste, pourrait être opposé à l'oligarchie bureaucratique en dehors de ceux de Cronstadt et de l'Opposition ouvrière ?

Le début de la résolution montre la liaison étroite qui existait entre les mouvements de Pétrograd et de Cronstadt. La tentative de Trotsky d'opposer les ouvriers de Pétrograd à ceux de Cronstadt afin de consolider la légende du caractère contre-révolutionnaire du mouvement de Cronstadt se heurte à Trotsky lui-même : en 1921, Trotsky, en effet, plaidant pour la nécessité dans laquelle Lénine s'était trouvé de supprimer la démocratie au sein des soviets et du parti, accusait les grandes masses, dans le parti et en dehors du parti, de sympathiser avec Cronstadt. Il admettait donc à ce moment que, bien que les ouvriers de Pétrograd et de l'Opposition ouvrière n'aient point été jusqu'à la résistance à main armée, leur sympathie au moins allait à Cronstadt.

L'assertion de Trotsky suivant laquelle «l'insurrection aurait été inspirée par le désir d'obtenir une ration privilégiée» est encore plus effarante. Ainsi, c'est l'un de ces privilégiés du Kremlin, pour lesquels les rations étaient très supérieures à celles des autres, qui ose lancer un semblable reproche, et cela à des hommes qui, dans le paragraphe IX de leur résolution, réclamaient explicitement l'égalisation de la ration ! Ce détail montre à quel point l'aveuglement bureaucratique de Trotsky est infini et désespéré.

Les articles de Trotsky ne s'écartent pas d'un seul pas de la légende forgée

autrefois par le Comité central du parti. Certes, Trotsky mérite l'estime du mouvement ouvrier international pour avoir refusé, à partir de 1928, de continuer à participer à la dégénérescence bureaucratique et aux nouvelles «épurations» destinées à priver la Révolution de tous ses éléments de gauche ; il préféra, être éliminé lui-même. Il mérite plus encore d'être défendu contre la calomnie et les attentats de Staline. Mais tout cela ne donne pas à Trotsky le droit d'insulter les masses travailleuses de 1921. Au contraire ! Plus que tout autre, Trotsky aurait dû fournir une nouvelle appréciation de l'initiative prise par Cronstadt, initiative d'une valeur historique considérable, initiative prise par des militants de la base afin de lutter contre la première «épuration» sanglante entreprise par la bureaucratie.

L'attitude des travailleurs russes au cours de l'hiver tragique 1920-1921 témoigne qu'un instinct social profond et un noble héroïsme animèrent les classes laborieuses de Russie, non seulement durant la montée de la Révolution, mais aussi lors de la crise qui la mit en péril mortel.

Ni les combattants de Cronstadt, ni les ouvriers de Pétrograd, ni les communistes du rang, ne disposaient déjà plus, il est vrai, au cours de cet hiver, d'autant d'énergie révolutionnaire qu'en 1917-1919, mais tout ce qu'il y avait encore de socialiste et de révolutionnaire dans cette Russie de 1921, c'était la base qui le possédait. En s'opposant à celle-ci, Lénine et Trotsky, d'accord avec Staline, avec Zinoviev, Kaganovitch et autres, répondaient aux désirs et servaient les intérêts des cadres bureaucratiques. Les ouvriers luttaient alors pour le socialisme dont la bureaucratie poursuivait déjà la liquidation. C'est là qu'est le fond du problème.

CRONSTADT ET LA N.E.P.

On croit assez communément que Cronstadt exigeait l'introduction de la N.E.P. ; c'est là une profonde erreur. La résolution de Cronstadt se prononçait pour la défense des travailleurs, non seulement contre le capitalisme bureaucratique d'État, mais aussi contre la restauration du capitalisme privé. Cette restauration était exigée — contrairement à Cronstadt — par les social-démocrates, qui la combinaient avec un régime de démocratie politique. Et ce sont Lénine et Trotsky qui la réalisèrent en grande partie, (mais sans démocratie politique) sous la forme de la N.E.P. La résolution de Cronstadt disait, elle, tout le contraire puisqu'elle s'affirmait contre le salariat dans l'agriculture et l'artisanat.

Cette résolution, et le mouvement, auquel elle servit de base, tendaient à l'alliance révolutionnaire des prolétaires et des paysans travailleurs, avec les milieux les plus pauvres des campagnes, afin que la révolution se développe vers



L'armée rouge à l'assaut de Kronstadt

le socialisme ; la N.E.P. était, au contraire, l'union des bureaucrates avec les couches supérieures du village contre le prolétariat, c'était l'alliance du capitalisme d'État et du capitalisme privé contre le socialisme. La N.E.P. est autant antagoniste des revendications de Cronstadt que, par exemple, le programme socialiste révolutionnaire de l'abolition du système de Versailles surgissant devant le prolétariat d'avant-garde européen est opposé à l'abrogation du traité de Versailles telle qu'elle fut réalisée par Hitler.

Voici, enfin, une dernière accusation couramment répandue : des initiatives comme celle de Cronstadt pouvaient indirectement déchaîner les forces de la contre-révolution. Il est possible en effet que même en se plaçant sur la base de la démocratie ouvrière, la révolution ait finalement échoué, mais ce qui est certain, c'est qu'elle a péri, et qu'elle a péri du fait de la politique des dirigeants : la répression de Cronstadt, la suppression de la démocratie ouvrière et soviétique par le 10^e congrès du parti communiste russe, l'élimination du prolétariat de la gestion de l'industrie, l'introduction de la N.E.P. signifiaient déjà la mort de la Révolution.

C'est précisément à la fin de la guerre civile que se produisit la scission de la société post-révolutionnaire en deux groupes fondamentaux : les masses travailleuses et la bureaucratie. Dans ses aspirations socialistes et internationalistes la révolution russe fut étouffée ; dans ses tendances nationalistes, bureaucratiques, de capitalisme d'État, elle se développa et se consolida.

C'est à partir de là et sur cette base que chaque année, de plus en plus nettement, l'amoralisme bolchevique, si souvent évoqué, acquit le développement qui devait conduire aux procès de Moscou. La logique implacable des choses s'était manifestée : lorsque des révolutionnaires, demeurant tels en paroles, accomplissent, en fait, les tâches de la réaction et de la contre-révolution, ils doivent inéluctablement avoir recours au mensonge, à la calomnie et à la falsification. Ce système du mensonge généralisé est la conséquence, non la cause,

Ante Ciliga
DIX ANS AU PAYS
DU MENSONGE
DÉCONCERTANT



LA REVOLUTION RUSSE A 100 ANS (6)

de la séparation du parti bolcheviste d'avec le socialisme et le prolétariat.

Je me permets, pour corroborer ce qui est dit cidessus, de citer des témoignages sur Cronstadt d'hommes que j'ai rencontrés dans la Russie des Soviets.

— Ceux de Cronstadt? Ils eurent parfaitement raison ; ils sont intervenus pour défendre les ouvriers de Pétrograd ; ce fut un malentendu tragique que Lénine et Trotsky, au lieu de s'entendre avec eux, leur livrèrent bataille, me disait, en 1932, Dch., qui, en 1921, était ouvrier sans parti à Pétrograd et que je connus dans l'isolateur politique de Verkhnié-Oural'sk comme trotskyste.

— C'est une fable qu'au point de vue social, le Cronstadt de 1921 ait eu une population toute différente de celle de 1917, me disait en prison un autre Pétrogradois, Dv., qui, en 1921, était membre des Jeunesses Communistes, et fut emprisonné en 1932 comme «déciste» (membre du groupe Saponov, du «Centralisme démocratique»).

J'eus aussi l'occasion de connaître l'un de ceux qui avaient effectivement participé au soulèvement de Cronstadt. C'était un ancien mécanicien de la marine, communiste dès 1917, qui avait activement pris part à la guerre civile, dirigé un certain temps une Tchêka de province quelque part sur la Volga, et se trouvait en 1921 à Cronstadt en qualité de commissaire politique, sur le navire de guerre «Marat» (ex-«Pétropavlovsk»). Lorsque je le vis, en 1980, dans la prison de Léninegrad, il venait de passer huit ans aux îles Solovetski.

LES MOYENS DE LUTTE

Les travailleurs de Cronstadt poursuivaient des buts révolutionnaires en

luttant contre les tentatives réactionnaires de la bureaucratie et en se servant de moyens propres et honnêtes. Par contre, la bureaucratie diffamait odieusement leur mouvement, prétendant qu'il était dirigé par le général Kozlovski. En fait, ceux de Cronstadt voulaient honnêtement, en camarades, discuter les questions litigieuses avec des représentants du gouvernement. Leur initiative eut d'abord un caractère défensif — c'est pour cette raison qu'ils n'occupèrent pas en temps voulu Oranienbaum, sur la côte en face de Cronstadt.

Dès le début, les bureaucrates de Pétrograd employèrent le système des otages en arrêtant les familles des marins, soldats de l'armée rouge et ouvriers de Cronstadt qui habitaient Pétrograd, parce que quelques commissaires de Cronstadt — dont pas un seul ne fut fusillé — avaient été arrêtés. La détention des otages fut portée à la connaissance de Cronstadt par voie de tracts lancés par avion.

Dans sa réponse par radio, Cronstadt déclara le 7 mars «qu'il ne voulait pas imiter Pétrograd car il estime qu'un pareil acte, même effectué dans un accès de haine désespérée, est le plus honteux et le plus lâche à tous les points de vue. L'histoire n'a pas encore connu de pareils procédés.» (Izvestia du Comité Révolutionnaire de Cronstadt, 7 mars 1921). Le nouveau milieu dirigeant comprenait, lui, beaucoup mieux que les «rebelles» de Cronstadt la signification de la lutte sociale qui commençait, la profondeur de l'antagonisme des classes qui le séparait des travailleurs. C'est en cela que réside la tragédie de toutes les révolutions dans la période de leur déclin.

Mais lorsque le conflit militaire fut imposé à Cronstadt, celui-ci trouva encore en lui la force de formuler les mots d'ordre de la «troisième révolution» qui demeurèrent depuis lors le programme du socialisme russe de l'avenir (4).

BILAN

Il y a des raisons de penser qu'étant donné le rapport des forces du prolétariat et de la bourgeoisie, du socialisme et du capitalisme, qui existait en Russie et en Europe au début de 1921, la lutte pour le développement socialiste de la révolution russe était vouée à un échec. Dans ces conditions, le programme socialiste des masses ne pouvait vaincre ; il fallait s'attendre au triomphe de la contre-révolution déclarée ou camouflée sous l'aspect d'une dégénérescence (comme cela s'est produit en fait).

Mais pareille conception des processus de la révolution russe ne diminue nullement, dans le domaine de principe, l'importance historique du programme et des efforts des masses travailleuses. Au contraire, ce programme constitue le point de départ d'où commencera le

nouveau cycle du développement révolutionnaire et socialiste. En effet, toute révolution nouvelle commence non sur la base où débuta la précédente, mais en partant du point où la révolution antérieure a subi un enrayement mortel.

L'expérience de la dégénérescence de la révolution russe pose de nouveau devant la conscience du socialisme international un problème sociologique extrêmement important : pourquoi dans la révolution russe, comme dans deux autres grandes révolutions antérieures, celles d'Angleterre et de France, est-ce de l'intérieur que la contre-révolution a triomphé au moment où les forces révolutionnaires s'épuisaient, et par le moyen du parti révolutionnaire lui-même («épuré», il est vrai, de ses éléments de gauche) ?

Le marxisme estimait que la révolution socialiste, une fois commencée, ou bien serait assurée d'un développement graduel et continu menant au socialisme intégral, ou bien irait à une défaite se réalisant sous la forme d'une restauration bourgeoise.

L'ensemble de la révolution russe pose d'une façon toute nouvelle le problème du mécanisme de la révolution socialiste. Cette question doit devenir primordiale dans la discussion internationale. Dans cette discussion, le problème de Cronstadt peut et doit avoir une place digne de lui.

Ante Ciliga

Publié dans *La Révolution Proletarienne* N°278 du 10 septembre 1938

(Une réédition a été réalisée en 1983 par les Editions Allia).

4. Un ouvrage d'ensemble sur Cronstadt, contenant des documents essentiels sur ces journées historiques, vient d'être établi par Ida Mett. Sa publication apporterait, à mon avis, une contribution opportune à la discussion internationale qui se développe actuellement



ANTE CILIGA

Ante Ciliga naît à Chegotichi en Yougoslavie en 1898. Dès 1919 il participe à la lutte des éléments progressistes de ce pays contre l'oppression des Kagageorgévitch. Devient secrétaire du parti communiste de Croatie à 24 ans. Membre du Politbureau du comité central du parti communiste yougoslave, il en est le délégué à Vienne. Envoyé en 1926 à Moscou, il enseigne à l'école du parti yougoslave. Travaille également dans la section balkanique du Komintern. En 1929 il adhère à l'opposition. Arrêté en 1930 et sans avoir été entendu, il est jugé et condamné par le Guépéou. Il passe trois ans en prison à Leningrad dans l'isolateur de Vierkhnié-Oural'sk avant d'être déporté en Sibérie. Échappe à la mort par une mesure d'expulsion ordonnée par Vichinski en 1936.

La même année Ciliga entreprend la rédaction de ce qui deviendra Dix ans au pays du mensonge déconcertant. La première édition publiée par Gallimard porte le titre : Au Pays du mensonge, et se voit amputée par l'éditeur des 4/5èmes du chapitre sur Lénine. Publiée en 1950 par Les Iles d'Or, la deuxième édition paraît sous le titre : Au pays du mensonge déconcertant suivi de Sibérie terre d'exil et de l'industrialisation. Cette fois le chapitre sur Lénine figure dans son entier, mais c'est l'ensemble du texte qui se trouve abrégé. Ce n'est qu'en 1977 que les éditions Champ Libre publient intégralement les deux textes, écrits respectivement en 1936 et 1941.

Ante Ciliga est également l'auteur de : *Lénine et la révolution*, publié par les éditions Spartacus en 1948. *La Révolution Proletarienne* a publié : «De Mussolini à De Gasperi» en juin 1948 et «Les slaves du Sud entre l'est et l'ouest» en novembre 1950. «La crise de l'État dans la Yougoslavie de Tito» est paru à Paris en 1974.



Stepan Maximovitch Petritchenco, un anarchiste ukrainien, métallurgiste puis marin sur le fameux cuirassé Petropavlovsk. Il est élu en mars 1921 président du Comité révolutionnaire provisoire pendant la révolte de Cronstadt contre les bolcheviks. Il meurt en prison en 1947.

MEXIQUE : AUTOUR DES COMMUNAUTÉS INDIENNES ET ZAPATISTES

Après l'interview de Claudio Albertani qui est parue dans CA de juin, la discussion avec Rafael Miranda que nous publions ici apporte un regard supplémentaire sur la situation politique et sociale mexicaine, plus particulièrement au Chiapas. Rafael, que

nous avons rencontré à San Cristobal de Las Casas, anime la chaire inter-institutionnelle Cornelius Castoriadis (CICC) autour des questions de l'autonomie et de leur mise en pratique dans les mouvements sociaux au Chiapas.

Où en sont le mouvement zapatiste, les communautés indiennes, le mouvement culturel... ?

Où en est le rapport de forces avec le pouvoir ?

Ce qui s'est passé ces vingt dernières années au Chiapas a un rapport avec le travail qui avait été fait pendant des décennies par la théologie de la libération. Les zapatistes sont, à l'origine, une structure militaire assez formelle, stricte, rigide. Quand ils sont arrivés au Chiapas, dès 1980 [*l'Armée zapatiste de libération nationale, ou EZLN, a été créée le 17 novembre 1983 dans la forêt Lacandone*], ils sont entrés en contact avec toutes les communautés indiennes qui étaient plus ou moins liées à la théologie de la libération et se sont servis de ce travail réalisé auparavant. Le mouvement zapatiste avait au départ un profil assez traditionnel, par son mélange de foquisme [*théorie révolutionnaire inspirée de Che Guevara et prônant la création de multiples foyers de guérilla*] latino-américain et de marxisme, mais il a un peu évolué ensuite au contact des communautés rurales indiennes rattachées au diocèse de San Cristobal de Las Casas, qui sont pour la plupart des Tzotzils [*groupe linguistique maya*].

Ensuite il y a eu les événements de 1994, avec la prise de San Cristobal et d'Ocosingo par l'EZLN. Ces villes du Chiapas ont été prises de façon symbolique, en fait, car l'EZLN n'avait pas de réelle capacité militaire, mais cela a permis aux zapatistes d'être présents dans les médias. En quelques années ils ont réussi, grâce à ce travail qu'ils ont fait avec les communautés indiennes, à mettre dans l'agenda politique international les droits humains des peuples indiens, ce qui est évidemment très positif...

Mais une partie de leur projet est restée un peu en arrière : celle de créer un monde différent, une société alternative. Les militaires ont ensuite repris les villes occupées et ont investi pratiquement tout le territoire du Chiapas. Alors les zapatistes se sont repliés sur le travail à faire à l'intérieur des communautés – construire

des systèmes de santé et d'éducation alternatifs... Ils ont refusé tous les projets venant des gouvernements local et fédéral, pour éviter de faire des alliances avec ces pouvoirs.

Une coopération internationale s'est mise en place, avec pas mal de groupes solidaires qui se sont donné comme objectif de constituer des réseaux afin de renforcer le mouvement. Des choses intéressantes ont été réalisées, comme des structures alternatives de santé fonctionnant avec des volontaires extérieurs qui sont souvent restés là plusieurs années.

Moi, par exemple, j'ai participé à la mise en place de petites fermes pour produire des lombrics de compost et aider des femmes qui voulaient faire du café organique [*bio*]...

Les communautés indiennes du Chiapas, bien que très proches de la théologie de la libération, ne faisaient pas vraiment de la politique dans le sens de rechercher une vie alternative, etc. Il s'agissait pour elles de maintenir une culture traditionnelle mélangée à des valeurs catholiques. Il n'y avait donc pas vraiment de grande tradition politique à la base. Mais avec les zapatistes s'est mis en place une sorte d'espace de discussion dans lequel les choses se socialisent, et à partir de là s'est développée une culture politique dans le sens plus traditionnel. Ce qui a posé quelques problèmes. D'une part, cela a introduit une structure hiérarchique dans laquelle il y a ceux qui savent parler en public, qui disent plus ou moins ce qu'il faut faire, tandis que les autres suivent – c'est une vieille histoire. D'autre part, les premiers zapatistes, ceux qui sont venus d'ailleurs, ne sont pas du tout catholiques ; ils sont athées alors que la base zapatiste est en majorité fortement catholique... ce qui pose évidemment des problèmes, par exemple sur le rôle des femmes.

Du fait de l'absence d'une véritable culture politique dans les communautés indiennes, les programmes que le gouvernement a continué à leur offrir ont entraîné des divisions : il y a eu, d'un côté, des communautés qui restaient très mili-

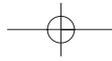
tantes et avec les zapatistes ; de l'autre, des communautés qui ont commencé à faire des alliances avec le gouvernement pour bénéficier d'aides sociales... Mais malgré tout, même avec ces accords, le pouvoir fédéral ne peut pas, aujourd'hui, intervenir trop directement dans la « zone autonome zapatiste » [*qui comprend plusieurs villages dans la montagne*] ; ce qui se passe au Chiapas, c'est ce que certains appellent une guerre de basse intensité : l'armée est présente, mais les communautés peuvent faire des choses à l'intérieur de la zone zapatiste sans qu'elle intervienne ; c'est seulement quand elles veulent en sortir que les problèmes se posent.

Au tout début de l'intervention zapatiste, est-ce qu'il y a eu une participation de gens des communautés indiennes aux opérations militaires ou elles n'ont été menées que par des gens extérieurs ?

Les zapatistes sont arrivés du Nord au Chiapas, où il y avait localement une tradition maoïste. Certains membres des communautés indiennes qui étaient entre le maoïsme et la théologie de la libération ont pu participer dès le début à la lutte et ont fini par adhérer au zapatisme. Quand les zapatistes ont pris San Cristobal, leur premier discours me faisait un peu peur : tout le mal venait de l'extérieur, c'étaient les étrangers qui avaient apporté tous les vices... Des choses un peu délirantes qui faisaient penser au Sentier lumineux du Pérou. Mais tout cela a évolué, et très vite les zapatistes ont créé un groupe de base assez important composé d'Indiens très politisés, et qui représente plusieurs milliers de personnes – deux à trois mille peut-être – participant de manière très active. A part ça, il y a les sympathisants, qui vont aux manifestations et sont plusieurs milliers aussi, mais qui ne sont pas liés de façon permanente au mouvement. C'est du moins ce que je tire de mon expérience de dialogues avec le mouvement.

Tu disais que le soutien international a quelque peu freiné le gouvernement dans sa volonté d'intervention. Mais dans le massacre





international

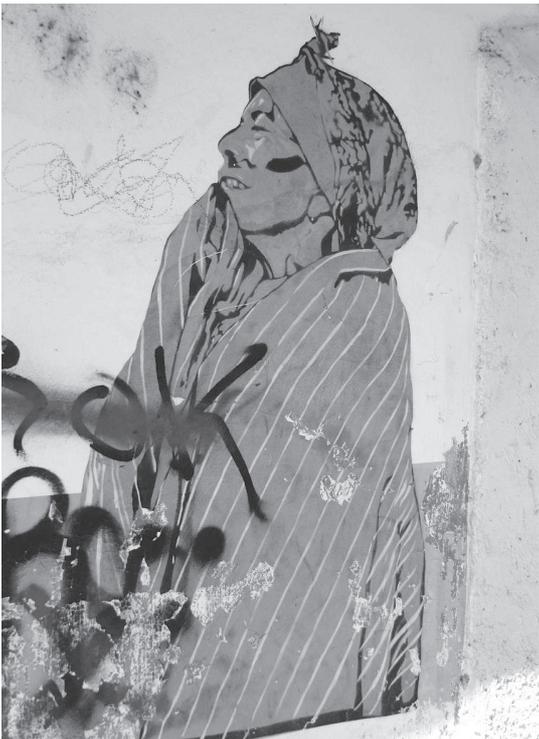
de 45 personnes qui priaient dans l'église d'Ac-teal, en décembre 1997, il a laissé faire les paramilitaires...

C'est une histoire plutôt confuse : ce sont des paramilitaires qui ont fait le coup, et ils n'étaient pas forcément en lien direct avec le gouvernement fédéral. C'était un groupe local, et il semblait qu'il y avait un conflit local, on ne connaît pas très bien l'histoire. Mais en tout cas le gouvernement fédéral a laissé faire. C'est un peu comme ce qui s'est passé en 2014 au Guerrero, avec la disparition des 43 étudiants à Iguala : le maire, qui est complice des narcos, les a laissés faire. Et les médias, dont très peu sont indépendants, sont aussi complices.

Les zapatistes vont présenter une femme à la présidentielle de 2018 pour relancer la dynamique...

C'est assez ironique, parce qu'ils ont toujours été contre les élections et que les zapatistes n'ont pas de carte d'électeur... Alors, pourquoi ont-ils lancé cette idée ? Les communautés indiennes qui, traditionnellement, étaient liées au parti au pouvoir ont, elles, l'habitude d'aller voter. C'est justement la politique clientéliste qui a fait que ces communautés n'avaient pas de culture politique très forte : depuis la révolution mexicaine, les gouvernements leur ont donné de l'argent, ce qui a créé chez leurs leaders une culture clientéliste.

N'oublions pas que les communautés zapatistes sont minoritaires au Chiapas. La majorité des Indiens votent pour le PRI [Parti révolutionnaire institutionnel, dont le Président du Mexique Peña Nieto est membre],



et maintenant pour le Parti vert [PVE-PVEM] qui est d'une certaine façon allié au PRI.

Ce choix de présenter une candidate à la présidentielle est sans doute une espèce de provocation, pour relancer le débat sur : qu'est-ce que ça veut dire de créer une société différente, d'être critique vis-à-vis des institutions ? Ce choix, de mon point de vue, est acceptable, mais il a quand même suscité des conflits internes, du fait que les zapatistes ont toujours gueulé contre le système de représentation et que c'est donc contradictoire.

Le problème, c'est que pour le gouvernement plus de gens votent, mieux c'est, d'autant qu'en général les élections sont plus ou moins truquées. Au Mexique, il y a environ 60 % d'abstentions ; mais la plupart des gens n'ont pas d'intérêt pour la chose publique, ils s'intéressent seulement à ce qui se passe à proximité d'eux, et ne pensent pas à un monde différent.

Le Président est élu par le peuple et doit en principe avoir une majorité au Parlement pour gouverner. Or, le PRI a gouverné pendant quatre-vingts ans d'affilée, et le fait qu'il y ait une opposition est récent ; pendant longtemps, la gauche c'était soit le style « ML stalinien », donc marginal, soit des gens qui avaient quitté le PRI pour créer d'autres formations – comme Lopez Obrador [AMLO] qui a lancé Morena en 2014...

Le groupe dans lequel je suis essaie de lutter contre ce manque de culture politique au Mexique, dans l'espace privé et public, en organisant des forums, des discussions, pour travailler sur le fait de penser à des institutions différentes, autres que sous des formes politiques. L'autonomie, c'est justement d'arriver à construire un rapport différent avec l'institution – qui n'est pas seulement celle de l'Etat mexicain : on peut parler des institutions de chaque personne. Par exemple en ce qui concerne la croyance : au Mexique, la religion a été imposée par les Espagnols aux populations indiennes ; ensuite s'est construit le syncrétisme, mais c'est quand même quelque chose qui leur a été imposé, il y a des choses à faire par rapport à ça... Il faut que les gens s'interrogent sur leurs institutions, et ça c'est compliqué.

Les communautés indiennes fournissent-elles un quota de personnes qui participent à la gestion des Etats fédéral ou local (fonctionnaires, etc.) ?

Très peu. Au cours des années 1950 a été créée dans les communautés la figure du professeur bilingue. Ces professeurs sont devenus des caciques, car ils étaient les intermédiaires entre la communauté indienne dont ils parlaient la langue et l'Etat. La plupart des profs bilingues dans les communautés détenaient le business de l'alcool.

Trop souvent, à l'extérieur du Mexique, on voit la communauté indienne comme un endroit où il n'y a pas de contradictions. En réalité, quand on entre dans une

communauté, on s'aperçoit qu'il existe beaucoup de contradictions à l'intérieur. Cette idée angélique que tous les Indiens sont bien et bons ne mène à rien...

On a connu ce genre d'analyse en France, dans les milieux militants à propos des Kanak, en particulier dans les années 1980 – notamment sur l'idée que kanaka signifiait « homme » et « homme libre » en hawaïen...

Oui, le nom d'une communauté peut signifier « hommes véritables »... On est là dans une autre dimension : comment, face à une telle réalité, essayer d'éviter que ça ne tombe pas dans le nationalisme, le chauvinisme, l'angélisme du genre : nous sommes les bons, et les autres sont les mauvais ? Comment faire avancer l'idée d'une société capable de s'auto-constituer sans nier l'autre ?

Même si je trouve les zapatistes un peu léninistes bien souvent (on ne peut pas tout avoir !), je sympathise avec eux et reconnais leur travail : ils ont fait un effort important pour aller contre les hiérarchies. Mais, par exemple en ce qui concerne la situation de la femme à l'intérieur des communautés zapatistes, ça continue à être une interrogation.

Une communauté zapatiste, c'est quoi par rapport à une communauté indienne classique ?

Il y a dans la « zone zapatiste » un gouvernement autonome, les *caracoles*. C'est un conseil où sont prises les décisions importantes concernant la communauté. Tous ses membres ne sont pas forcément à l'EZLN, mais il faut bien comprendre que, comme ailleurs, ce n'est pas parce qu'il existe ce genre de structure qu'il y a la démocratie. Souvent, les prises de décision sont arrangées à l'avance... Il y a tous les cas de figure, mais il vaut mieux le savoir. Il faut

travailler à partir de ces expériences sans faire semblant de croire que c'est la démocratie, que c'est super, etc. Il y a toujours des leaders et de nombreux facteurs qui reproduisent la division dirigeants-dirigés. Il faut essayer de comprendre que ça a à voir avec des processus inconscients qui font que, dans les communautés, les gens ont tendance à abandonner la possibilité de prendre eux-mêmes des décisions.

Parce que c'est compliqué, fatigant pour n'importe qui d'être toujours sur la brèche : il y a un besoin qu'on décide pour toi, tu te sens un nain par rapport aux problèmes qui se posent...

Un autre exemple qui montre que tout n'est pas idyllique au Chiapas, comme certains veulent le faire croire, c'est la question de la religion. Il y a eu dans les communautés indiennes, pendant des années, des luttes énormes parce que des religions nouvelles y entraînaient (la religion protestante, et maintenant musulmane),





ce qui les a fait passer d'une dépendance à une autre. Une conversion massive au protestantisme a ainsi entraîné des expulsions : à San Cristobal, tout un quartier est composé de gens qui ont été chassés des villages voisins parce qu'ils étaient devenus protestants. Ça se passe maintenant de manière plus pacifique, mais dans les années 1970 on brûlait la maison du converti. Même si on peut expliquer – ce que font des marxistes orthodoxes – ces divisions comme étant liées à des intérêts économiques divergents, il n'empêche que c'est vécu comme une intolérance...

De notre discussion, il me semble que deux questions intéressantes ressortent. D'une part, celle de l'autonomie : comment les zapatistes, et les mouvements sociaux en Amérique latine en général, ont du mal à penser l'autonomie comme quelque chose qui n'a pas seulement à voir avec la résistance mais qui va bien au-delà. D'autre part, comment relancer l'action politique et sociale d'un autre point de vue, comment l'intégrer dans la vie de tous les jours. En France, en Europe, il y a eu avec Mai 68 un effort pour critiquer le mode de militantisme traditionnel et faire aussi la critique de la vie quotidienne. Il ne s'agissait pas pour les militants d'être révolutionnaires seulement quand ils sortaient de chez eux, ils devaient appliquer partout leurs valeurs révolutionnaires – dans les quartiers, à la maison, dans les usines, la famille, etc.

C'est ce que j'ai beaucoup apprécié dans les mouvements en Europe : la critique de la vie quotidienne, les mouvements autonomes en Italie, l'Internationale situationniste... et la façon dont Socialisme ou Barbarie ou Castoriadis ont abordé la division dirigeants-dirigés, qui a à voir avec la critique d'une militance non séparée de la vie quotidienne.

Depuis que je m'intéresse au travail pour l'autonomie, j'ai toujours eu envie de voir, dans le contexte de l'Amérique latine et du Mexique, un effort pour aller au-delà de cette espèce de stéréotype de la militance issue du marxisme léniniste – nous sommes des révolutionnaires professionnels, et ce n'est pas grave si on devient des bureaucrates puisque de toute façon la fin justifie les moyens...

J'ai toujours réfléchi à comment on peut amener cette critique, comment ne pas seulement lutter contre ce qui est mais aller dans le sens de ce qui va être. C'est dans la culture et la tradition libertaires qu'il y a eu le plus de réflexions sur ces questions. Et de ce point de vue, dans le contexte de l'Amérique latine en particulier, il y a des choses qu'on a oublié de faire. Parce qu'il y avait très peu d'ouverture intellectuelle vers les nouveaux mouvements, et une prégnance du marxisme-léninisme. Les critiques post-modernes (« décoloniales ») oublient la critique des moments où l'« instituant » [celui qui perturbe l'institué, dans les termes



de l'analyse institutionnelle, cf. René Lourau L'Instituant contre l'Institué) devient institution et par là même cesse d'être lui-même.

Ce n'est pas tout à fait un hasard si, jusqu'à un certain point, des gens ont pu se mettre d'accord et travailler ensemble ICI tout en étant influencés soit par la théologie de la libération soit par le marxisme traditionnel. Avec pas mal de copains, on a beaucoup discuté sur l'idée de relancer en Amérique latine ces débats autour de la culture politique, et certains – comme Vlady [le fils de Victor Serge] ou Claudio [Albertani] ont fait des choses là-dessus mais ce n'est pas allé jusqu'au bout. La plupart des groupes continuent à vivre le militantisme de façon traditionnelle. Pourtant, ça sert de savoir comment la bureaucratie, même quand elle n'est pas liée à la propriété des moyens de production, peut devenir un groupe dominant...

Il y a donc ces deux questions à discuter.

D'une part, la critique de la militance séparée de la vie quotidienne : la révolution, ce n'est pas seulement la prise du palais d'Hiver, c'est aussi des changements significatifs dans la vie quotidienne. Il n'y a pas vraiment cette préoccupation-là en Amérique latine, en tout cas dans ce que j'ai pu voir de la pratique militante, depuis les années 1980, au Guatemala, au Nicaragua avec les sandinistes, etc.

D'autre part, la question pas seulement du phénomène bureaucratique, mais plutôt de la façon dont cette culture politique s'est matérialisée dans le monde des intellectuels et universitaires engagés. Les mouvements sociaux parlent souvent par l'intermédiaire des mouvements intellectuels de gauche, ce qui est devenu une espèce d'impasse. Je ne sais si vous avez ça, en France, mais ici il y a cette espèce de vague à la mode, post-moderne, qu'on appelle la pensée « décoloniale », avec un retour à l'identitaire comme si l'identité était quelque chose de fixe... Ce genre de choses est un produit des milieux universitaires, soi-disant engagés, qui ont travaillé là-dessus. Il y a des gens qui sont liés au mouvement zapatiste et qui revendiquent cette histoire de décolonisation, comme avant ils revendiquaient le post-structuralisme de Foucault ou de Lyotard. Sans doute parce qu'ils ne visent pas à la transformation radicale de la société mais s'appuient sur une version complètement light de ce qu'est le compromis politique. Il me sem-

ble que, sur ce sujet, il y a des points d'accord entre nous...

C'est un point fondamental et historique du mouvement anarchiste, de faire coller les buts et les moyens... Un élément bien spécifique, en France, a permis que cette question soit abordée en Mai 68 : le fait que, quoique le stalinien du PC ait été le prototype hégémonique du militant révolutionnaire après 1917, la critique du stalinisme a toujours été visible et portée par une opposition de gauche. En particulier trotskyste : malgré quelques similitudes avec le stalinisme, ce courant a introduit des éléments de critique sur la bureaucratie. Il y a eu très tôt des débats (voir Victor Serge, Boris Souvarine...) sur la bureaucratisation, mais aussi sur le rapport entre le présent et le futur – donc aussi sur la vie quotidienne. On en trouve des tas d'approches, certes un peu embryonnaires, dans les oppositions au stalinisme. Et il est évident que dans la mouvance militante, juste avant 68, pour tous les groupes, anarchistes ou trotskystes, la question de l'adéquation entre ce qu'on voulait et ce qu'on vivait était posée. Par exemple, c'est par le biais de militants de ces groupes (Boris Fraenkel, Jean-Marie Brohm, des étudiants anars...) que fut remise au jour l'étude de Wilhelm Reich. Et, bien évidemment, quand tu commences à aborder ce genre de problèmes, tu touches du doigt le rapport de l'adéquation entre la vie quotidienne et le projet politique, du rapport entre la fin et les moyens. On peut ajouter à cela une forte tradition anticléricale. Il y avait déjà dans l'air du temps la possibilité d'exprimer une inquiétude par rapport à l'absence de cette adéquation, et ce en rupture frontale avec le PCF... Ce qui était moins le cas dans les pays limitrophes : l'Espagne était sous le joug fasciste ; l'Italie, ultracatholique, avait un PC un peu plus indépendant de Moscou qui rendait plus difficile une dissidence séparatiste ; en Allemagne, toutes les expériences issues du spartakisme ou du mouvement des conseils avaient été balayées...

Quant au postmodernisme, d'accord avec ce que tu dis, il y a vraiment un travail de fond à mener contre cette approche idéologique.

Ici au Chiapas, en particulier dans le mouvement lié au zapatisme, il existe tout un débat avec des camarades féministes à partir d'expériences très contrastées. Les zapatistes ont fourni un effort important pour faire émerger la question de la femme, mais ce qui reste à faire est énorme parce qu'il y a des siècles de tradition, pas seulement de l'Eglise catho-



lique, mais aussi des coutumes des groupes indiens, qui ne vont pas dans le sens de l'émancipation.

Il faut tenir compte du contexte institutionnel dans toutes les expériences. Je fais partie d'un groupe avec des femmes qui travaillent sur la prison des femmes, ici à San Cristobal : ces militantes féministes, d'origine espagnole, se sont formées politiquement dans la période du postfranquisme... mais avant c'était l'obscurantisme total en Espagne ! Il faut tenir compte du contexte dont les gens viennent... Ce n'est pas pareil quand on a grandi dans une société où les droits et la sexualité, l'autonomie sont reconnus plus ou moins et quand on l'a fait dans une autre beaucoup plus traditionnelle. Il y a ici au Chiapas un travail gigantesque à faire sur ces questions, car les femmes des communautés rurales ont grandi dans des cultures très traditionnelles.

Cette constatation nous mène au débat sur le relativisme. D'un côté, on ne peut pas tout accepter, on ne peut pas dire juste : « Tout va bien, c'est leur culture » ; et, de l'autre, on ne peut intervenir de façon quasi impérialiste au nom de l'universel.

On ne peut intervenir sur ce terrain que lorsqu'on y est vraiment – si on y vit ou si on est accepté totalement, c'est-à-dire dans une relation qui tend à être égalitaire. Ce qui compte, c'est le rapport que l'on a à la communauté. On peut être relativiste, mais jamais hyper-relativiste... La frontière n'est jamais parfaitement délimitée. L'important est davantage que la question soit toujours présente, et au cœur de la relation, que de chercher toujours à définir la ligne de partage.

La relativité du relativisme, ça me rappelle un débat avec le MAUSS [Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales. Publie une revue du même nom dont la raison d'être est le refus de dissocier le politique, l'éthique et le scientifique en critiquant l'économisme et l'hyper rationalisme]. Claudio [Albertani] a beaucoup avancé dans cette direction-là. Comme pas mal d'autres gens, il a eu des problèmes avec les zapatistes quand il s'est agi de travailler

sur la



Si on regarde bien les luttes, on constate qu'il n'y en a pas qui n'ont pas construit quelque part une identité, un sentiment d'appartenance... mais qui sont différents de l'institutionnel, et, surtout, qui sont en évolution continue. Le mouvement ouvrier européen a constitué ce qu'on appelle une « culture ouvrière », qui n'était pas institutionnelle. Ce qu'il faut voir ensuite, ce sont les voies de la reproduction de la domination...

Quand l'instituant devient institution...

question de la femme et de sa place à l'intérieur des communautés zapatistes. Une fois, je suis allé à l'Université de la terre [également appelée Centre indigène de formation intégrale (Cideci), elle est située dans la montagne à quelques kilomètres du centre de San Cristobal], Marcos est arrivé et il a fait des commentaires un peu critiques vis-à-vis du travail effectué par des militantes féministes dans les communautés : il faisait référence à ce qu'on vient de dire...

Ce que nous [dans l'unité de travail autour des écrits de Castoriadis] essayons de faire, c'est d'entrer dans la discussion sur ces processus – par exemple dans le groupe qui travaille avec d'ex-détenues de la prison. Castoriadis disait que le travail important ne se passe pas principalement dans la sphère politique, mais dans l'« infra-pouvoir », un lieu où les gens donnent du sens aux choses avec l'affectif, la représentation, la question du transfert, etc. C'est un peu là-dedans que je suis engagé, et c'est reçu de manières variées à l'intérieur de l'aire zapatiste ; par exemple, ça entre en contradiction avec les postmodernes qui raisonnent en termes de « décolonial » et pour qui la politique est la source du totalitarisme. Ils accèdent à l'idée que l'identité peut être quelque chose de fixe (par exemple, dans le décolonialisme) – alors que les identités fixes, ça n'existe pas – et cela revient à créer plus un refuge qu'une dynamique de changement social.

Le postmodernisme touche tous les aspects de la réalité sociale, pas seulement le « colonial ». Au lieu de chercher l'infra-pouvoir comme Castoriadis, il aboutit à le diffracter, donc finalement à ne plus le voir, mais à le multiplier par une explosion de micropouvoirs... donc à en créer d'autres. C'est une vision pixellisée de la réalité sociale qui masque une vision d'ensemble et la séparation des couleurs. Ça aboutit à des rapports de culpabilisation parce qu'on n'est pas dans la « bonne case ». Ça divise l'extrême gauche. Ça gomme en fait la réalité du colonialisme pour le ramener à une question de race, de sexe ou de couleur de peau qui divise.

L'identité, c'est aussi quelque chose qu'on choisit, en privilégiant l'acquis sur l'inné. C'est un choix de lutte, une volonté de construire un autre monde... par la lutte, mais aussi la fête, la non-essentialisation des appartenances, etc. Cela touche la façon de vivre en général – les femmes, les hommes, les rapports de production, le travail, la langue, etc.

Beaucoup de zapatistes s'en tiennent à la résistance contre l'Etat. Il faut le faire, mais aussi aller au-delà, et commencer à construire le monde qui va être à la place de cet Etat dont on ne veut pas. Ces débats-là, il faut les mettre en place en Amérique latine car ils n'ont pas encore été pris vraiment en considération : on y est passé du marxisme léniniste à la pensée postmoderne.

Propos recueillis et discutés par l'OCL-Poitou

